

Partie B | Chapitre 1

L'impact des IED sur les inégalités de revenus en Afrique

Par Rupinder Kaur, Ronald Wall
et Jan Fransen

Les inégalités ont tendance à toucher davantage les zones urbaines que les régions rurales en raison, en partie, des flux migratoires des campagnes vers les villes
© Sjors737







Le Festival Meskel de Lalibela. L'Éthiopie possède l'économie à la croissance la plus rapide en Afrique ainsi que le plus faible niveau d'égalité des revenus

© Siempreverde22

Les IED constituent un important agent d'intégration économique mondiale (Mah, 2003). De nombreuses économies de pays en développement ont bien compris cela en adoptant des politiques de libéralisation des IED afin de mieux tirer parti de leurs atouts. Or, malgré des investissements croissants dans le développement économique, la pauvreté et les inégalités de revenus persistent et demeurent à ce jour un défi majeur. La relation qui unit les IED et les inégalités de revenus est souvent expliquée par des théories néoclassiques et des théories de dépendance. La première, plus optimiste, soutient que les IED conduisent à une croissance économique et, par conséquent, une diminution des inégalités. La seconde indique au contraire que les IED ont des effets négatifs sur la croissance économique et qu'ils engendrent davantage d'inégalités de revenus (Firebaugh et Beck, 1994). Il existe malheureusement peu d'études ayant établi de manière empirique un lien entre les IED et les inégalités (Basu et Guariglia, 2007 ; Tsai, 1995 ; Wu et Hsu, 2012). Cette étude vise par conséquent à explorer cette relation dans le contexte des pays africains. À la lumière des inégalités persistantes en Afrique, la théorie de la dépendance constitue notre point de départ et cette étude vise à identifier tous les types d'IED qui réduisent les inégalités de revenus dans les pays africains afin de

formuler des recommandations sur la base de ses conclusions.

Selon certains chercheurs de la théorie néoclassique, les IED favorisent la croissance économique et réduisent les inégalités dans les pays bénéficiaires d'IED (Mundell, 1957). Ces derniers affirment que, parallèlement au comblement du manque de ressources, les IED favorisent une meilleure croissance économique et un développement plus important par le biais de la diffusion des technologies, le développement du capital humain et des compétences en gestion, et l'accès aux marchés d'exportation (Tsai, 1995 ; Li et Liu, 2004). En revanche, les partisans de la théorie de la dépendance soutiennent que la dépendance économique des pays bénéficiaires sur les économies avancées (une relation propre à de nombreux types d'IED) peut avoir des impacts négatifs d'un point de vue social et économique sur les pays en développement et, à terme, accentuer les inégalités entre le personnel hautement qualifié et les travailleurs peu qualifiés (Firebaugh et Beck, 1994).

Des études récentes ont toutefois suggéré que l'impact des IED sur les inégalités de revenus est déterminé par les conditions locales des pays bénéficiaires d'IED, notamment en termes de capacités d'intégration, de capital humain, de

diffusion des technologies et de la qualité des institutions (Schneider et Soskice, 2009 ; Wu et Hsu, 2012). Dans cette étude, les capacités d'intégration étaient mesurées par la qualité et la production d'électricité, des transports aériens, des abonnements aux services de téléphonie mobile et la bande passante Internet. Le capital humain était quant à lui mesuré par le taux d'inscription dans les établissements d'enseignement supérieur et le pourcentage d'internautes. Les indicateurs associés à l'innovation locale et aux niveaux de technologie permettent d'évaluer la diffusion de la technologie. Enfin, la qualité institutionnelle inclut les institutions publiques et privées.

Il existe peu de documents reliant les IED à la distribution des revenus. Les recherches disponibles révèlent des résultats mitigés, allant de la réduction globale des inégalités (Herzer et Nunnenkamp, 2013) jusqu'à un impact insignifiant (Sylwester, 2005) ou à une augmentation globale (Mahutga et Bandelj, 2008). Des études plus récentes expliquent que certains facteurs locaux constituent des variables qui permettent de modérer les IED et les inégalités (Wu et Hsu, 2012). Dans la mesure où ces études se distinguent au niveau régional, les facteurs inclus dans leur analyse et les méthodologies utilisées empêchent toute comparaison. Par ailleurs, la plupart des études analysent les IED dans leur totalité, alors que les impacts sont susceptibles de varier entre différents secteurs d'investissement (Wang et Blomstrom, 1992). De plus, seules quelques études portent sur l'Afrique et cette étude tente d'obtenir une compréhension plus profonde de la relation qui existe entre les IED sectoriels et les inégalités de revenus dans les pays africains.

La géographie des inégalités de revenus et des IED en Afrique

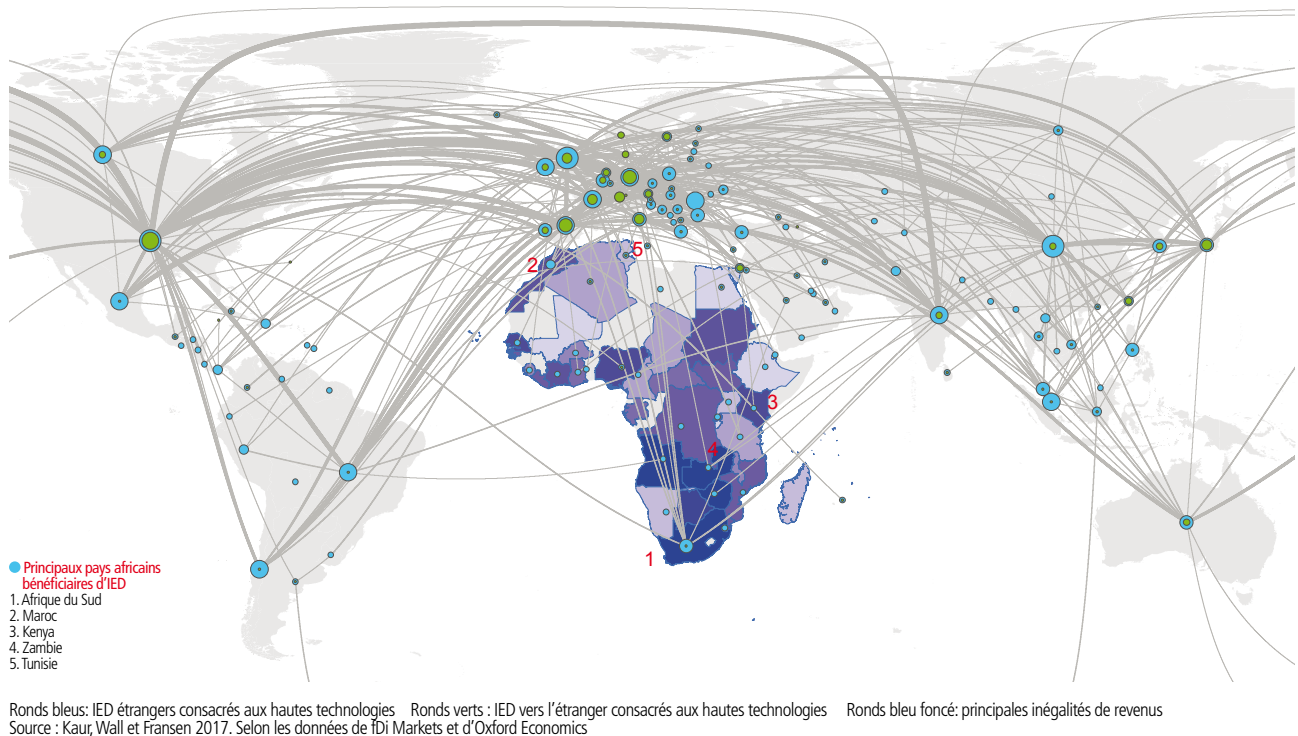
Les pays africains présentent les inégalités de revenus les plus élevées au monde. Ce constat est particulièrement évident pour la période 2006-2014 (voir la carte 1.1). Cette étude montre que la région de l'Afrique australe, et plus particulièrement l'Afrique du Sud, affiche le plus haut niveau d'inégalités en Afrique. Ceci est toutefois mitigé par le fait que l'Afrique australe présente la plus rapide réduction des inégalités de revenus avec un taux de croissance (-2 %), devant l'Afrique de l'Est (-1,2 %) et l'Afrique de l'Ouest (-1,1 %). Par ailleurs, le taux de croissance négatif du coefficient de Gini implique une baisse de la croissance des

inégalités, un facteur susceptible de conduire à une réduction absolue des inégalités à long terme, dans la mesure où tout changement de valeur de ce coefficient met du temps à apparaître.

Inversement, les régions de l'Afrique du Nord et de l'Afrique centrale, qui présentent les niveaux d'inégalité des revenus les plus faibles, ont vu ces taux augmenter durant la période 2006-2014. Notre étude confirme les résultats du rapport sur l'« Augmentation de la pauvreté en Afrique en 2016 », où l'on constate que la moitié des pays étudiés ont signalé une baisse des inégalités, tandis que l'autre a, au contraire, affiché une augmentation. Les pays d'Afrique australe sont les pays les plus inégaux au monde, tandis que d'autres pays africains présentent des niveaux d'inégalité comparables à ceux de pays aux niveaux de développement similaires (Banque mondiale, 2016). En règle générale, les inégalités ont tendance à toucher davantage les milieux urbains que les zones rurales en raison, en partie, de facteurs tels que l'urbanisation de la pauvreté entraînée par les migrations des populations rurales vers les villes (Banque mondiale, 2010). Les inégalités se manifestent à travers la création de zones urbaines et périurbaines informelles (bidonvilles), la ségrégation urbaine, les taux de chômage (un élément parfois moins visible), le manque d'accès à des services de base ou l'exclusion des services d'éducation et d'infrastructures sanitaires. Toute hausse des inégalités de revenus réduit les capacités d'éradication de la pauvreté et conduit à une concentration de richesses (Groupe de la Banque africaine de développement, 2017). En Afrique, la croissance économique n'a pas été inclusive, et un grand nombre de personnes vivent aujourd'hui dans un état de pauvreté extrême qui se caractérise par des inégalités des revenus particulièrement importantes (CENUA, 2016).

Au niveau national, l'Éthiopie affiche actuellement la croissance économique la plus rapide de tout le continent africain et possède plus faibles niveaux d'inégalités de revenus (0,300), devant le Mali (0,307), le Burundi (0,313), l'Égypte (0,314) et la Namibie (0,333). Les cinq pays où l'on trouve les inégalités de revenus les plus marquées se situent tous dans la région de l'Afrique australe. Il s'agit de la Zambie (0,744), de l'Afrique du Sud (0,650), de l'Angola (0,583), du Zimbabwe (0,559) et du Botswana (0,510). Les inégalités sont moins marquées dans les pays d'Afrique du Nord que dans les pays à revenus moyens du reste du monde (ONU-Habitat, 2010).

Carte 1.1. Niveau d'inégalités des revenus et IED moyens spécialisés en haute technologie en Afrique (2006-2014)

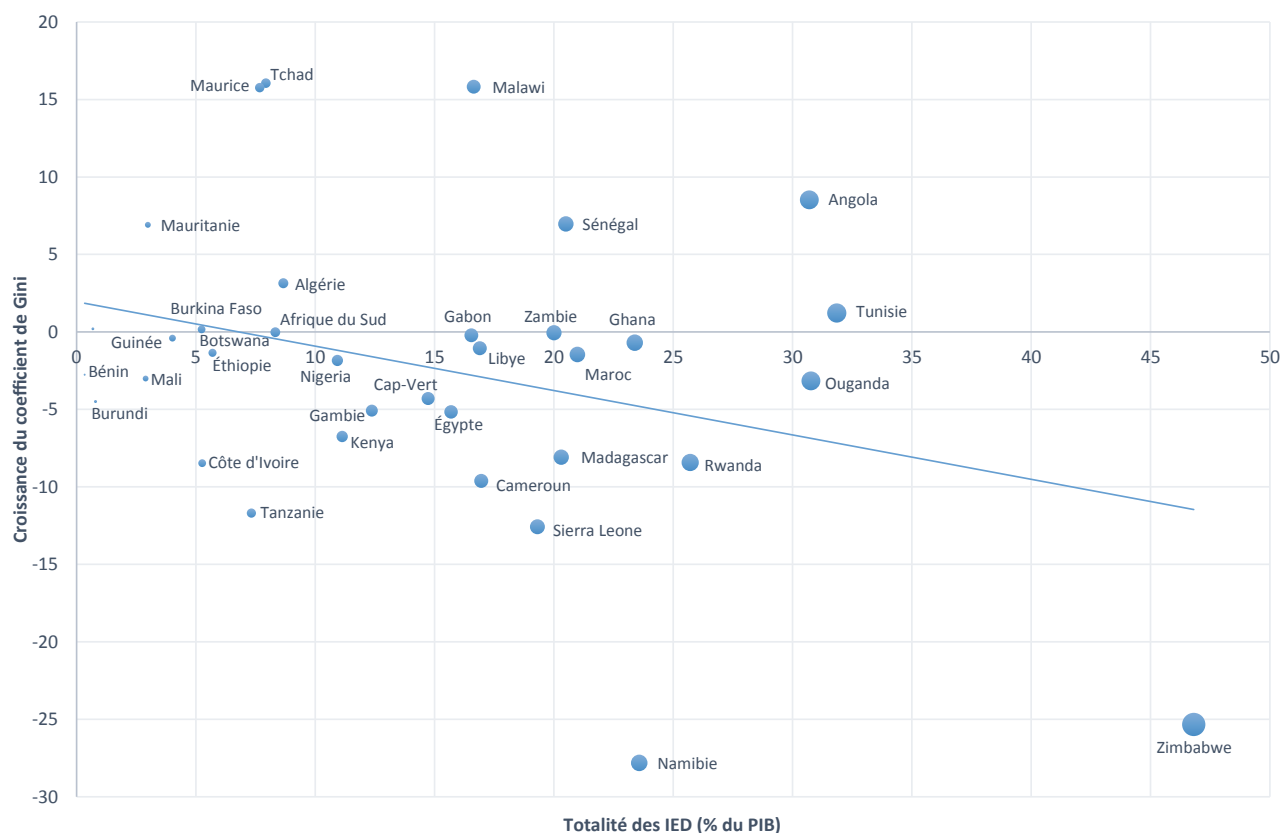


Malgré son niveau relativement élevé en termes de développement économique, l'Afrique du Sud possède une société très inégale, essentiellement en raison de sa situation politique actuelle et de sa longue histoire d'oppression et d'apartheid (Banque mondiale, 2016). Le Zimbabwe, qui est l'un des pays d'Afrique où les inégalités sont les plus importantes, a affiché la plus forte baisse en matière d'inégalités de revenus, juste devant la Namibie. Cette carte illustre également le réseau des IED consacrés aux hautes technologies entre les différents pays du monde. Comme il le sera expliqué un peu plus tard dans ce chapitre, ce réseau permet de réduire sensiblement les inégalités de revenus grâce à ses capacités d'intégration ainsi que d'autres facteurs. Comme on le voit clairement sur la carte, les principaux bénéficiaires d'IED consacrés aux hautes technologies au cours de cette période étaient l'Afrique du Sud, le Maroc, le Kenya, la Zambie et la Tunisie.

L'analyse des IED sectoriels indique par ailleurs une augmentation des IED au cours de la période 2006-2008, suivie d'une baisse probablement due à la crise financière mondiale. On constate aussi que le secteur de la production était le principal

bénéficiaire d'IED étrangers. Ces investissements se concentraient principalement en Égypte, au Nigeria, en Libye, en Tunisie, en Afrique du Sud, au Maroc, en Algérie et au Ghana. Le secteur des ressources était le deuxième principal bénéficiaire d'IED, l'Angola, le Nigeria, l'Égypte, l'Afrique du Sud et l'Ouganda étant les principaux receveurs. Le secteur des services représente le troisième bénéficiaire. Ce type d'IED cible essentiellement le Nigeria, le Maroc, l'Égypte, l'Afrique du Sud et la Tunisie. On notera aussi que le secteur des hautes technologies est le moins attractif en matière d'IED étrangers. Seuls l'Égypte, l'Afrique du Sud, l'Algérie, le Maroc, le Nigeria et le Kenya attirent ce type d'investissements. Ces pays, qui font partie des économies les plus développées d'Afrique, reçoivent de grandes quantités d'IED tous secteurs confondus. Bien que l'Afrique du Sud reçoive actuellement d'importants volumes d'IED, l'étude de cas de Johannesburg disponible dans la partie C de ce rapport montre clairement que ces investissements se concentrent uniquement dans quelques quartiers de la ville, un facteur qui renforce la ségrégation spatiale et les fortes inégalités de revenus que l'on constate à travers le pays.

Figure 1.1. Croissance du coefficient de Gini et IED en termes de % du PIB en Afrique (2006-2014)



Source : Kaur, Wall et Franssen 2017. Selon les données de fDi Markets et d'Oxford Economics

La relation entre les IED et les inégalités de revenus

Nos recherches ont révélé que les IED aggravent généralement les inégalités de revenus au sein des pays bénéficiaires, sauf lorsqu'ils sont influencés par d'autres facteurs locaux tels que les capacités d'intégration, le capital humain, le niveau de développement technologique et la qualité des institutions (voir le tableau 1,1). Ce point montre clairement que l'impact des IED sur les pays bénéficiaires est déterminé par les conditions locales de ces derniers. On constate par ailleurs que dès qu'un pays améliore ses niveaux de capital humain (mesuré par le niveau d'enseignement tertiaire), les inégalités de revenus diminuent. Ceci s'explique par le fait que plus une population est éduquée, plus elle peut accéder à des emplois de meilleure qualité et à des revenus supérieurs, un facteur qui stimule l'économie et diminue les inégalités. On constate que l'éducation améliore à la fois la productivité urbaine et les capacités d'innovation,

ce qui conduit à une croissance plus élevée. Ainsi, le niveau d'éducation de la population permet non seulement d'améliorer les revenus des individus, mais a aussi un effet à long terme sur l'économie locale.

Ces résultats indiquent par ailleurs qu'un niveau plus élevé de développement technologique et d'innovation (à un moindre degré d'importance) est susceptible d'intensifier les inégalités de revenus dans la mesure où les technologies de pointe ont tendance à remplacer la main-d'œuvre humaine par des machines et à réduire les emplois. On constate toutefois, même si ce point est négligeable dans ce modèle, qu'une interaction entre les IED et la technologie locale réduit les inégalités de revenus (représentés par le signe négatif) grâce à un transfert des connaissances. De plus, l'interaction entre les IED et la technologie révèle des résultats plus solides dans le cas des différents secteurs des IED.

Ces premières constatations indiquent que si un pays bénéficiaire d'IED améliore ses capacités

technologiques au niveau local, il sera mieux à même d'intégrer les technologies étrangères dans le cadre de la diffusion des IED. Ceci peut aussi lui permettre de créer de nouvelles activités économiques et de diversifier son économie. Une hausse de la productivité et la création d'emplois renforceront à leur tour l'économie locale et réduiront les inégalités de revenus.

Il est également important de noter que les IED entretiennent une relation indirecte avec les inégalités de revenus par le biais des conditions socio-économiques du pays bénéficiaire. Par exemple, l'application mobile de crédit Tala fournit des services financiers personnalisés aux populations du Kenya et de la Tanzanie en proposant des prêts sur le téléphone mobile du client. La majorité de ses clients sont de petites et microentreprises qui nécessitent de petits prêts pour financer leur activité.

Notre étude a aussi confirmé qu'un environnement institutionnel plus favorable est susceptible de réduire les inégalités de revenus dans la mesure où ce type de contexte protège à la fois les investisseurs et les travailleurs et crée un environnement propice aux affaires. Inversement, si les institutions favorisent la protection des technologies et des capitaux des pays étrangers, les inégalités ont tendance à se creuser, en entravant la diffusion de la technologie, ce qui rend alors l'intégration et l'utilisation des technologies étrangères plus difficiles pour le pays bénéficiaire. Cette conclusion soutient la théorie de Morgan (2016) selon laquelle les institutions modernes tendent à privilégier la protection des investisseurs étrangers à celle des travailleurs locaux.

Nos recherches ont également révélé que lorsque le commerce représente une part plus élevée du PIB, cette situation est susceptible d'intensifier les inégalités de revenus étant donné qu'une grande dépendance sur le commerce attise la concurrence entre les entreprises étrangères et nationales et constitue une réelle menace pour l'économie locale. Une augmentation de la concurrence peut nuire à la productivité des entreprises locales et réduire l'emploi.

Nos résultats montrent peu de différences interrégionales dans la relation qui unit les IED et les inégalités de revenus en Afrique. Seule l'Afrique de l'Ouest affiche un impact plus important sur la réduction de ces inégalités grâce aux IED. Ces résultats sont toutefois mitigés, probablement en raison des énormes variations qui existent dans cette

Il est également important de noter que les IED entretiennent une relation indirecte avec les inégalités de revenus par le biais des conditions socio-économiques du pays bénéficiaire

région où sur onze pays seuls le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, le Nigeria et la Sierra Leone ont réellement constaté une baisse des inégalités de revenus.

Sur les cinq régions africaines, l'Afrique de l'Ouest est le troisième plus grand bénéficiaire d'IED. Le Nigeria se place en deuxième position juste après l'Égypte en termes de réception d'IED. Ce pays se caractérise par de fortes capacités en matière d'intégration, de capital humain, de niveaux de technologie, et par un environnement institutionnel favorable et une forte attraction des IED. Les importantes quantités d'IED que reçoit le Nigeria pour les projets de hautes technologies sont associées à une réduction des inégalités.

Il convient aussi de noter la présence de bénéficiaires d'IED plus modestes. Si la Sierra Leone possède des capacités beaucoup plus limitées en matière d'intégration, de capital humain et de technologies, elle est toutefois dotée d'institutions de bonne qualité. Le Cap-Vert et la Côte d'Ivoire affichent également des capacités d'intégration moyennes, mais une meilleure qualité en matière de capital humain et d'institution. Ces atouts leur ont permis de réduire leurs inégalités de revenus. L'étude sur les investissements en Côte d'Ivoire (voir la partie C) montre que les investissements génèrent des emplois, améliorent le bien-être social et encouragent la protection de l'environnement, tandis que les partenariats noués avec les entreprises locales favorisent le transfert de compétences et de savoir-faire techniques. Il a également été démontré que les cadres institutionnels mis en place en Côte d'Ivoire jouent un rôle favorable. Les défis qui restent à relever concernent les procédures administratives (licences, permis, etc.), les affaires de droit commercial, l'incidence de la corruption, le manque de gouvernance ouverte, l'interdiction de certains entrants industriels, la concurrence déloyale, les monopoles de marché, le harcèlement fiscal et le manque d'activités de promotion des investissements.

Tableau 1.1
L'impact des IED sectoriels et d'autres facteurs sur l'égalité

Variabes	Égalité	Égalité	Égalité	Equality	Égalité
Part totale des IED (% du PIB)	+++				
Part des IED consacrés aux hautes technologies (% du PIB)		+++			
Part des IED consacrés à la production (% du PIB)			++		
Part des IED consacrés aux ressources (% du PIB)				0+	
Part des IED consacrés aux services (% du PIB)					0+
Capacités d'intégration	0+	0+	++	0+	0+
Part totale des IED et capacités d'intégration	+				
Part des IED consacrés aux hautes technologies et capacités d'intégration		+++			
Participation tertiaire	+++	+++	0+	++	++
Part des IED consacrés aux hautes technologies et participation tertiaire		--			
Part des IED consacrés aux ressources et participation tertiaire				--	
Index technologique	-	0-	-	-	0-
Institutions	+	+	0+	0+	0+
Totalité des parts d'IED et des institutions	---				
Part des IED consacrés aux hautes technologies et institutions		---			
Part des IED consacrés à la production et institutions			--		
Part des IED consacrés aux ressources et institutions				--	
Part du commerce (% du PIB)	-	0-	0-	0-	0-
Croissance initiale du PIB par habitant	0+	++	0+	0+	0+
2. Afrique centrale	0+	0+	0+	0+	0+
3. Afrique de l'Est	0-	0-	0-	0-	0-
4. Afrique de l'Ouest	0+	++	++	0+	+
5. Afrique australe	0-	0+	0+	0-	0+

Source : Kaur, Wall et Fransen 2017, selon les données de fDi Markets et de diverses autres sources

+++ Relation très forte et positive ++ Relation plus forte et positive + Relation forte et positive --- Relation très forte et négative
-- Relation plus forte et négative - Relation forte et négative 0+ Relation faible, mais positive 0- Relation faible et négative

Les IED consacrés aux hautes technologies et les inégalités

Cette étude révèle que les IED consacrés aux hautes technologies ont une influence positive sur les inégalités de revenus même si leur impact dépend essentiellement des capacités des pays concernés en matière d'intégration, de capital humain et de technologie. Les hautes technologies englobent des domaines tels que les TIC (conception, développement et tests, éducation et formation, production, vente, marketing et soutien), les produits chimiques, l'aérospatiale et l'industrie pharmaceutique. Ce

secteur, encore relativement modeste en Afrique, génère beaucoup de valeur pour les investisseurs étrangers. Il s'agit du deuxième secteur le plus important, juste après celui de la production, en termes de création d'emplois, avec cinq emplois créés pour chaque million de dollars américains investis.

L'interaction entre les IED consacrés aux hautes technologies et les capacités d'intégration du pays bénéficiaire est un facteur important, car l'amélioration de ces capacités se traduit par une distribution plus large des technologies et des investissements étrangers au sein des économies

locales, ce qui favorise la diversification et peut mener à une société plus égalitaire. En Afrique, Internet et les données mobiles jouent un rôle clé dans la diffusion des connaissances vers les petites entreprises et les marchés informels. La disponibilité de services de TIC et de téléphones mobiles, par exemple, facilite l'accès aux réseaux commerciaux, à l'éducation, aux services financiers et à des informations de marché en temps réel. Cet aspect est particulièrement important pour émanciper les femmes entrepreneures. Selon l'*African Economic Outlook* (rapport sur les perspectives économiques en Afrique) de 2017, les IED consacrés aux hautes technologies ont des répercussions économiques positives et favorisent l'entrepreneuriat local en utilisant de nouvelles technologies dans la prestation de services traditionnels. Ces innovations inspirées par la technologie comprennent des services financiers et des paiements mobiles qui simplifient les transactions financières au quotidien. Certaines entreprises étrangères et africaines collaborent d'ailleurs actuellement avec des start-ups et des plateformes technologiques afin d'encourager une nouvelle génération d'entrepreneurs spécialisée en hautes technologies (Groupe de la Banque africaine de développement, 2017; Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, CENUA, 2017b).

Enfin, la collaboration entre les universités et l'industrie dans le domaine de la recherche et du développement (R&D) facilite l'innovation, améliore les niveaux de développement technologique et stimule l'intégration des nouvelles technologies au sein des pays bénéficiaires. On constate que certains pays, comme le Kenya, renforcent justement leur intégration technologique, en soutenant des projets d'enseignement et de formation professionnelle technique (41 millions de dollars américains) pour booster les capacités des facultés d'ingénierie et de sciences appliquées de 33 instituts de formation technique (ITT). Le projet de développement des compétences et de l'entrepreneuriat lancé par la Zambie est un autre bon exemple. Cette initiative se concentre spécifiquement sur le développement des compétences et de l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes. L'Érythrée, le Soudan et le Togo ont, quant à eux, mis en place des programmes similaires afin de promouvoir les compétences et l'entrepreneuriat, créer plus d'emplois et encourager l'égalité (Banque africaine de développement, 2015).

Par ailleurs, les IED sont susceptibles de creuser les inégalités de revenus dans les pays où le capital humain est élevé dans la mesure où ils élargissent le fossé qui existe déjà entre les revenus que touche le personnel de multinationales et ceux des employés d'entreprises locales, en raison des différences de salaires, d'échelles, de compétences et de niveaux d'éducation (Lin et coll., 2013). De même, les IED consacrés aux hautes technologies dans les pays qui affichent des niveaux de technologie plus élevés intensifient les inégalités de revenus au sein du pays bénéficiaire, car les pays dont le niveau de technologie et d'innovation est plus développé ont tendance à attirer des IED pour des activités fondées sur le savoir, lesquelles ne génèrent qu'un faible nombre d'emplois pour des travailleurs hautement qualifiés.

Ce phénomène creuse encore davantage l'écart de revenus qui existe entre les travailleurs qualifiés et les travailleurs non qualifiés en donnant lieu à des revenus plus élevés. La qualité des institutions influence également l'impact qu'ont les IED consacrés aux hautes technologies sur les inégalités de revenus. Des institutions de meilleure qualité tendent à réduire les inégalités de revenus en protégeant les droits nationaux de propriété intellectuelle, en améliorant le contexte financier et en encourageant des audits plus rigoureux. Ces facteurs permettent d'améliorer la productivité, de protéger les travailleurs de toute exploitation illicite et de réduire la corruption. Ils contribuent également à une justice équitable et au comportement éthique des entreprises. D'autre part, l'afflux d'IED consacrés aux hautes technologies dans les pays dotés de meilleures institutions peut aussi se traduire par une augmentation des inégalités de revenus si ces institutions favorisent ouvertement la protection des capitaux étrangers et de leurs technologies dans la mesure où ce type de comportement entrave la diffusion des technologies et maintient l'écart technologique qui existe entre les entreprises étrangères et les entreprises locales. Une telle situation pose clairement une menace pour les entreprises locales qui doivent rivaliser avec les entreprises étrangères.

Les pays d'Afrique du Nord (comme l'Algérie, l'Égypte et le Maroc) ainsi que la République d'Afrique du Sud ont reçu la plus grande valeur d'IED consacrés aux hautes technologies dans la mesure où tous possèdent de meilleures capacités en matière d'intégration, de capital humain, de technologie, d'innovation et d'institutions. On constate par



Asmara, Érythrée. Le gouvernement a lancé des programmes se concentrant sur le développement des compétences et l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes

© Jackmalipan

ailleurs que la concentration d'IED consacrés aux hautes technologies dans la région fluviale du Nil (Le Caire) et dans la province de Gauteng (Johannesburg) correspond à une concentration d'IED consacrés à la production. Cette corrélation n'est pas surprenant vu qu'en Afrique les IED de pointe s'orientent principalement vers les pôles de la production et de l'innovation (voir le chapitre 1 de la partie A). Tous ces facteurs contribuent à réduire les inégalités de revenus, sauf dans le cas de l'Afrique du Sud où la polarisation et la segmentation sociétales combinées à l'apartheid historique continuent à créer d'importants niveaux d'inégalité des revenus.

Les IED consacrés à la production et les inégalités

Entre 2006 et 2014, le secteur de la production a reçu la plus grande part d'IED étrangers. Notre étude indique que les IED consacrés à la production ont réduit de manière significative les inégalités de revenus (voir le tableau 1,1). Ce secteur génère également le plus grand nombre d'emplois, soit six emplois créés pour chaque million de dollars américains investi. La production présente également un grand potentiel pour nouer des liens avec d'autres secteurs, comme notamment l'agriculture et les hautes technologies. L'augmentation des IED et l'établissement de ce type de liens peuvent potentiellement améliorer les conditions

macro-économiques du pays concerné en donnant lieu à des transformations structurelles et en favorisant la diversification économique. Ces aspects ont tendance à générer de nouvelles activités économiques et à créer de nouveaux emplois pour les travailleurs peu qualifiés, ce qui, à son tour, permet de réduire les inégalités de revenus.

Selon les *Perspectives économiques en Afrique* de l'OCDE (2017), les économies africaines les plus diversifiées ont obtenu de meilleurs résultats que les moins diversifiées. Aujourd'hui, beaucoup d'économies africaines sont beaucoup plus diversifiées et résilientes qu'il y a dix ans, notamment face aux chocs externes affectant les produits de base. La part jouée par les secteurs industriels et les services a affiché une considérable augmentation dans la croissance économique, essentiellement en raison de la révolution des secteurs informatique et des télécommunications (Groupe de la Banque africaine de développement, 2017). La transition vers une économie orientée sur les exportations exige une restructuration industrielle. Or, le secteur de la production peut justement jouer un rôle clé dans la restructuration des économies africaines et promouvoir l'industrialisation. Le développement de l'agriculture et de la production agricole améliore les chaînes de valeur et crée de nombreux emplois pour des travailleurs peu qualifiés, ce qui contribue à réduire les inégalités de revenus (Groupe de la Banque africaine

de développement, 2017; Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, CENUA, 2017b). Les réductions que l'on constate au niveau de la part de la main-d'œuvre agricole et les petites augmentations des secteurs de la production et des services indiquent clairement que l'Afrique traverse actuellement une importante transformation structurelle (Groupe de la Banque africaine de développement, 2017).

Comme dans le cas des hautes technologies, les capacités d'intégration sont un aspect clé pour la production et son rôle dans la réduction des inégalités de revenus dans la mesure où ce secteur nécessite des infrastructures physiques bien développées, qu'il s'agisse de routes, de lignes ferroviaires ou d'un réseau électrique fiable et suffisant. Par ailleurs, de bonnes infrastructures en matière de téléphonie et d'informatique (téléphones mobiles et connectivité Internet) facilitent les communications, offrent un meilleur accès à l'information, favorisent la commercialisation, créent des réseaux et contribuent à l'établissement de relations commerciales qui stimulent la croissance et la productivité du secteur de la production. La société Pedigree, par exemple, établie en Tanzanie, développe des logiciels sur mesure pour des applications mobiles spécialisées dans la finance. Celle-ci a facilité l'établissement d'un mouvement qui aide entreprises locales et les gouvernements à protéger leurs marques (contre les contrefaçons et les produits nocifs) et à défendre les systèmes de réglementation. Elle améliore également la sécurité humaine en protégeant les médicaments, les pesticides et les semences agricoles (Groupe de la Banque africaine de développement 2017).

Les pays affichant des niveaux de technologie plus élevés attirent des IED dans des activités manufacturières de pointe axées sur la technologie et nécessitant moins de travailleurs, en proposant des emplois plus spécifiques et qualifiés. Dans ce contexte-là, les IED consacrés à la production augmentent les inégalités de revenus. De même, l'arrivée d'IED consacrés à la production dans des pays qui possèdent des institutions de meilleure qualité et une croissance démographique entraîne également une hausse des inégalités de revenus comme nous l'avons expliqué plus haut.

D'un point de vue régional, les IED consacrés à la production sont ceux qui contribuent le plus à réduire les inégalités de revenus en Afrique de l'Ouest. Or, les principales destinations de ce type d'IED sont l'Égypte, la Libye, le Nigeria, l'Afrique du Sud

et la Tunisie. Ces pays affichent une réduction des inégalités de revenus en raison de plusieurs facteurs, dont une économie locale forte, d'importantes valeurs d'IED étrangers, des capacités élevées en matière d'intégration, de capital humain, de technologie et un environnement institutionnel favorable. L'interaction de tous ces facteurs crée un meilleur environnement macroéconomique qui améliore de toute évidence la répartition des revenus en générant des emplois et en réduisant la pauvreté, ce qui se traduit par une diminution des inégalités de revenus.

Les IED consacrés aux ressources et aux services et les inégalités

En Afrique, le secteur des ressources est le deuxième plus grand bénéficiaire d'IED, attirant 34 % de la totalité des IED. La relation qui existe entre les IED consacrés aux ressources et les inégalités de revenus n'est toutefois pas statistiquement significative (voir le tableau 1,1). Une conclusion similaire était présentée dans la partie A de ce rapport où l'on notait que les IED consacrés au secteur des ressources sont statistiquement négligeables et ont un impact négatif sur le RNB par habitant dans les pays africains. L'une des principales raisons de ce phénomène est que ces IED ne génèrent que deux emplois directs pour chaque million de dollars investi, comparé à cinq et six emplois par million dans les secteurs des hautes technologies et de la production. Les IED consacrés aux ressources en Afrique sont essentiellement de nature extractive et associés à l'exportation de matières premières plutôt qu'à la création de valeur au niveau local. Nos conclusions montrent qu'une augmentation du capital humain fournit des travailleurs mieux qualifiés au secteur des services. Or, l'interaction qui existe entre les IED consacrés aux services et l'enseignement supérieur a tendance à creuser les inégalités de revenus dans la mesure où le secteur des services nécessite des travailleurs ayant un niveau de scolarité relativement plus élevé, ce qui ne génère que deux emplois directs pour chaque million de dollars investi.

Recommandations en matière de politiques et de recherche

Dans la mesure où l'impact des IED sur les inégalités de revenus est fortement influencé par les capacités d'intégration du pays bénéficiaire, il est important que les politiques se concentrent sur l'amélioration

de ce facteur. Selon la documentation disponible sur les IED, la qualité du capital humain, des institutions et des infrastructures d'un pays est en effet un facteur clé pour attirer des IED et profiter de ce type d'investissement. Il est par conséquent important que les pays africains investissent dans ces domaines. Les pays doivent par ailleurs développer leurs infrastructures puisque cet aspect constitue également un critère de base pour les hautes technologies et permet d'améliorer la productivité dans son ensemble.

Il serait d'ailleurs utile de mener davantage de recherches sur les effets de médiation que possèdent les capacités d'intégration. Bien que cette étude se concentre sur une analyse nationale, une analyse au niveau des villes serait particulièrement appropriée. Malheureusement, les données disponibles au niveau des villes sont généralement très rares et, quand elles existent, elles ne sont pas normalisées, ce qui empêche toute comparaison utile. Dans cette optique, une collecte de données avancées menée au niveau de différentes villes et de différents pays ferait beaucoup progresser la recherche. Des politiques régionales, nationales et municipales doivent par ailleurs être mises en place pour assurer le développement de données adéquates. Des analyses plus détaillées, basées sur de nouvelles données offriront des conclusions et des recommandations plus ciblées pour établir des politiques appropriées.

Les pays africains doivent cibler plus spécifiquement les IED consacrés aux hautes technologies et à la production, car ces deux secteurs sont ceux qui présentent le meilleur potentiel de réduction des inégalités de revenus. La croissance du secteur des hautes technologies peut aussi conduire à des niveaux de technologie et d'innovation plus élevés et donner lieu à de nouvelles activités économiques qui stimulent la croissance d'autres secteurs. Une amélioration de la croissance du secteur de la production, en tant que principal bénéficiaire d'IED, peut potentiellement conduire à la restructuration des économies africaines et booster les économies locales en renforçant les liens avec les entreprises locales.

La croissance du secteur de la production est par conséquent un enjeu crucial pour tous les pays d'Afrique. Essentielle pour intégrer l'économie mondiale, cette croissance joue aussi un rôle important dans la transformation structurelle et l'industrialisation. Par ailleurs, la production peut fournir des liens importants et générer de

nombreux emplois dans différents secteurs. Le secteur agricole, par exemple, peut à lui seul créer de grandes possibilités d'emploi pour les travailleurs non qualifiés par le biais d'activités agricoles et le conditionnement d'aliments. De même, les liens qu'entretient le secteur de la production avec les secteurs de l'immobilier, des finances et du commerce de détail peuvent générer davantage d'emplois dans le secteur des services.

Comme on pourrait s'y attendre, le capital humain est un facteur qui réduit sensiblement les risques d'inégalité des revenus. Il est par conséquent important que les pays africains améliorent l'éducation de leurs populations et développent leurs compétences afin d'améliorer la qualité de leur main-d'œuvre. Une grande partie de la population africaine est jeune et sans emploi. Une bonne éducation appuyée par des IED conséquents est une stratégie clé pour réduire le chômage des jeunes de manière durable et augmenter le niveau de technologie sur le plan local. Ces pays doivent investir dans l'enseignement supérieur, la recherche et le développement, et l'innovation pour diversifier leurs économies et stimuler leur productivité.

De meilleures normes d'audit et de rapport permettront par ailleurs de réduire l'ambivalence et de renforcer le rôle de médiation que jouent les institutions. Ce point est particulièrement important lorsque les partis sociaux-démocrates étatiques et les syndicats sont remplacés par des institutions axées sur le marché, comme des cabinets de marchés financiers ou des entreprises multinationales. Si les fuites financières illicites telles que la corruption et les pots de vin constituent actuellement une préoccupation importante, des institutions mieux organisées et une plus grande transparence pourraient toutefois permettre d'atténuer ce problème.

Les facteurs qui déterminent l'effet des IED sur les inégalités de revenus varient d'un secteur à l'autre et ont des implications importantes pour la recherche et la politique. Comme nous l'avons montré ici, les IED consacrés aux hautes technologies et à la production conduisent à une réduction des inégalités de revenus lorsque les pays bénéficiaires possèdent des capacités d'intégration plus élevées, tandis que les IED consacrés aux ressources et aux services ne semblent pas réduire ces inégalités, même en présence de meilleures capacités d'intégration. Pour mieux comprendre ces résultats, davantage de recherches doivent être menées.

Partie B | Chapitre 2

L'impact des investissements étrangers directs sur l'emploi en Afrique

Par Ronald Wall, Poonam Mehta et Rupinder Kaur







L'agriculture reste le secteur dominant en matière d'emploi en Afrique

© Sjors737

Au cours des dix dernières années, le flux des IED vers les pays africains a créé d'importantes opportunités de croissance économique et eu un effet positif sur le développement inclusif.

Cette étude tâche de savoir si oui ou non ces IED se sont avérés efficaces pour créer des emplois en Afrique sur la base des données disponibles pour la période 2003-2014. Elle explore également la mesure selon laquelle différents aspects de l'ensemble de ces IED (nouveaux projets, stocks et flux) ainsi que différents secteurs d'IED affectent l'emploi et l'emploi sectoriel de façon globale (agriculture, services et production) en Afrique.

Ces dernières décennies, les IED, qui constituent l'un des principaux moteurs de la mondialisation, ont encouragé un nombre croissant de pays à adopter des politiques de libéralisation afin de stimuler le libre-échange. Si beaucoup d'économies avancées perçoivent aujourd'hui la mondialisation comme une menace en raison de ses effets néfastes sur les emplois

traditionnels et de l'externalisation des entreprises vers d'autres régions du monde, la majorité des économies en développement en revanche, estime que ce phénomène génère des emplois et réduit la pauvreté (Jenkins, 2006). Ceci étant, le débat sur l'impact des IED sur l'emploi en Afrique est peu concluant.

Le continent africain abrite certaines des économies à la croissance la plus rapide au monde (Dicken, 2011 ; OIT, 2016). Face à la diminution de l'aide étrangère, les IED sont désormais des facteurs clés pour combler les lacunes qui existent en matière de ressources, générer de la croissance et réduire la pauvreté (Asiedu, 2004). Si par le passé l'Afrique se concentrait principalement sur le secteur agricole, la mondialisation et l'urbanisation ont conduit à une transformation de la structure économique de nombreux pays (Banque mondiale, 2013 ; Szirmai, 2013). Or, malgré cette croissance économique et ces changements structurels positifs, la plupart des pays

africains affichent encore des taux de salaire faibles, des niveaux de chômage élevés et une dépendance importante sur le secteur informel. Dans cette optique, le fait de savoir si les IED ont eu un impact notable sur les secteurs d'emploi de manière spécifique et globale est par conséquent intéressant.

Par le passé, certaines études estimaient que les IED généraient de l'emploi de deux façons : en créant des emplois directs au sein des multinationales et en créant des emplois indirects grâce aux liens tissés par ces multinationales au sein des pays bénéficiaires (Asiedu, 2004). D'autres études soutiennent, au contraire, que si le taux de croissance de l'Afrique dépasse certes la moyenne mondiale à l'heure actuelle, il ne s'agit pas d'un développement transformateur dans la mesure où cette croissance ne génère pas suffisamment d'emplois et ne crée pas d'infrastructures adéquates (CNUCED, 2014). Par conséquent, l'Afrique dépend encore beaucoup de l'économie informelle (Chen, 2012), surtout dans les pays à faibles revenus où cette économie est responsable d'environ 50 % de la production nationale, d'environ 60 % des emplois et de 90 % des nouveaux emplois (Benjamin et coll., 2015).

Par le passé, certaines études estimaient que les IED généraient de l'emploi de deux façons : en créant des emplois directs au sein de multinationales et en créant des emplois indirects grâce aux liens tissés par ces multinationales au sein des pays bénéficiaires

Une grande partie des travailleurs africains participent à des activités informelles notamment dans le secteur des ressources, les opérations de production de petite échelle, et les emplois peu qualifiés du secteur des services. Ces niveaux élevés d'informalité ne sont toutefois pas souhaitables, car ce type d'emploi nuit à la dignité humaine en proposant des salaires faibles et de mauvaises conditions de travail, et se traduit par une perte de recettes fiscales et la promotion d'une concurrence déloyale. Ceci étant, en l'absence de ce marché informel, beaucoup d'Africains seraient encore moins bien lotis qu'ils ne le sont à présent. Dans cette optique, la création de nombreux emplois dans le secteur formel revêt une importance capitale en Afrique et les IED sont considérés comme une bonne solution.

La quantité des emplois créés

Si le nombre total d'Africains salariés affiche une hausse constante, c'est aussi le cas des populations. En chiffres absolus, le Nigeria possède le plus grand

nombre d'employés, suivi par ordre décroissant par l'Éthiopie, la République démocratique du Congo, l'Égypte et la Tanzanie. Cependant, la plupart des pays africains se caractérisent par de faibles ratios emploi-population. Les pays tels que l'Éthiopie, la République démocratique du Congo et la Tanzanie affichent de bons résultats en termes d'emploi total ainsi que le ratio emploi-population le plus élevé du continent, tandis que le Nigeria et l'Égypte figurent parmi les pays à faible ratio.

En termes d'emplois directs créés par des IED consacrés à de nouveaux projets, cette étude révèle que l'Égypte, le Maroc, l'Afrique du Sud, le Nigeria et la Tunisie sont les pays qui affichent le plus grand nombre d'emplois générés par les investissements. Inversement, les valeurs les plus basses se situent en Mauritanie, en Guinée, au Bénin, en République centrafricaine, en Érythrée et en Somalie. En termes d'emplois sectoriels, la partie A de ce rapport montre que le secteur des hautes technologies, qui attire le moins d'IED, affiche la croissance la plus rapide en matière d'emplois générés par IED, talonné par la production.

La qualité des emplois créés

Cette étude utilise les indicateurs de l'Organisation internationale du travail (OIT) pour mesurer la qualité des emplois créés par les IED. Ces derniers incluent la proportion de travailleurs non rémunérés ou de travailleurs familiaux dans le nombre total d'emplois (taux de vulnérabilité des emplois) ; la croissance de la productivité du travail ; et le taux de participation de la main-d'œuvre féminine. Une analyse à échelle nationale montre que la Guinée équatoriale possède le taux d'emploi le plus élevé selon l'indice de qualité de 2014, devant le Botswana, le Gabon, l'île Maurice, la Namibie, le Rwanda et l'Afrique du Sud. À l'opposé, l'Égypte, la Somalie et le Soudan affichent de mauvais résultats en termes de qualité d'emplois. Les pays possédant des EID de valeur plus élevée n'obtiennent pas forcément de meilleurs résultats dans ce domaine, à l'exception de l'Afrique du Sud. Ceci est particulièrement vrai pour les pays d'Afrique du Nord comme l'Égypte, la Libye et la Tunisie, ainsi que pour le Mozambique, qui sont pourtant les plus grands bénéficiaires d'IED. Par ailleurs, une grande partie de la main-d'œuvre africaine est employée par le secteur informel, et se caractérise par de faibles compétences, de faibles salaires et de mauvaises conditions de travail. En

Afrique, neuf travailleurs sur dix sont des travailleurs informels. Ces travailleurs sont généralement jeunes et de sexe féminin (CENUA, 2016).

La composition des emplois africains par secteur révèle que l'agriculture demeure encore le secteur dominant, devant les services et la production. Au cours de la période 2003-2014, la composition sectorielle des emplois est restée stable pour la production à 11 %, tandis que la part de l'agriculture a baissé de 58 à 53 %, et le secteur des services a grimpé de 31 à 36 %. Le nombre d'emplois créés par les IED consacrés à de nouveaux projets varie selon les secteurs. D'un point de vue régional, les investissements dans de nouveaux projets ont créé davantage d'emplois en Afrique centrale, devant l'Afrique de l'Est, l'Afrique australe, l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest.

L'impact des IED sur l'emploi total en Afrique

La première partie de notre analyse a exploré l'impact de trois aspects d'IED (à savoir les IED consacrés à de nouveaux projets, les flux des IED et les stocks d'IED) sur l'emploi total et sur les principaux secteurs d'emploi en Afrique (voir le tableau 2,1). La première colonne montre les IED consacrés à de nouveaux projets et exclut les fusions et les acquisitions. La deuxième colonne indique la mesure selon laquelle les IED totaux (flux nets d'IED toutes formes confondues) influencent l'emploi total de différentes manières. La troisième colonne explore les IED consacrés aux stocks (IED historiques cumulés) et indique leur impact sur l'emploi total. Ces différents aspects des IED sont inclus dans les modèles statistiques à des fins de vérification. Le tableau 2,1 révèle que les IED consacrés à de nouveaux projets n'ont aucun impact significatif sur l'emploi lorsqu'ils sont associés à d'autres indicateurs, comme une ouverture du commerce. Ceci est peut-être dû au fait que dans le cas des IED consacrés à de nouveaux projets, les entreprises ne créent pas suffisamment de retombées locales en matière d'emploi et ne transfèrent pas de technologies et de compétences adéquates aux employés des pays bénéficiaires. Dans le cas de l'Afrique, une part importante des IED consacrés à de nouveaux projets vise le secteur des ressources, lequel est fortement associé aux industries extractives. Or, les IED dans ces industries ne donnent pas généralement lieu à la création de nombreux emplois ou au transfert de technologies (Asiedu, 2006a).

Tableau 2.1.
Impact des IED consacrés à de nouveaux projets, des flux des IED et des stocks d'IED sur la totalité des emplois

Variables	Total des emplois (IED consacrés à de nouveaux projets)	Total des emplois (flux d'IED)	Total des emplois (stocks d'IED)
IED de nouveaux projets	0+		
Flux d'IED		+++	
Stocks d'IED			+++
Indice de développement humain	+++	+++	+++
Population active (15 à 64 ans)	0+	0+	0+
Ouverture au commerce	+++	+++	+++
% d'abonnés à la téléphonie mobile	+++	+++	+++
Ouverture au commerce et % d'abonnés à la téléphonie mobile	---	---	---
Guide international des risques-pays	---	---	---

Source : Wall Mehta et Kaur, 2016, basé sur des données de différentes sources

+++ Relation très significative et positive
 ++ Relation plus significative et positive
 + Relation significative et positive
 --- Relation très significative et négative
 -- Relation plus significative et négative
 - Relation significative et négative
 0+ Relation non significative, mais positive
 0- Relation non significative, mais négative

L'indice du développement humain (IDH), qui englobe le PIB, l'espérance de vie et les niveaux d'éducation a un effet positif très important sur l'augmentation des taux d'emploi et montre clairement que de meilleurs niveaux de richesse, de longévité et d'apprentissage contribuent à améliorer l'emploi. De même, un PIB plus élevé affecte positivement l'emploi de plusieurs façons en servant de facteur déterminant pour les IED et en influant de manière positive le nombre de collaborations entre les entreprises étrangères et les fournisseurs locaux, ce qui stimule l'emploi au sein des pays bénéficiaires (Amendolagine et coll., 2013). L'éducation est un autre facteur clé qui contribue à créer davantage d'emplois. Comme nous l'avons indiqué dans l'étude de cas sur Kigali dans la partie C, le Rwanda a réussi à améliorer son niveau d'IED grâce à des réformes administratives et institutionnelles, même si les investisseurs étrangers rencontrent encore des lacunes en matière de ressources humaines (Mutebi, 2018).

D'autre part, la taille de la population active (15 à 64 ans) ne semble pas avoir d'impact significatif sur l'emploi, bien que les signes soient positifs. L'ouverture

Figure 2.1. Relation entre les flux des IED et le nombre total d'emplois (2003-2014)



Source : Wall, Mehta et Kaur, 2017, selon les données de fDi Markets et d'Oxford Economics

du commerce, qui constitue une mesure du degré d'ouverture d'un pays au commerce mondial, a également un effet positif très important sur l'emploi total, car ce type d'ouverture permet aux entreprises locales d'augmenter leurs exportations. Et lorsque les exportations des entreprises locales deviennent plus productives, on constate également une hausse de la demande en main-d'œuvre. Par ailleurs, l'ouverture du commerce encourage les IED qui permettent d'augmenter le nombre d'emplois directs et indirects.

Le pourcentage d'abonnés aux services de téléphonie mobile a également une forte influence sur l'emploi. Autrement dit, plus une société est capable de communiquer par le biais de téléphones mobiles, plus ses opportunités d'emploi sont élevées. En effet, les téléphones mobiles offrent un accès à des informations commerciales essentielles et facilitent la communication, deux aspects importants en Afrique du point de vue de la gestion des petites

entreprises du secteur informel, dans la mesure où l'accès à Internet est souvent limité.

Le prochain indicateur du tableau 2,1 est une « variable d'interaction » que l'utilise ici pour contrôler l'impact du commerce sur les communications. L'interaction influence significativement le modèle et montre que plus un pays s'ouvre au commerce, plus cette ouverture influence ses capacités à communiquer.

La dernière variable, à savoir le *Guide international du risque-pays*, a un impact très significatif, mais négatif sur l'emploi total dans les pays africains. Ce guide comprend un Indice du risque politique composé de 12 critères mesurant diverses dimensions du risque politique et commercial des pays africains. Nos recherches indiquent que plus le risque est élevé, plus ceci a un effet négatif sur le nombre total d'emplois générés dans la mesure où des politiques et un contexte commercial instables freinent la croissance des entreprises locales et étrangères et découragent les

investissements dans ces pays. En matière de stabilité politique et sociale, le Rwanda affiche une nette amélioration et constitue désormais l'un des pays les plus stables et les plus sûrs d'un point de vue politique pour les IED (Mutebi, 2018).

La colonne 2 du tableau 2,1 montre la même analyse pour la totalité des flux d'IED. L'arrivée de flux d'IED est un facteur clé pour stimuler l'emploi dans les pays africains. Ceci s'explique sans doute par le fait que ces flux comprennent des EID consacrés à de nouveaux projets, à des projets de réaménagement et à des projets de fusions et acquisitions (F&A). Il s'agit là de l'indicateur le plus fiable vu que les projets de F&A favorisent davantage la diffusion de technologies dans les pays bénéficiaires en tissant des réseaux entre les entreprises étrangères et les entreprises locales. Ceci a pour effet d'augmenter la productivité des entreprises, de générer davantage d'emplois et, par extension, d'améliorer l'économie dans son ensemble (Liu et Zou, 2008).

Le troisième modèle (colonne 3 du tableau 2,1) est similaire aux deux précédents, à ceci près qu'il utilise plutôt les stocks d'IED. Dans le mesure où les stocks

d'IED comprennent la totalité des flux d'IED accumulés au fil des ans, cet élément semble être celui qui a le plus grand impact, parmi ces trois catégories d'IED. Par ailleurs, les variables de contrôle affichent des résultats similaires, comme on pourrait s'y attendre. La figure 2,1 montre les pays qui ont le plus bénéficié de l'arrivée d'IED ainsi que les pays présentant le plus grand nombre d'emplois générés par ces investissements. On constate ainsi que les stocks d'IED ont créé le plus grand nombre d'emplois en Afrique du Sud, au Nigeria, en Égypte et au Maroc.

L'impact des IED sur l'emploi dans le secteur d'agricole

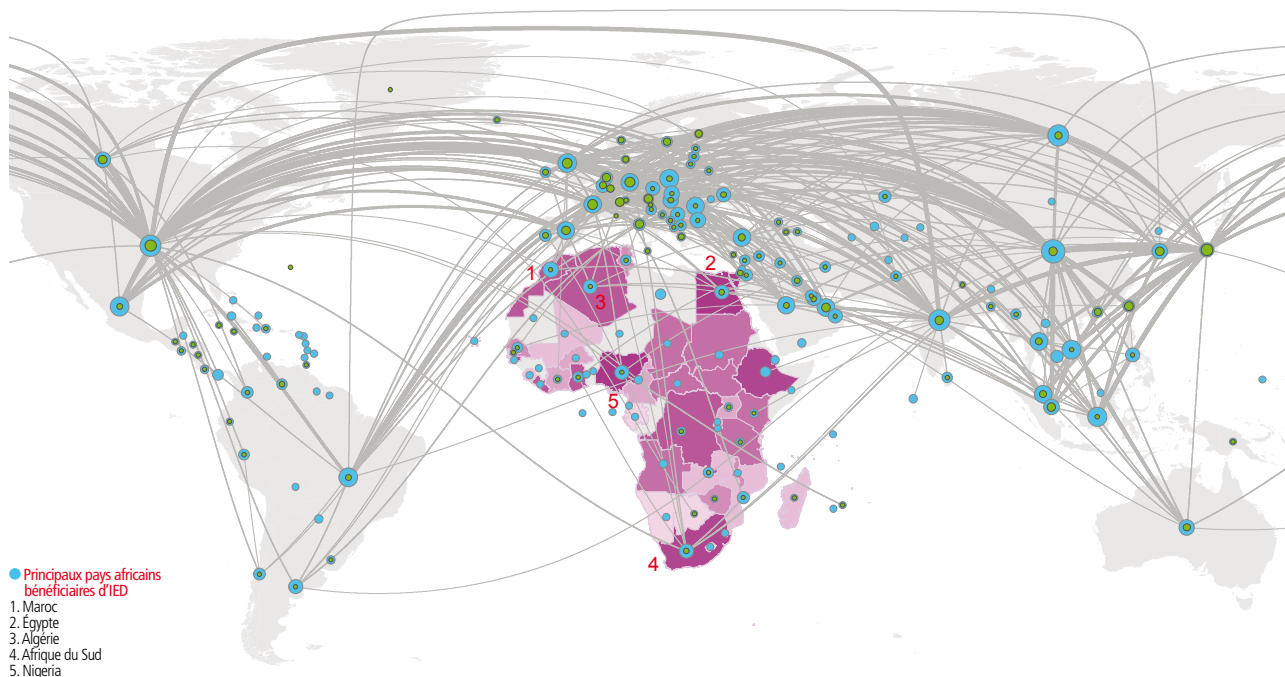
Sur la base de ces résultats, il est clair que ces trois modèles (IED consacrés à de nouveaux projets, flux d'IED et stocks d'IED) n'ont aucun effet significatif sur les emplois relevant du secteur agricole. Ceci est sans doute dû au fait que l'agriculture en Afrique : a) est principalement une activité de subsistance rurale ; b) ne comprend pas d'emplois qualifiés ; et c) entretient peu de relations avec les secteurs de la production et



Le nombre d'abonnés aux services de téléphonie mobile a un effet positif sur l'emploi dans le secteur de la production

© Warrengoldswain

Carte 2.1. IED moyens consacrés à la production et emploi moyen dans le secteur de la production (2003-2014)



Ronds bleus : total des IED étrangers consacrés au secteur de la production Ronds verts : total des IED vers l'étranger consacrés au secteur de la production Zones pourpres : emploi moyen

Source : Wall Mehta et Kaur, 2016, selon les données de fDi Markets et d'Oxford Economics

des services. Il est possible que les multinationales (multinationales) n'investissent pas de manière intensive dans ce secteur, ou que leurs investissements ne soient pas appuyés par de hautes technologies et se concentrent plutôt sur les activités extractives, ce qui ne contribue pas à créer des emplois agricoles. En ce qui concerne les IED consacrés à l'industrie alimentaire, on peut soutenir que ces investissements ne stimulent pas non plus l'emploi, car : a) les multinationales se concentrent sur l'exportation de produits agricoles vers des marchés situés à l'extérieur du continent africain ; b) ces investissements n'utilisent pas de technologie à forte intensité de main-d'œuvre ; et c) ils ne stimulent ni la productivité des agriculteurs locaux ni l'emploi (voir également le chapitre sur la sécurité alimentaire dans cette partie du rapport). Face à l'absence d'emplois dans le secteur agricole, les chômeurs ruraux ont tendance à migrer vers les villes afin de trouver du travail, généralement dans le secteur informel, avec des emplois à faible productivité, faute de quoi ils rejoignent les cohortes de chômeurs urbains, intensifiant davantage l'informalité et la pauvreté urbaine.

L'impact des IED sur l'emploi dans le secteur de la production

Le volume des IED consacrés à la production en Afrique est le plus élevé de tous les secteurs d'investissement et les résultats statistiques montrent que les IED consacrés à la production sont parvenus à accroître le nombre d'emplois dans les pays africains.

La carte 2,1 montre que les pays qui reçoivent des IED de valeur supérieure dans le secteur de la production font aussi partie des cinq principaux bénéficiaires d'IED consacrés à la production et qu'ils présentent davantage d'emplois dans le secteur de la production associé aux IED consacrés aux hautes technologies en Afrique, ce qui peut favoriser la transformation structurelle des villes africaines et améliorer la productivité et la création d'emplois à travers tous les secteurs de l'économie. Une telle situation peut également conduire à une meilleure diffusion des technologies, garantissant ainsi une croissance supplémentaire et des effets positifs à travers tout le secteur de la production locale (c'est-à-dire au niveau des producteurs et des fournisseurs locaux), ce qui peut, à son tour, stimuler la productivité des petites

entreprises du secteur informel et élargir le contexte économique des pays africains.

Ces résultats montrent aussi que le nombre d'abonnés aux services de téléphonie mobile a une incidence positive sur l'emploi dans la production, pour les raisons que nous avons expliquées plus haut.

De toute évidence, l'ouverture du commerce n'affecte pas les emplois dans le secteur de la production, sans doute car les biens produits en Afrique sont plus susceptibles d'être consommés sur place que vendus à l'international. Là encore, les résultats montrent que l'inflation n'a pas de relation directe significative avec l'emploi en Afrique. Néanmoins, il est clair que ce facteur a un impact négatif. *Le Guide international du risque-pays* n'est pas non plus important dans ce contexte.

L'impact des IED sur l'emploi dans le secteur des services

Dans le cas des flux d'IED et des stocks d'IED, on constate des effets très significatifs et positifs sur l'augmentation de l'emploi dans le secteur des services. En Afrique, les emplois du secteur des services gagnent actuellement en importance, non seulement en terme de croissance, mais aussi du point de vue de l'emploi. Selon Klasa (2015), les services financiers sont le principal domaine d'IED depuis 2006. Aujourd'hui, les investisseurs étrangers s'intéressent plus particulièrement au secteur des services de pays tels que l'Éthiopie, le Kenya, le Nigeria et l'Afrique du Sud. L'ouverture du commerce a une influence positive sur ce secteur. On constate en effet que plus un pays vend à l'échelle mondiale, plus il nécessite de services pour prendre en charge des processus connexes.

Le même principe s'applique aux abonnements de téléphonie mobile, ce qui affecte sensiblement l'emploi dans le secteur des services. Ceci s'explique par le fait que plus les pays sont capables de communiquer par téléphonie mobile, plus ils sont en mesure de traiter avec d'autres pays.

Cela se manifeste également au niveau du nombre d'abonnés aux services de téléphonie mobile et de la variable d'ouverture commerciale qui est fortement significative. *Le Guide international du risque-pays* ne présente une importance que pour les IED consacrés à de nouveaux projets. Or, tous les modèles montrent que son signe est négatif, autrement dit, le risque est susceptible d'avoir un impact défavorable sur l'emploi dans le secteur des services. On constate

aussi que la population active (15 à 65 ans) est un facteur important, et qu'une augmentation de la population active conduit à une hausse des emplois dans le secteur des services. Si l'inflation a certes une influence négative, ce facteur n'est toutefois pas significatif dans ce secteur.

L'impact des IED sectoriels sur différents secteurs de l'emploi

L'impact sur l'emploi dans l'agriculture

Cette partie divise les IED consacrés aux nouveaux projets en quatre sous-secteurs : le secteur des hautes technologies, le secteur de la production, le secteur des services et le secteur des ressources. Ces derniers sont évalués en fonction des différents secteurs d'emploi, comme nous l'avons fait dans la partie A de ce rapport. Premièrement, on constate clairement que ces différentes formes d'IED n'ont aucun effet significatif sur l'emploi dans l'agriculture. Comme nous l'avons expliqué dans le chapitre sur la sécurité alimentaire de cette partie de notre rapport, les IED dans le secteur de l'agriculture se concentrent majoritairement sur l'industrie extractive et l'exportation de matières premières. Cela confirme que la production et l'emploi dans le domaine agricole africain ne sont pas véritablement associés aux IED consacrés aux hautes technologies, aux services, à la production et aux ressources. (ce dernier secteur étant principalement associé à la production de minéraux et de carburants.) De plus, une grande partie des IED agricoles de l'Afrique sont consacrés à l'acquisition de terres agricoles, ce qui a des répercussions négatives sur les économies locales, en raison des conflits sociaux, politiques et économiques qui sont souvent déclenchés par ce type d'acquisitions. Aujourd'hui, l'investissement agricole en Afrique est essentiellement une activité de recherche, de production et d'exportation de ressources qui déplace les agriculteurs locaux et crée du chômage dans ce secteur (Asiedu, 2015).

L'Indice de développement humain est également un facteur positif en matière d'emploi dans l'agriculture. Plus le PIB, la longévité et le niveau d'éducation augmentent, plus la demande pour des aliments autres que des produits de base augmente, et plus l'emploi augmente dans ce secteur. L'inflation semble avoir un impact négatif sur ce secteur dans la mesure où plus les prix des produits augmentent, plus la demande et la nécessité de produire dans ce secteur diminuent. On constate également que le



Les IED consacrés aux hautes technologies et à la production ont créé le plus grand nombre d'emplois au Nigeria

© Pierinux

risque-pays international a une influence négative sur l'emploi dans ce secteur. Plus les pays présentent un risque élevé, moins la production alimentaire et la nécessité d'employer sont élevées. Les communications mobiles ont une influence positive dans ce secteur. La population a elle aussi un effet positif sur l'emploi dans l'agriculture. Autrement dit, plus la population d'un pays est importante, plus la demande alimentaire et les emplois connexes sont élevés.

L'impact sur l'emploi dans le secteur des services

L'analyse des emplois dans le secteur des services montre que les IED consacrés aux hautes technologies ont un impact important sur l'emploi local dans ce secteur. L'ouverture du commerce et les communications informatiques jouent également un rôle clé dans la création d'emplois dans ce secteur. Le même modèle se manifeste dans les IED consacrés à la production, avec un effet également positif et important. Là encore, on constate que l'ouverture du commerce et la taille de la population jouent un rôle clé. Le seul secteur d'IED à ne pas avoir de

relation significative avec l'emploi local dans le secteur des services est le secteur des IED consacrés aux ressources, ce qui peut s'expliquer par la « malédiction des ressources » évoquée plus haut.

Conclusions and recommendations

Formuler des politiques pour attirer le bon type d'IED

Au cours des 15 dernières années, l'Afrique a affiché une croissance impressionnante, mais n'a pas généré suffisamment d'emplois, dans la mesure où cette croissance se concentrait essentiellement sur les industries extractives. Pour surmonter cette croissance sans emploi, l'Afrique nécessite une transformation structurelle en privilégiant des secteurs plus productifs, une économie plus diversifiée et une croissance plus productive et plus large (Groupe de la Banque africaine de développement, 2017).

Étant donné que le secteur de la production est celui qui crée le plus grand nombre d'emplois dans les pays africains, les résultats de cette recherche

indiquent que les pays africains devraient concentrer leurs efforts pour attirer davantage d'IED dans ce secteur afin de promouvoir une croissance industrielle et stimuler l'emploi. Les IED consacrés à la production peuvent clairement jouer un rôle important dans la transformation structurelle et la diversification de l'économie, deux facteurs très souhaitables dans la mesure où près de 90 % de la population africaine travaille soit dans l'agriculture ou dans les services (Szirmai et coll., 2013).

Le secteur agricole africain est potentiellement très bien placé pour augmenter la productivité et renforcer la chaîne de la valeur tout en jouant un rôle crucial dans la réduction du chômage des jeunes. Pour cela, une modernisation et une transformation complètes du secteur agricole s'imposent, en investissant notamment dans le développement des compétences, l'accès au financement, les services d'extension et les marchés garantis pour produits locaux (Groupe de la Banque africaine de développement, 2017).

À la lumière de ce qui précède, il est essentiel que l'Afrique adopte des politiques capables d'attirer des IED consacrés à la production, en se concentrant tout

particulièrement sur les industries de production légères à forte intensité de main-d'œuvre. Pour cela, les pays africains doivent améliorer leurs infrastructures, et notamment leurs infrastructures de communication pour mieux partager leurs informations et connaissances. L'amélioration routière et l'intégration ferroviaire avec d'autres pays dans les régions africaines concernées sont également des enjeux importants pour transporter les matières premières et les produits finaux et développer les marchés domestiques et internationaux (Wall et coll., 2017). L'intégration régionale peut aussi jouer un rôle important pour attirer des IED consacrés à la production si des politiques similaires sont mises en place à travers les pays.

Par ailleurs, les pays africains doivent améliorer leur niveau de développement technologique ainsi que leur degré d'innovation afin de gagner accès aux technologies étrangères. Comme on le voit en Asie, l'arrivée de davantage d'IED dans le domaine des services a permis de générer un nombre important d'emplois. Ce secteur bénéficie également des IED consacrés à la production et aux hautes technologies.



Les IED consacrés à l'agriculture ne créent pas suffisamment de nouveaux emplois en Afrique

Le secteur des services est considéré comme un moteur de croissance clé de l'environnement économique futur, soit en tant que « principal complément », de « complément tardif » ou de « substitut » à la production (Leipziger et Yusuf, 2013 pp. 2-3). Les gouvernements doivent par conséquent privilégier les politiques régionales qui favorisent la collaboration et les liens avec les entreprises étrangères afin de bénéficier de connaissances et d'investissements étrangers menant à une meilleure intégration régionale.

Le renforcement du secteur agricole

Vu que les IED dans l'agriculture ne créent pas suffisamment d'emplois dans les pays africains, une stratégie pourrait être adoptée sur deux fronts pour créer des emplois dans ce secteur. Tout d'abord, l'ensemble du secteur devrait se moderniser, en encourageant des pratiques agricoles commerciales et inclusives, en adoptant des modes de production durables et en produisant des biens agricoles destinés à l'exportation. Deuxièmement, les industries agricoles locales et la collaboration avec les multinationales doivent être efforcées. Un tel renforcement permettrait

en effet de relier les secteurs de l'agriculture et de la production au monde des affaires.

Parallèlement à la sécurité alimentaire au sein de leurs propres pays, les politiques devraient promouvoir une production alimentaire destinée à l'exportation en suivant les exemples de la Malaisie et de la Thaïlande, deux pays qui sont parvenus à relancer leur secteur industriel par le biais d'activités agricoles (Kjölleström et Dalto, 2005). Les pays africains pourraient aussi s'inspirer de l'exemple du Vietnam qui a réformé son agriculture en effectuant une transition depuis une planification centralisée vers une économie axée sur le marché dans le cadre de la réforme économique ĐĐi mĐi. Ces changements, qui incluaient une extension agricole et une réforme et déréglementation agraires, ont entraîné une augmentation de la productivité agricole et transformé le Vietnam en l'un des plus grands exportateurs mondiaux de riz, café, thé, poivre, noix de cajou, caoutchouc et fruits de mer (Rapport sur le Développement Mondial, 2013).

L'amélioration des capacités d'intégration

Notre étude montre que, dans l'ensemble, les IED consacrés à de nouveaux projets n'ont pas d'impact significatif sur l'emploi en Afrique, même si différents secteurs d'IED montrent le contraire. Les faibles capacités d'intégration actuelles des pays africains sont sans doute la cause de ces faibles résultats dans l'ensemble (Narula, 2003 ; Szirmai et coll., 2013). Les jeunes chômeurs ruraux migrent vers les villes pour chercher du travail et se retrouvent souvent employés dans le secteur informel avec de faibles salaires. Cette situation souligne la nécessité d'investir dans le capital humain et les infrastructures physiques et technologiques. Au cours des dernières années, les réseaux de téléphonie mobiles se sont propagés très rapidement en Afrique. Cette étude a d'ailleurs montré que la connectivité mobile revêt une importance majeure et a un impact positif sur la création d'emplois dans la mesure où les infrastructures mobiles favorisent la diffusion d'informations et d'innovations. À titre d'exemple, le service de paiements mobiles M-Pesa a joué un rôle important dans la croissance des transactions bancaires et du commerce au Kenya. Dans cette optique, des politiques et des programmes permettant de stimuler la connectivité mobile seraient clairement souhaitables. Par ailleurs, des initiatives politiques visant à développer le capital en misant sur l'éducation continue et le développement des compétences seraient également très bénéfiques



© ClaireCphotography

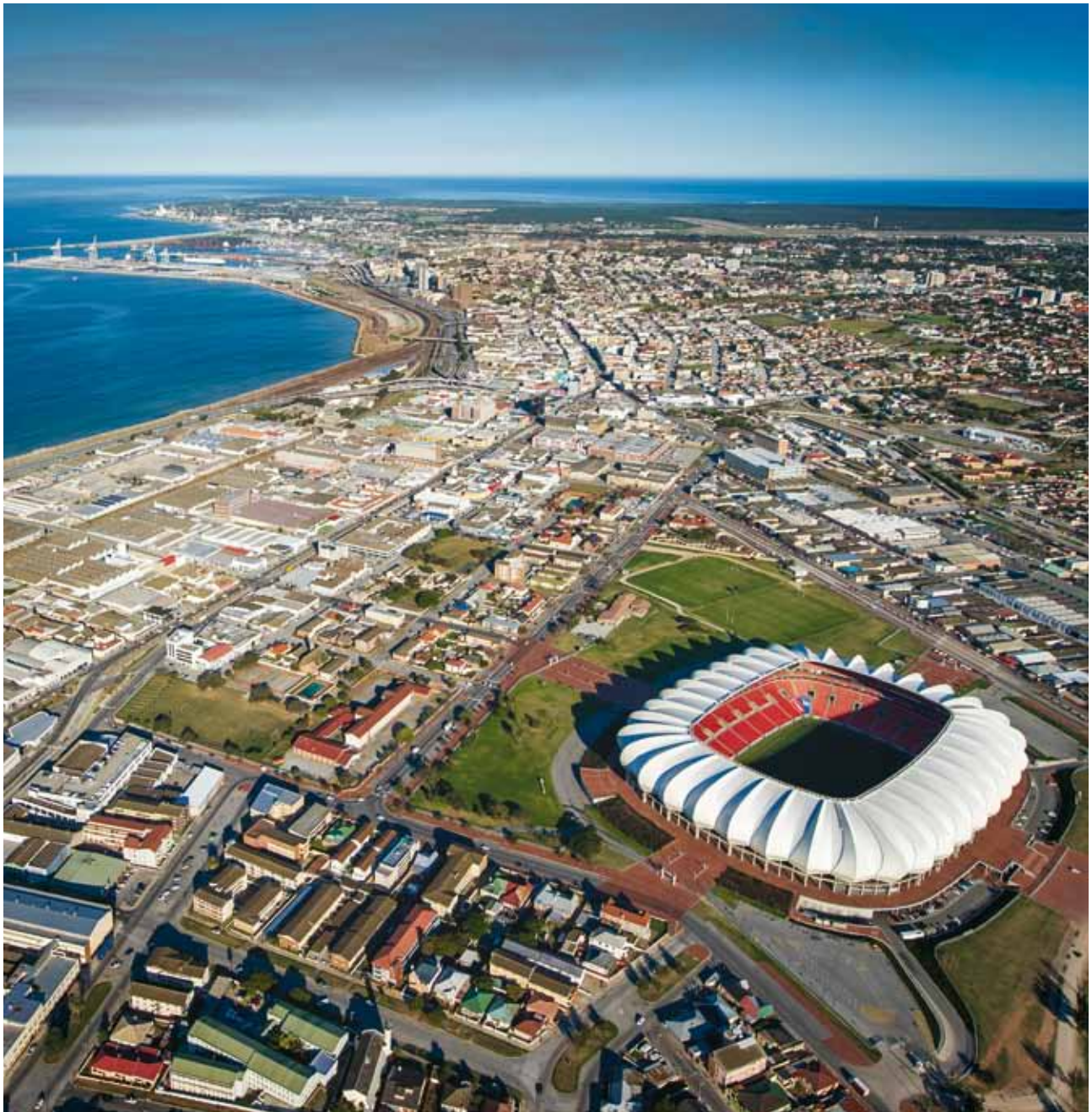
Partie B | Chapitre 3

Les villes subsahariennes dont les coûts de main- d'œuvre sont plus faibles attirent-elles plus d'IED ?

Par Addisu Lashitew et Ronald Wall







Les salaires les plus élevés se concentrent à Port Elizabeth, en Afrique du Sud (ci-dessus) ainsi qu'à Johannesburg et au Cap

©Kierran Allen

L'attraction d'IED est un élément standard de la politique économique des économies avancées et en développement (Görg et Strobl, 2005 ; Corzet et coll., 2004). Dans les pays en développement, les IED contribuent au développement économique en comblant le fossé qui existe entre l'épargne domestique et les besoins en investissement (Anyanwu, 2012). Ils contribuent à la croissance économique en développant le potentiel productif, en créant des emplois et en facilitant le transfert de

technologies et de savoir-faire entre les entreprises étrangères et les entreprises locales. Dans la mesure où les sociétés multinationales produisent, possèdent et contrôlent la plupart des technologies de pointe du monde, certains de leurs savoir-faire peuvent profiter aux entreprises par des moyens formels comme des licences technologiques ou de manière plus informelle par le biais de transferts de personnel ou d'autres formes d'échanges (Görg et Strobl, 2005). Les pays d'Afrique appliquent

d'ailleurs différentes politiques pour inciter les multinationales à investir dans leurs pays. Un large éventail de politiques, comme des incitations fiscales ou des dispositions réglementaires favorables, sont souvent proposées pour inciter les multinationales à investir (Görg et Strobl, 2005). Plus important encore, les économies en développement tentent d'exploiter leur position géographique avantageuse pour attirer des multinationales qui cherchent à améliorer leur efficacité (Dunning, 2009). Les coûts de main-d'œuvre de nombreux pays africains sont relativement faibles dans la mesure où une grande partie de la population travaille dans le secteur informel ou est sous-employée. La mise en avant de ces faibles coûts du travail est un enjeu clé dans le cadre des politiques d'IED des économies à faibles salaires.

Toutefois, les preuves de la mesure selon laquelle les coûts de main-d'œuvre stimulent les flux d'IED vers les économies africaines sont limitées. Peu de chercheurs ont exploré le paradoxe selon lequel les pays africains qui reçoivent peu d'investissements étrangers directs présentent, pour la plupart, des coûts de main-d'œuvre très faibles (Okafor et coll., 2015). Par ailleurs, les preuves actuellement disponibles sur les coûts de main-d'œuvre et autres facteurs de flux d'IED se basent, en grande partie, sur des données nationales globales susceptibles de compromettre la robustesse de leurs conclusions (Herzer et coll., 2008 ; Alfaro et coll., 2008 ; Anyanwu, 2012 ; Okafor et coll., 2015).

On trouve également des preuves de la très faible relation qui existe entre les coûts de main-d'œuvre et les flux d'IED dans les économies en développement (Anyanwu, 2012). Cette étude tente d'apporter de nouvelles informations, en employant un ensemble exhaustif de données sur les IED (de la façon dont nous avons utilisé ces informations dans le présent rapport) et sur les coûts de main-d'œuvre mesurés au niveau de la ville.

La littérature

Selon la théorie économique, lorsque tous les autres éléments demeurent constants, des coûts de main-d'œuvre plus élevés découragent les investissements en nuisant à la compétitivité du pays bénéficiaire. Bien qu'il n'existe aucun examen approfondi de la grande quantité de littérature disponible, une étude basée sur les données de pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est a confirmé cet impact négatif

(Bellak et coll., 2008). Si l'impact des coûts de main-d'œuvre est relativement faible comparé à d'autres facteurs tels que la taille ou la distance du marché hôte, on constate néanmoins un effet statistiquement significatif sur les flux d'IED (Bellak et coll., 2008).

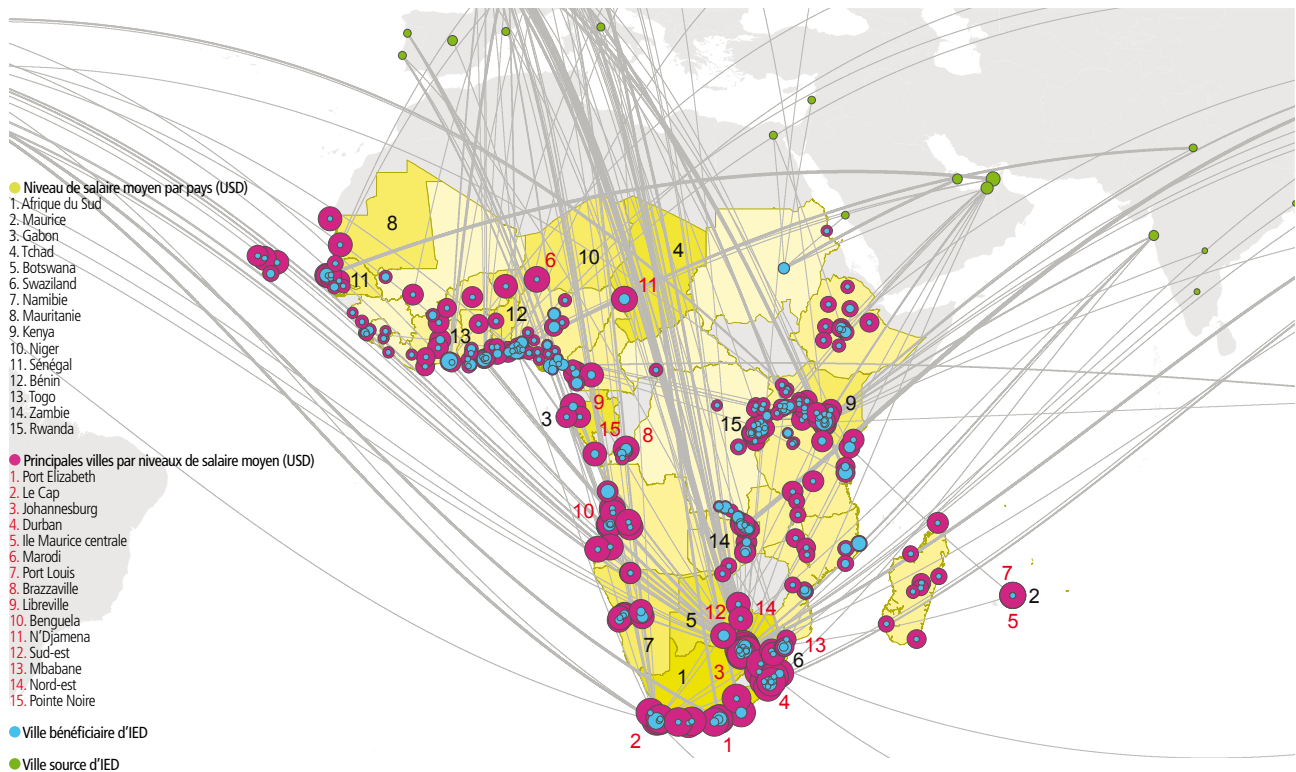
Un important corpus de littérature associé a étudié l'effet des flux d'IED sur les niveaux de salaire des pays bénéficiaires d'IED en se demandant si, en cas d'effet positif, cette situation profitait aux entreprises nationales par effet indirect (Görg et Strobl 2005 ; Hale et Long, 2011 ; Libsey et Sjöhom, 2004). Ces études ont révélé que les multinationales versaient effectivement des salaires plus élevés que les entreprises nationales à leur personnel, mais que l'effet indirect de ce phénomène était discutable (Görg et Strobl, 2005). Toutefois, il n'existe aucune preuve de la véritable mesure selon laquelle l'arrivée d'IED dans les pays et les villes d'Afrique est encouragée par des différences favorables en matière de coûts de main-d'œuvre.

Les études portant sur la géographie économique considèrent, entre autres choses, les dimensions spatiales des arrivées d'IED. Par exemple, Blanc-Brude et coll. (2014) soutiennent que les avantages géographiques incluent non seulement les caractéristiques liées à la localité, telles que des facteurs d'agglomération, mais aussi la proximité à d'autres lieux privilégiés. Une caractéristique de l'agglomération moins souvent étudiée concerne les différences qui peuvent se produire entre les capitales et d'autres endroits. Si certaines études de pays spécifiques, comme l'étude Jordaan (2008) portant sur la ville de Mexico City, montrent que les capitales reçoivent habituellement la part du lion en termes d'arrivées d'IED, il existe peu de preuves de ceci au niveau international. Par conséquent, la recherche présentée dans ce chapitre tente de déterminer la mesure selon laquelle les arrivées d'IED dans les capitales africaines restent plus élevées, une fois que les autres caractéristiques de la ville, comme les différences salariales, ont été prises en compte.

Sources et mesures des données

Les données concernant les IED à l'échelle des villes proviennent de la base de données de fDi Markets pour le *Financial Times* (FT) que nous avons utilisée dans les autres parties de ce rapport. Deux autres mesures d'IED ont également été utilisées : a) la

Figure 3.1. Carte SIG des IED et des niveaux salariaux moyens des villes et des pays (2006-2016)



Ronds bleus : totalité des IED vers la ville Ronds verts : totalité des IED de la ville vers l'étranger Ronds de ville violet foncé : niveau de salaire moyen.
 Source : Lashitew et Wall, 2017, sur la base des données de FDI Markets et de diverses autres sources

valeur des flux d'IED au niveau de la ville; et b) la part des flux d'IED détenue par la ville parmi le total national. Pour réaliser notre analyse, nous combiné les données d'IED au niveau de la ville à un ensemble de données qui contenait des mesures des coûts de main-d'œuvre et de la productivité de ces villes. La stratification de ces données a permis d'obtenir une couverture représentative du secteur privé formel à travers différentes zones géographiques au sein de chaque pays, et de calculer les coûts de main-d'œuvre spécifiques à chaque site en se fondant sur la quantité de salaires annuels versés par les entreprises.

Afin de calculer les coûts de main-d'œuvre au niveau de la ville, nous avons calculé les coûts de main-d'œuvre annuels unitaires au niveau de l'entreprise en divisant la rémunération totale du personnel par le nombre d'employés. Pour obtenir le coût de la main-d'œuvre indicatif d'une ville, nous avons utilisé le niveau de salaire médian de toutes les entreprises situées dans la ville en question. Nous avons appliqué la même méthode pour

calculer la productivité de la main-d'œuvre, imputée par ventes annuelles par travailleur. L'utilisation d'une médiane plutôt que de valeurs moyennes est susceptible d'offrir des mesures plus représentatives des coûts de main-d'œuvre étant donné que les valeurs médianes ne sont pas influencées par les niveaux de salaire très élevés ou très faibles qui pourraient être contaminés par des erreurs de mesure. L'imputation des coûts de main-d'œuvre et de la productivité à partir des données au niveau de l'entreprise a déjà été utilisée par des recherches antérieures sur les flux d'IED (voir Bevan et coll., 2004). Enfin, deux types d'imputations ont été menées pour remplir les données manquantes relatives aux coûts de main-d'œuvre et à la productivité. Les données sur les niveaux salariaux provenant de l'enquête sur les entreprises effectuée par la Banque mondiale (WBES) omettaient certaines villes pour lesquelles la base de données du Financial Times fournit des données sur les IED. Pour obtenir les valeurs approximatives du coût de la main-d'œuvre et de la productivité de ces villes, nous avons utilisé les valeurs d'autres

villes équivalentes situées dans la même région administrative (et parfois proches de la ville concernée). Dans la mesure où l'enquête de la Banque mondiale n'est pas réalisée sur une base annuelle, nos données sur les salaires et la productivité des villes n'étaient pas équilibrées et omettaient de nombreuses valeurs. Lorsque les données sur les niveaux salariaux étaient disponibles sur deux années non consécutives et que les données des années intermédiaires étaient inexistantes, ces valeurs manquantes ont été interpolées en utilisant le taux de croissance observé (linéaire) entre ces deux valeurs. Dans certains cas, les données manquantes relatives aux salaires et à la productivité ont été extrapolées à partir des taux de croissance annuels du PIB, un substitut raisonnable du taux de croissance salariale. Étant donné que la compilation ce groupe de données impliquait davantage d'hypothèses que de données transversales, notre analyse de base se fonde sur l'analyse transversale.

Résultats descriptifs

Flux d'IED

Le tableau 3.1 présente des statistiques descriptives des principales variables. Le montant moyen des IED dans les 265 villes africaines bénéficiaires

correspond à environ 40 millions de dollars américains, alors que la valeur médiane est bien inférieure (8,7 millions de dollars). Johannesburg est la ville qui bénéficie de la plus grande quantité d'IED, à savoir 944 millions de dollars, devant Lagos, Le Cap et Nairobi, qui ont respectivement reçu 658 millions de dollars, 460 millions de dollars et 427 millions de dollars.

La répartition géographique des IED dans les villes de la région sous-saharienne est illustrée dans la figure 3.1 (ronds bleus) et couvre la période de 2006-2016. La plupart des villes bénéficiaires se situent en régions côtières ou dans un important couloir économique, comme Gauteng-Maputo, Abidjan-Lagos ou le Lac Victoria-Mombasa. Les liens indiqués en gris représentent les flux d'IED provenant de villes sources mondiales (ronds verts). Ces derniers montrent clairement dans quelle mesure chaque ville est connectée ou déconnectée du reste du monde. Les flux d'IED dans les capitales en tant que part du total des flux nationaux varient généralement de « élevés » à « très élevés », et représentent, dans certains cas, plus d'un tiers du total. Les villes bénéficiant de la plus grande part des flux d'IED au niveau national sont N'Djamena, Abidjan, Dakar, Cotonou et Nairobi.

Tableau 3.1.
Résultats statistiques pour les investissements dans les villes africaines (section transversale)

Variables	Variable dépendante : logarithme des IED			Variable dépendante : part des villes des IED		
	0+	0+	0+	0+	0+	0+
Salaires (logarithme)	0+	0+	0+	0+	0+	0+
Productivité (log)	--	--	-	0+	0+	0-
Capitale		+++	+++		+++	+++
Rang commercial			0+			0+
Croissance du PIB			+++			0+
PIB par habitant (logarithme)			0+			0+
PIB total (logarithme)			+++			-
Afrique de l'Est	---	--	--	0-	0-	0-
Afrique du Nord	0-	0-	0-	0-	0-	0-
Afrique australe	0-	0+	0-	0-	0-	0-
Afrique de l'Ouest	--	-	--	0-	0-	0+

Source : Lashitew et Wall, 2017, sur la base des données de fDi Markets et de diverses autres sources

+++ Relation très significative et positive ++ Relation plus significative et positive + Relation significative et positive --- Relation très significative et négative
-- Relation plus significative et négative - Relation significative et négative 0+ Relation non significative, mais positive 0- Relation non significative, mais négative

Résultats statistiques

La première rangée du tableau 3.1 révèle que les coûts de main-d'œuvre, mesurés à l'aide des données relatives au niveau de salaire indicatif, ne sont pas significatifs dans nos analyses. Ces données fournissent, par conséquent, des preuves cohérentes que les différences de salaires ne sont pas significativement associées à l'arrivée des IED dans les villes africaines. En revanche, lorsque nous étudions les différences qui existent au niveau de la productivité, on constate un important impact négatif sur le niveau de flux d'IED, bien que ceci ne semble pas se produire lorsque l'on considère la part des IED plutôt que leur valeur réelle.

Le coefficient négatif de la productivité est également difficile à interpréter, car nous nous attendions à ce que les villes affichant une meilleure productivité attirent davantage d'IED, compte tenu de leurs faibles coûts de main-d'œuvre. Néanmoins, l'insignifiance de la productivité révélée par les dernières régressions suggère que d'autres facteurs (comme la taille de la ville) influencent peut-être la quantité des IED reçus, devant la productivité. Il est d'ailleurs intéressant de noter que la variable que représentent les capitales demeure positive et significative à travers toutes les régressions. Autrement dit, le statut de capitale semble avoir plus de poids pour attirer les IED que les différences en matière de coûts de main-d'œuvre ou de niveaux de productivité.

Autrement dit, une ville qui n'est pas une capitale a moins de chances d'attirer des IED. Pour compenser ce désavantage et rivaliser avec les capitales, ce type de villes doit par conséquent améliorer ses autres facteurs urbains, comme ses capacités technologiques, l'efficacité de ses ports, ses infrastructures ou ses niveaux d'éducation.

Les variables de contrôle

En ce qui concerne les variables de contrôle du tableau 3.1, on constate que les coefficients de l'indicateur « facilité de mener des affaires » ne sont pas significatifs dans les régressions. Or, dans l'étude de cas de Kigali présentée dans ce rapport, ce critère était au contraire l'un des facteurs clés pour attirer des IED, dans la mesure où les réformes administratives et institutionnelles ont rendu la ville beaucoup plus sûre pour les investissements étrangers (Mutebi, 2018). Ces résultats nous

permettent d'affirmer qu'en règle générale, la facilité de mener des affaires n'est pas un critère suffisamment développé dans de nombreuses villes africaines pour avoir un effet significatif sur les IED, même s'il y aura toujours des exceptions, comme dans le cas de Kigali.

La croissance du PIB et la valeur du PIB total ont un effet positif et significatif sur le niveau d'IED. Étant donné que ces deux variables sont mesurées au niveau national, cela montre que les villes affichant des économies plus fortes et une croissance économique ont tendance à attirer davantage d'IED. L'impact de ces deux variables devient insignifiant dans modèle de régression six, ce qui confirme que cet effet correspond davantage à la taille des flux d'IED plutôt qu'à leur répartition à travers les villes. Comme nous l'avons indiqué plus haut, notre analyse est potentiellement limitée par le fait qu'elle omet l'influence des salaires et de la productivité sur les flux d'IED. Vu que les investissements mettent du temps à se matérialiser, les effets de salaires ou d'une productivité actuellement plus élevée n'auront une influence sur le niveau d'investissement qu'au bout d'un an ou plus. Par conséquent, cette possibilité était testée en estimant une régression longitudinale (pluriannuelle), dans laquelle les décalages de salaire et de productivité expliquent les afflux actuels d'IED.

Les résultats présentés dans le tableau 3.2 sont très similaires à ceux du tableau 3.1 : le coût de la main-d'œuvre mesuré à partir des salaires indicatifs n'est pas significatif alors que la variable « capital » est à la fois positive et significative. Ceci confirme la cohérence de nos données transversales et des ensembles de données. Là encore, ces résultats montrent que le niveau de salaire a un effet insignifiant sur les flux d'IED, tandis que la variable « capitale » demeure importante.

Les niveaux de salaire

Le niveau de salaire annuel moyen des villes de l'ensemble de données correspond à 1,961 dollars américains. Ce chiffre relativement faible n'est peut-être pas surprenant quand on sait que le PIB moyen par habitant dans l'échantillon des pays d'Afrique subsaharienne n'était que de 2,331 dollars américains. Comme on le constate également dans la figure 3.1 (avec les ronds des villes de couleur violet foncé), les niveaux de salaire annuel varient beaucoup à travers le continent africain, allant de 124 dollars jusqu'à plus de 7, 600 dollars. Les salaires



L'urbanisation rapide et les facteurs d'agglomération ont joué un rôle important pour attirer des IED à Abuja, Nigeria

© Joshua Wanyama

Tableau 3.2.
Résultats statistiques pour l'investissement dans les villes africaines (modèle de panel)

Variables	Variable dépendante : logarithme des IED			Variable dépendante : part des villes des IED		
	0-	0-	0+	0+	0+	0-
Salaires (logarithme)	0-	0-	0+	0+	0+	0-
Décalage salaires (logarithme)			-			0+
Capitale (exemple)	+++	+++	+++	+++	+++	+++
Productivité (logarithme)	-	0-	0-	0-	0-	0-
Décalage de la productivité (logarithme)			0-			0+
Rang commercial	0-	0+	0+	0-	0-	0-
Croissance du PIB	0+	0+	0+	0+	0+	0+
PIB par habitant (logarithme)	++	++	+++	0+	0+	0+
PIB total (logarithme)	--	--	---	-	-	-
Afrique de l'Est	0-	0-	0+	--	---	0-
Afrique australe	0-	0-	0-	-	--	0-
Afrique de l'Ouest	0-	0-	0-	0-	0-	0+

Source : Lashitew et Wall, 2017, sur la base des données de fDi Markets et de diverses autres sources

+++ Relation très significative et positive ++ Relation plus significative et positive + Relation significative et positive --- Relation très significative et négative
 -- Relation plus significative et négative - Relation significative et négative 0+ Relation non significative, mais positive 0- Relation non significative, mais négative

les plus bas de nos données se situent dans les villes de Zwedru (Libéria), Kolwezi Ado (République démocratique du Congo) et Ekiti (Nigeria) avec des valeurs respectives de 124, 209 et 280 dollars américains. Les niveaux de salaire les plus élevés (plus de 7 000 dollars) se trouvent quant à eux dans les villes sud-africaines de Johannesburg, du Cap et Port Elizabeth. Les différences en matière de productivité des villes correspondent généralement à celles observées au niveau des salaires. Dans la mesure où les salaires sont fortement biaisés, ces derniers ont été transformés de manière logarithmique avant d'être utilisés dans l'analyse statistique. La figure 3,1 montre également les agrégations nationales des niveaux de salaires annuels moyens des villes. On remarque que les taux les plus importants se situent en Afrique du Sud, puis à Maurice, au Gabon, au Tchad et au Botswana (zones nationales jaunes).

Les données sur l'arrivée des IED dans les villes et la part des IED vers les villes sont fortement corrélées, comme on pourrait s'y attendre, avec un coefficient de 0,54. Les salaires et la productivité ne semblent pas présenter de corrélation importante avec ces mesures d'IED. Les valeurs de productivité et de salaires transformées de manière logarithmique sont fortement et significativement corrélées (coefficient = 0,75), indiquant la nécessité de contrôler la productivité dans notre analyse du point de vue de la relation qui existe entre les salaires et les IED. La matrice de corrélation révèle également que les capitales bénéficient de flux d'IED beaucoup plus importants. Dans en termes absolus, les flux des IED vers les capitales sont généralement trois fois plus élevés que ceux des autres villes du pays concerné (avec une moyenne de 100 millions de dollars américains contre 30 millions), et plus de six fois plus élevés du point de vue de la part des IED nationaux (14,4 % contre 2,3 %).

Dans la mesure où les capitales sont susceptibles d'afficher une meilleure productivité que les autres villes, notre analyse de régression visait à déterminer si la différence restait importante après la comptabilisation des différences relatives aux salaires et à la productivité.

Conclusions

Cette partie présente des nouvelles preuves de la relation qui existe entre les flux d'IED et les coûts de main-d'œuvre en utilisant de nouvelles données



Les coûts de main-d'œuvre ne sont pas un facteur déterminant pour inciter les multinationales à investir en Afrique.



©Lucian Coman

ventilées des flux d'IED dans les villes africaines. L'application de techniques d'analyse longitudinales et transversales des données pour déterminer si les villes africaines dont les coûts de main-d'œuvre sont plus faibles attirent davantage de flux d'IED ne fournit aucune preuve tangible que les flux d'IED dans les villes africaines sont motivés par des différences salariales. Autrement dit, il ne s'agit généralement pas d'un coût opérationnel important pour les multinationales qui interviennent en Afrique.

Les différences en matière de productivité ne semblent pas non plus avoir d'impact notable. Au contraire, notre analyse montre que les capitales reçoivent davantage d'IED après avoir contrôlé les différences de coût de main-d'œuvre et de productivité. Ces résultats sont fortement significatifs et restent robustes à travers toutes les spécifications. Les flux d'IED vers les villes africaines semblent être moins déterminés par les coûts de main-d'œuvre, que par les critères d'urbanisation et d'agglomération autour des capitales. Le Caire, Abuja, Nairobi et Johannesburg (province de Gauteng) sont de bons exemples de ce type de villes où une urbanisation rapide et les zones d'agglomération jouent un rôle important attirer les IED, comme ceci est expliqué dans les études de cas présentées dans la partie C de ce rapport. Il pourrait y avoir plusieurs raisons à cela. Tout d'abord, les capitales ont tendance à afficher de plus grandes tailles et de meilleurs accès aux marchés. Elles sont souvent mieux administrées et abritent généralement une main-d'œuvre relativement plus qualifiée. Par ailleurs, les capitales pourraient constituer des propositions plus attractives en raison de la richesse de leurs écosystèmes économiques (Corzet et coll., 2004) ou tout simplement parce qu'elles offrent un meilleur accès à l'information et réduisent les asymétries en matière d'information (He, 2002). Il convient également de noter qu'elles sont souvent de grands centres créatifs et culturels.

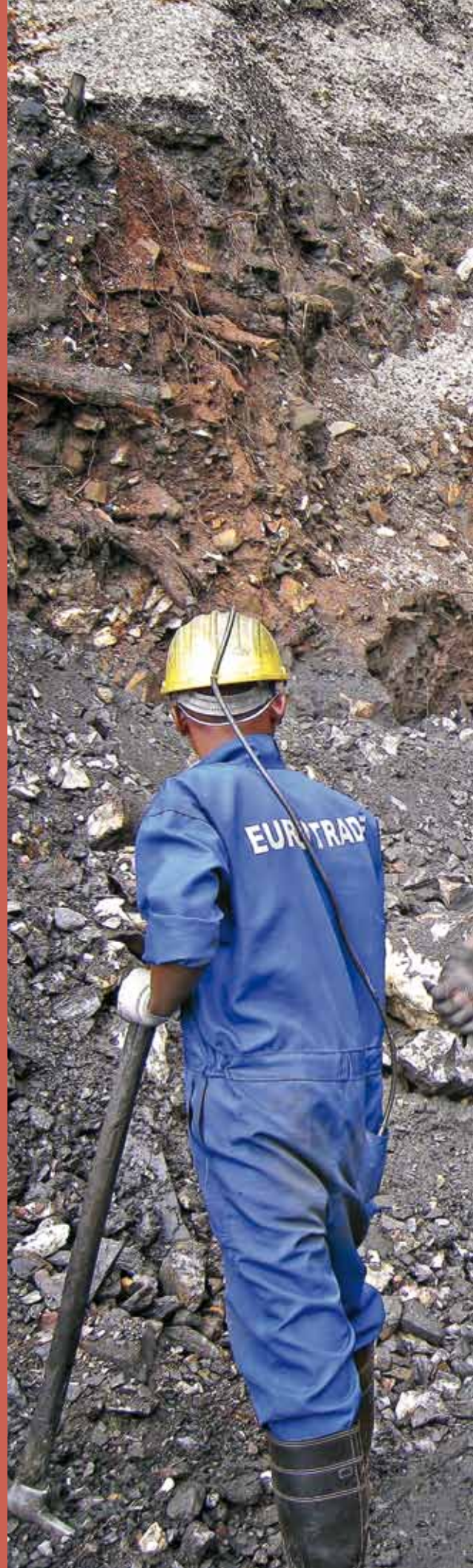
Dans cette optique, il est important que les décideurs africains continuent à investir dans leurs capitales tout en préparant, en parallèle, le long terme, en jetant les bases de systèmes urbains supplémentaires combinant espace et démographie, à travers le développement de capacités stratégiques et intégrées en matière de gouvernance, de finance et de gestion.

Partie B | Chapitre 4

Les facteurs déterminants des IED dans les secteurs basés sur le savoir en Afrique

Par Ronald Wall, Dorcas Nyamai et Colin McAweeney

Mine de tungstène du Rwanda utilisée par le secteur électronique. Le défi consiste à veiller à ce que l'exploitation des ressources mène à une répartition équitable des richesses au niveau national
© Harold Bonacquist







Certains pays comme la Corée, la Chine et la Malaisie ont réussi la transition de l'économie agraire aux économies basées sur le savoir

©Hupeng

Historiquement, les IED en Afrique n'ont pas permis de sortir les populations africaines de la pauvreté et n'ont pas non plus réduit le fossé grandissant qui sépare les pays les plus innovants de ceux qui ont pris du retard sur le plan technologique (Liefner, 2009). Les économies qui dépendent d'un seul ou d'une poignée de secteurs économiques sont très vulnérables aux chocs de prix qui affectent ces secteurs. Pour tenter de remédier au manque de diversification et aux lacunes technologiques du continent africain, cette étude explore la relation qui existe entre les facteurs de localisation et l'attraction des IED fondés sur le savoir (IEDS). Il est attendu que les IEDS africains permettraient de mieux diversifier les produits et les services, de stimuler l'innovation et de favoriser l'inclusion socio-économique. Dans cette optique, l'objectif de cette recherche consiste à identifier tous les facteurs géographiques qui contribuent à attirer des IEDS vers les pays et les villes d'Afrique.

Il est clair que la révolution numérique s'est infiltrée dans la vie quotidienne des populations du

monde entier. Cette avancée a radicalement modifié la façon dont les gens travaillent, consomment et utilisent leur temps libre, comparé à il y a tout juste cent ans. La numérisation a accéléré la mondialisation et rendu le monde beaucoup plus petit, en facilitant notamment le transfert et l'adoption de nouveaux produits et de nouvelles idées à un rythme stupéfiant, voire parfois paralysant (Dickens, 2011).

D'un point de vue historique et géographique, l'économie du savoir concernait essentiellement les économies avancées. Mais ceci n'est plus forcément le cas, à une époque où les économies en développement sont de plus en plus présentes dans cette arène. Au cours des dernières décennies, certains pays asiatiques comme la Chine, la Corée, la Malaisie ou Singapour, ainsi que des pays d'Amérique latine comme le Costa Rica, l'Argentine, le Chili ou Puerto Rico (OCDE 2012) ont évolué depuis le secteur agraire et les industries primaires vers les économies du savoir. Ces économies ont d'ailleurs devancé les trajectoires d'industrialisation précédentes, indiquant

que le développement et la croissance ne sont pas forcément des processus linéaires qui dépendent d'une voie particulière (Redding, 2001). Cependant, la structure de développement actuelle de nombreux pays africains diffère beaucoup de celle des pays d'Asie et d'Amérique latine.

L'abondance d'une main-d'œuvre bon marché et de ressources naturelles, conjuguée aux lacunes des gouvernements en matière de financement et de réglementation, a exposé les économies en développement à l'exploitation, notamment dans les secteurs de l'extraction et de l'exploitation minières (CNUCED, 1997). L'exploitation des ressources qui en résulte ne répartit pas les richesses au niveau national. Ce phénomène a été appelé la « malédiction des ressources » par Collier et Goderis (2008).

Cette théorie est confirmée par le fait que, depuis 2000, les économies extractives d'Afrique n'ont favorisé ni la distribution inclusive des richesses ni l'égalité sociale, alors que les PIBs nationaux ont affiché une croissance significativement plus rapide que la moyenne mondiale. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les pays africains riches en ressources n'ont pas mieux réussi que les économies pauvres en ressources à sortir leurs populations de la pauvreté. Au contraire, plusieurs de ces pays si riches en ressources naturelles, comme l'Angola, le Gabon ou la République du Congo présentent des niveaux d'extrême pauvreté (Chuhan-Pole et coll., 2012). Ceci est également évident dans l'étude sur les inégalités de revenus et les IED présentée dans cette partie du rapport. Une conséquence positive de la mondialisation est toutefois le marché croissant des IED. Les investissements des économies avancées dans les pays en développement peuvent jouer un rôle clé lorsque les gouvernements n'ont pas les moyens de prendre en charge des projets d'infrastructure à long terme (Collier, 2014), ou de développer des économies basées sur le savoir en Afrique. Le « Miracle de l'Asie de l'est » qui se caractérise par une croissance économique très rapide est en grande partie dû à une forte augmentation des flux d'IED dans ces économies en développement et à une répartition équilibrée des richesses. À partir du milieu des années 80, l'économie de la région de l'Asie de l'est a vu ses IED multipliés par douze (Urata, 2001). Cette croissance a favorisé l'arrivée de capitaux, de technologies et de connaissances étrangers dans ces économies émergentes et leur a permis de rivaliser au niveau mondial (Hill, 2009 ; S. Kurtishi-Kastrati, 2013). Grâce

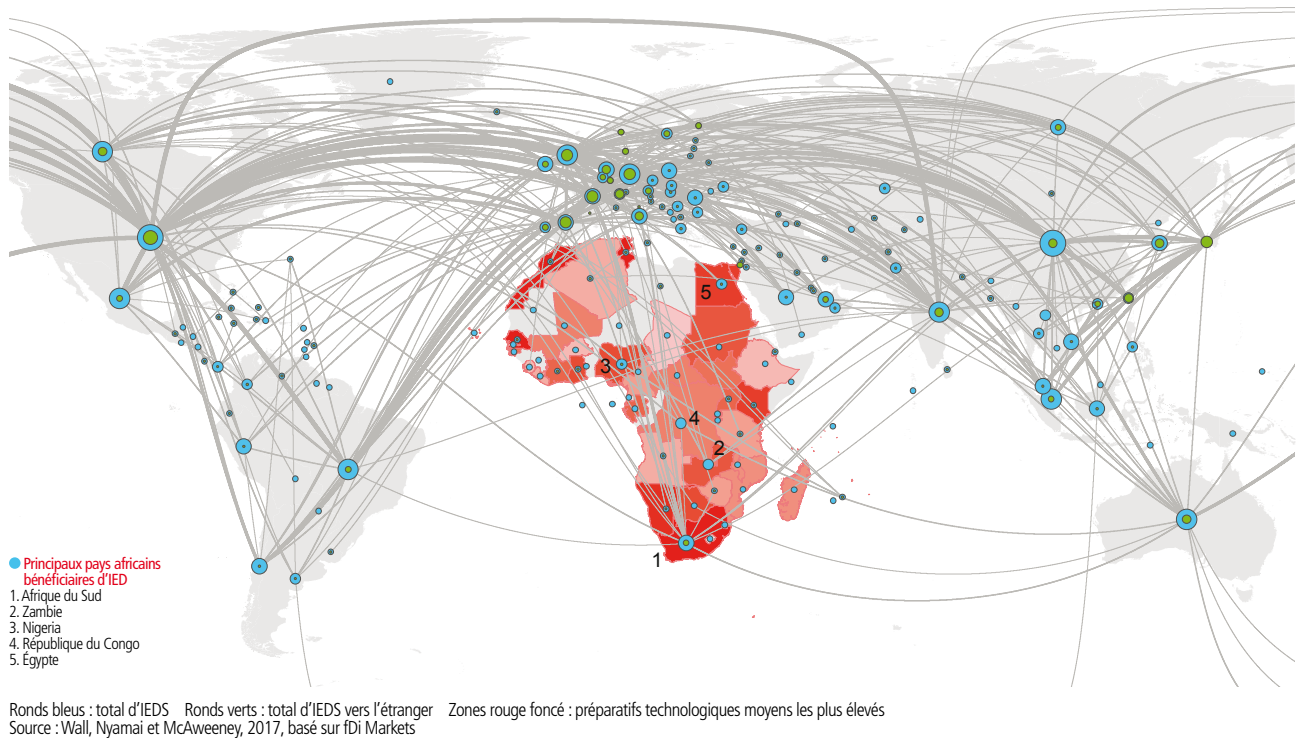
à ces IED et à une bonne distribution des richesses, l'Asie de l'est a été en mesure de rattraper son retard et talonner les économies développées (Stiglitz, 2001).

Si l'on constate que plusieurs économies en développement se concentrent de plus en plus sur les nouvelles technologies, la plupart des pays africains sont encore à la traîne dans ce domaine et le manque relatif de préparation technologique de ces pays accentue l'augmentation des inégalités de revenus que l'on constate entre l'Afrique et les autres principales régions du monde (Liefner, 2009). Et si les industries fondées sur le savoir existent en Afrique, celles-ci restent très faibles et dépendent essentiellement du soutien des décideurs. Cette aide inclut des politiques de promotion et de facilitation des conditions préalables nécessaires pour attirer des IED dans ce secteur. Or, il existe actuellement un manque de connaissances sur les facteurs qui attireraient des IEDS en Afrique. Le comblement de cette lacune est l'objectif principal de cette étude. Pour cela, nous avons évalué l'effet de la compétitivité mondiale sur les flux d'IED à trois niveaux d'agrégation, à savoir l'Indice de compétitivité mondiale (l'Indice de compétitivité mondiale), les catégories plus spécifiques de cet indice (données pilotées par les facteurs, améliorateurs d'efficacité et facteurs d'innovation), ainsi que le l'Indice de compétitivité mondiale sous-jacent à 12 piliers. Des variables supplémentaires (factices) de différentes régions africaines ont été incluses dans nos modèles afin d'identifier d'éventuelles variations régionales tandis que la taille des populations nationales a été incluse pour contrôler les effets de ce facteur. Notre modèle comprend un panel de 36 pays sur la période 2006 à 2014 avec des analyses à deux niveaux d'agréations différents, à savoir le pays et la ville.

Répartition sectorielle des IEDS en Afrique

Comparée à d'autres grandes régions du monde, l'Afrique a reçu de modestes quantités d'IEDS entre les années 2006 et 2014 (voir figure 4,1) avec une variation significative au niveau de la distribution à travers le continent. Cette carte clairement montre que les pays d'Afrique australe, et plus particulièrement l'Afrique du Sud et la Zambie, ont reçu des valeurs plus importantes d'IEDS par rapport à d'autres pays africains (voir la taille des points bleus et la densité des liens d'investissement gris). Ces deux pays sont suivis, par ordre décroissant, par le Nigeria, la République du Congo et l'Égypte. Les principaux investisseurs qui

Figure 4.1. Répartition des IEDS et état de préparation technologique moyen dans les pays africains (2006-2014)



interviennent dans les pays africains sont les États-Unis, la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Australie (points verts), devant plusieurs pays européens. Les nuances de rouge sur la carte représentent le niveau de préparation technologique moyen des pays africains. Là encore, seule une poignée de pays d'Afrique australe et d'Afrique du Nord, comme l'Afrique du Sud, la Namibie, le Maroc, la Tunisie, l'Égypte et le Sénégal, possède le plus haut niveau de préparation technologique, révélant ainsi une corrélation directe entre l'état de préparation technologique et la capacité à attirer des IEDS. D'ailleurs, le *Rapport de 2008 sur l'état des villes africaines* montre la relation qui existe entre le développement d'infrastructures routières et l'émergence de parcs informatiques. On citera à titre d'exemple la création du parc de hautes technologies « Smart villages » entre le Caire et Alexandrie, un projet visant spécifiquement à attirer des IED et à stimuler le développement de l'Égypte.

De même, la zone de hautes technologies d'El Ghazali située dans la périphérie de Tunis, dans le couloir qui relie Tunis et Bizerte, a déjà attiré des entreprises internationales spécialisées dans les TIC (Habitat, 2008). Ces exemples soutiennent les théories exposées dans la partie C de ce rapport sur les

infrastructures et les investissements selon lesquelles l'accessibilité à un réseau routier et l'intégration régionale constituent des facteurs importants pour permettre aux pays africains d'attirer davantage d'IED (Wall, Eles et Alade, 2018).

Répartition des IEDS au niveau régional africain

En ce qui concerne la tendance des IEDS au niveau régional, l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique australe et l'Afrique de l'Est ont connu des augmentations significatives d'IEDS entre les années 2006 et 2014. En Afrique du Nord en revanche, on constate que les IEDS ont augmenté entre 2006 et 2010, mais décliné par la suite. L'Afrique centrale n'a reçu, quant à elle, qu'une modeste quantité d'IEDS au cours de cette période. La composition sectorielle des IEDS à l'échelle régionale présente une image similaire à celle de l'ensemble de l'Afrique avec peu de variations. On constate que le secteur des communications a reçu la plus grande part d'IEDS en Afrique centrale, Afrique de l'Est et Afrique de l'Ouest de 2006 à 2014. On voit aussi que la plupart des pays africains sont en train de rattraper rapidement leur retard en matière d'infrastructures de communication avec la mise en place de réseaux téléphoniques et d'une connectivité Internet, ce qui

Tableau 4.1.
Facteurs déterminants de l'attraction des IEDS dans les pays africains

Variables	IED à connaissances intensives	IED à connaissances intensives	IED à connaissances intensives	IED à connaissances intensives
Indice de compétitivité mondiale	+++			
Facteurs d'innovation et de sophistication		+++		
Améliorateurs d'efficacité		0+		
Exigences de base		0+		
Taille du marché			+++	+++
Préparation technologique			+++	++
Marchés financiers			+++	+++
Population	+++	+++	+++	+++
Afrique du Nord				0+
Afrique australe				0+
Afrique de l'Ouest				0-
Afrique de l'Est				0+

Source : Wall Mehta et Kaur, 2016, basé sur les données de fDi Markets et de diverses autres sources

+++ Relation très significative et positive
++ Relation plus significative et positive
+ Relation significative et positive
--- Relation très significative et négative

-- Relation plus significative et négative
- Relation significative et négative
0+ Relation non significative, mais positive
0- Relation non significative, mais négative

facilite l'interaction globale ainsi que la diffusion d'informations et de connaissances.

La distribution disproportionnée d'IEDS ciblant le secteur des communications est probablement due à la croissance des classes moyennes en Afrique de l'Ouest et de l'Est dont les revenus créent de nouveaux marchés en matière de produits et de services de communication. Par ailleurs, on remarque l'existence potentielle d'un marché pour des projets privés face à l'incapacité de certains gouvernements à fournir suffisamment d'infrastructures de communication publiques. L'Afrique australe et l'Afrique du Nord ont reçu les plus grandes parts d'IEDS dans le secteur des énergies renouvelables, peut-être car les pays de ces régions sont relativement plus développés, ce qui pourrait impliquer un degré de saturation du marché et donc un potentiel limité pour les projets de communication. Ce facteur a aussi sans doute influé sur les capacités de ces pays à migrer vers des types d'IEDS plus sophistiqués comme les énergies renouvelables.

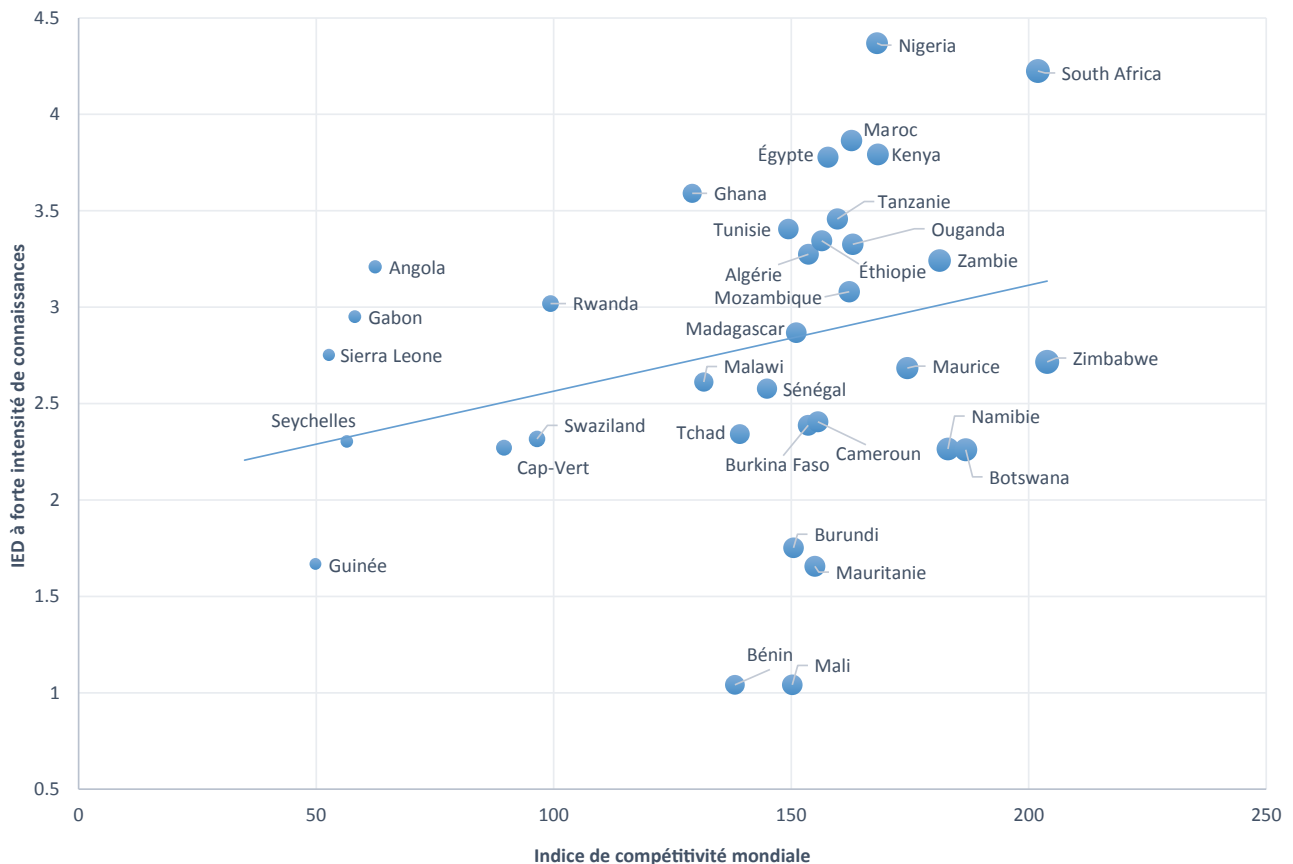
Résultats

Premièrement, nous avons exploré les facteurs qui déterminent l'arrivée d'IEDS dans les pays africains (voir le tableau 4.1). Le modèle 1 (colonne 2) montre que, lorsque l'Indice de compétitivité mondiale est mesuré par rapport à la taille de la population, ce facteur est très significatif pour attirer des IEDS. Autrement dit, plus un pays améliore sa compétitivité à l'échelle mondiale, plus il est en mesure d'attirer des investissements dans le domaine du savoir, indépendamment de la taille de sa population. La figure 4.2 montre clairement que les pays présentant les meilleurs indices de compétitivité mondiale, comme l'Égypte, le Kenya, le Maroc, le Nigeria et l'Afrique du Sud reçoivent également des quantités d'IEDS plus élevées que les autres pays africains. La taille de la population s'avère également très significative pour les IEDS. Ensemble, ces deux variables représentent 40 % de l'attraction d'IEDS en Afrique.

Dans la colonne trois du tableau 4.1, les trois principaux composants de l'Indice de compétitivité mondiale sont examinés à tour de rôle et testés sur les IEDS, tout en tenant compte, là encore, de la population. On constate que les exigences élémentaires qui comprennent une main-d'œuvre non qualifiée, des ressources naturelles, des infrastructures adaptées, de bons niveaux de santé et d'éducation primaire, ne constituent pas des facteurs significatifs pour attirer les IEDS. Cela semble indiquer que les pays dont le niveau de développement est encore faible sont moins susceptibles d'attirer des IEDS. Ceci s'applique aussi aux pays à l'étape dite des « améliorateurs d'efficacité » du développement. Ces facteurs incluent une éducation de base, un marché du travail efficace et une taille adéquate du marché. On remarque en revanche que les IEDS sont fortement attirés par l'innovation et des facteurs plus sophistiqués, comme des avancées technologiques et commerciales. Les pays ayant atteint ce stade de développement attirent effectivement davantage d'IEDS.

Johannesburg et Le Caire sont des principaux pôles d'attraction d'IEDS en raison de leurs forces dans le domaine de l'innovation et des facteurs de sophistication (voir aussi la partie C de ce rapport). Plusieurs études ont également montré l'importance que revêt l'innovation dans le secteur des TIC pour attirer les IED, en expliquant qu'en réduisant les délais de recherche et les coûts associés, l'innovation augmente la productivité et l'efficacité (Pacific et Joshua, 2015). Vu que le développement des TIC est

Figure 4.2. Les IEDS et l'Indice de compétitivité mondiale en Afrique (2006-2014)



Source : Wall, Nyamai et McAweeney, 2017, basé sur les données de fDi Markets et l'Indice de compétitivité mondiale

étroitement associé à l'innovation, ce résultat soutient les théories d'Economou (2008) ou d'Azmat et Basu (2003) selon lesquelles des infrastructures solides en matière de TIC créent un environnement propice à l'innovation et à l'entrepreneuriat, un aspect clé pour permettre aux économies fondées sur le savoir d'attirer davantage d'IEDS. Par ailleurs, ces projets favorisent la diversification de l'économie en générant de nouvelles activités économiques et commerciales.

La dispersion de la figure 4,2 révèle que les pays africains les plus développés, comme l'Égypte, le Kenya, le Maroc, le Nigeria, l'Afrique du Sud et la Tunisie ont tous réussi à attirer des quantités plus importantes d'IEDS, car ils sont généralement plus compétitifs et possèdent des environnements propices à l'innovation et au développement d'industries sophistiquées basées sur le savoir. Pour obtenir des données plus détaillées, nous avons aussi examiné les 12 piliers qui composent les trois catégories de l'Indice de la compétitivité mondiale. Ces piliers

sont la qualité des institutions, des infrastructures appropriées, un cadre macroéconomique, des bons services de santé et d'éducation primaire, un accès à l'enseignement supérieur et à des programmes de formation, des marchés commerciaux efficaces, des marchés du travail performants, des marchés financiers développés, une préparation technologique, la taille du marché, des processus de production sophistiqués et l'innovation. Les résultats du modèle 3 (colonne 4 du tableau 4,1) montrent qu'à ce niveau de détail, seuls trois facteurs intéressent les investisseurs étrangers lorsque l'on tient compte de la taille du pays : à savoir la taille du marché (« améliorateur de l'efficacité »), la préparation technologique (facteur d'innovation) et les marchés financiers (« améliorateur de l'efficacité »).

L'indicateur « taille du marché » englobe la taille des marchés intérieurs et étrangers d'un pays. Cette mesure reflète les gains d'efficacité d'un pays en se fondant sur son degré de spécialisation et ses capacités

à tirer parti des économies d'échelle pour produire des services et des marchandises. Les entreprises intervenant sur de grands marchés peuvent réaliser des rendements d'échelle de plus en plus importants en produisant davantage avec moins d'intrants (Yu et Walsh, 2010 ; Gabriel et coll., 2016; Nasir, 2016). Par ailleurs, les grands marchés favorisent davantage la génération de nouvelles idées, l'augmentation du capital humain et la diffusion des connaissances. Ceci est tout à fait logique vu que l'Algérie, l'Égypte, le Kenya, le Maroc, le Nigeria et l'Afrique du Sud possèdent tous les six des marchés de taille importante et attirent davantage d'IEDS que d'autres pays.

L'importance que revêt la préparation technologique reflète l'importance qu'accordent les IEDS à la technologie, les capacités d'agilité d'un pays quand il s'agit d'adopter de nouvelles machines, de nouveaux matériel, équipement, procédés ou méthodes organisationnelles, et les capacités des entreprises nationales à investir dans l'importation de technologies étrangères, ou à bénéficier des effets indirects générés par les entreprises internationales qui investissent dans leur pays. Les technologies de la

communication (TIC) constituent un élément majeur de la préparation technologique (FEM, 2016). Comme nous l'avons déjà indiqué, un volume croissant de littérature souligne l'importance des TIC pour attirer des IED. On pourrait soutenir en effet que le transfert de connaissances techniques est proportionnel à l'investissement étranger, au transfert de savoir-faire vers les travailleurs locaux et au niveau de développement relatif du pays.

Par ailleurs, bien que les IED favorisent généralement la croissance, leur impact global peut aussi dépendre de la quantité et de la qualité des fournisseurs locaux, du capital humain, des services financiers, des secteurs disponibles et des capacités des entreprises internationales à coopérer avec leurs contacts locaux. La figure 4,1 montre clairement que l'Égypte, le Kenya, le Maroc, le Nigeria et l'Afrique du Sud sont également en avance sur les autres pays en matière de préparation technologique. Ces pays sont ainsi en mesure d'attirer des IED plus élevés dans les secteurs des connaissances et passer à des niveaux supérieurs en termes de technologie et de développement. Par ailleurs, le fait que ces pays



Les pays africains riches en ressources n'ont pas mieux réussi à sortir leur population de la pauvreté

©Ruletka

possèdent également des marchés financiers plus développés leur permet d'attirer davantage d'IEDS.

L'importance de l'indicateur du marché financier révèle aussi la façon dont les prix d'un pays reflètent l'information publique, la gestion des risques (par couverture, par exemple) et l'allocation d'épargnes aux investissements les plus productifs. Or, ces conditions ne peuvent se produire que si les marchés financiers sont stables.

Les marchés financiers plus développés facilitent également la fourniture de capitaux aux entrepreneurs en simplifiant l'accès des investisseurs aux informations relatives aux opportunités leur permettant d'optimiser leur productivité. De plus, des marchés financiers bien développés aident les entreprises locales à tirer parti d'effets indirects en matière de connaissances et à créer des environnements propices aux IED (Alfaro et coll., 2000 ; Costigan et coll., 2016 ; Alfaro et coll., 2009). Le Caire et Johannesburg possèdent toutes deux des marchés financiers bien développés en Afrique et il n'est donc pas surprenant que cet atout les aide à attirer des IED plus importants (voir aussi la partie C de ce rapport).

Enfin, en traitant efficacement les paiements, le secteur financier diminue les coûts de transaction liés à l'échange de biens et de services, ce qui génère des gains de productivité. Là encore, le Kenya, le Nigeria et l'Afrique du Sud possèdent des marchés financiers stables qui facilitent l'attraction des IEDS.

Le quatrième modèle (quatrième colonne du tableau 4,1) révèle que les régions africaines ne présentent pas de différences notables à travers le continent. Cette constatation suggère que les IEDS ne sont pas affectés par la géographie et que les facteurs déterminants de la préparation technologique, des marchés financiers et de la taille des marchés sont uniquement des facteurs génériques pour attirer les IEDS. Enfin, le dernier modèle prouve clairement l'attraction des IEDS en Afrique (56 %).

Toutefois, ce résultat signifie aussi qu'environ 40 % du modèle reste à expliquer à l'aide de variables qui ne sont pas incluses dans cette étude. Il s'agit là d'un domaine d'étude pour une prochaine recherche.

Une analyse similaire a été réalisée au niveau des villes africaines et celle-ci a révélé que les niveaux d'accès à Internet et le nombre d'abonnements à



La capitale kényane Nairobi est une nouvelle plaque tournante pour les start-ups

© Jacek Sopotnicki

des services de téléphonie mobile ont une influence significative et positive sur les IEDS dans les villes africaines. Ce résultat correspond à ceux de plusieurs études qui soulignent l'importance d'Internet pour attirer des IED (p. ex. Choi, 2003 et Economoe, 2008). De toutes les villes analysées, Lagos est celle qui affiche le plus grand nombre de connexions Internet, tandis que Johannesburg est en première place en matière d'abonnements mobiles. Ces deux villes attirent des IEDS plus élevés que d'autres villes africaines.

Il est également évident que les villes africaines qui parviennent le mieux à attirer des IEDS se situent dans des pays relativement développés dotés de secteurs d'activités également bien développés qui génèrent de meilleures possibilités d'emploi et affichent des taux d'emploi plus élevés, comme Casablanca, Le Caire, Johannesburg et le Cap

Conclusions

Cette étude conclut que la compétitivité mondiale est un facteur déterminant majeur pour attirer des IEDS dans les pays africains. Sur les trois éléments de l'Indice de compétitivité mondiale, les facteurs d'innovation et de la sophistication sont les plus importants pour attirer des IEDS, tandis que les « améliorateurs d'efficacité » et les exigences de base sont négligeables dans la mesure où ces derniers sont associés à des taux de développement relativement faibles. Cette conclusion soutient la théorie selon laquelle les industries à forte concentration de connaissances préfèrent s'installer dans les pays présentant un stade avancé en matière de développement et plus spécifiquement dans de grandes villes qui offrent des environnements propices à leur activité. Les nouvelles technologies laissent toutefois entrevoir des possibilités d'émergence pour de nouveaux secteurs. Les villes du Cap, Lagos et Nairobi sont par exemple des pôles de connaissances relativement nouveaux qui attirent des start-ups spécialisées dans ce domaine. Ce type de technologies, combiné à des politiques efficaces, peut conduire à une croissance durable en Afrique. Les nouvelles technologies peuvent également favoriser la fabrication à petite échelle et permettre une croissance plus compétitive et plus efficace. Les nouvelles technologies et de bonnes infrastructures en matière de communication permettent par ailleurs aux entreprises locales de mieux atteindre les

marchés mondiaux (Groupe de la Banque africaine de développement, 2017).

L'Égypte, le Kenya, le Maroc, le Mozambique, le Nigeria, la Tanzanie et l'Afrique du Sud attirent des plus grandes quantités d'IEDS en raison de leur niveau de développement élevé et de leur degré de compétitivité à l'échelle mondiale. À un niveau plus détaillé, nous avons constaté que la taille du marché (« améliorateur de l'efficacité »), la préparation technologique (facteur d'innovation) et les marchés financiers (« améliorateur de l'efficacité ») sont les facteurs les plus importants pour attirer des IEDS. Le fait que ces derniers sont fortement associés aux villes explique pourquoi les principales zones urbaines sont mieux à même d'attirer des IED basés sur le savoir. La diffusion de la technologie accélère la croissance générale ainsi que la productivité d'autres secteurs en générant de nouvelles activités économiques par le biais de liens intersectoriels.

La taille du marché intérieur est associée à des gains d'efficacité à travers la spécialisation et les capacités à tirer parti des économies d'échelle en matière de production de services et de biens. Ceci explique notamment la réussite de pays comme l'Algérie, l'Égypte, le Kenya, le Nigeria, le Maroc et l'Afrique du Sud pour attirer des IEDS. Nos résultats montrent également que la présence de marchés financiers stables et bien développés facilite l'arrivée d'IEDS.

Au niveau de la ville, le nombre d'abonnements à des services de téléphonie mobile et l'accès à Internet sont les facteurs les plus importants pour attirer des IEDS. L'accès à Internet est un facteur déterminant important pour les sous-secteurs des services financiers et commerciaux. Dans la mesure où l'accès à Internet est étroitement lié à un accès au haut débit, ce critère est également important pour attirer des IEDS dans les sous-secteurs des logiciels et des services informatiques. De même, le nombre d'abonnements à des services de téléphonie mobile est étroitement associé au secteur des communications, lequel représente la plus grande part des IEDS dans les pays africains. Par ailleurs, les incubateurs de technologie jouent également un rôle clé dans l'attraction des IEDS en facilitant l'innovation et les activités liées à la technologie. Enfin, des taux d'emploi élevés ont également un impact positif et important sur les IEDS dans les grandes villes développées où l'on trouve de fortes concentrations d'activités économiques et d'emploi (agglomération).

Partie B | Chapitre 5

Réseaux d'infrastructures et investissements étrangers directs

Par Ronald Wall, Lynda Bitrus Elesu
et Taslim Alade

Libéria. Le transport routier en Afrique de l'Ouest est plus lent et plus cher que dans d'autres régions en raison de l'insuffisance de ses infrastructures
© Nimely







Le Caire dispose d'un réseau de routes qui le relie à d'autres villes et lui permet d'attirer de grands volumes d'IED

©Hecke01

Un accès à de bonnes infrastructures est l'un des principaux facteurs qui guident les décisions d'investissement des multinationales (multinationales). Par conséquent, cette étude explore la mesure selon laquelle les infrastructures routières d'Afrique déterminent l'attraction des IED, avec une focalisation particulière sur le couloir qui relie Lagos à Abidjan en Afrique de l'Ouest. Nous avons utilisé une méthodologie de la syntaxe spatiale pour mesurer la connectivité routière de la ville et l'intégration régionale.

Selon le Forum économique mondial (2015), des réseaux d'infrastructure solides et bien développés, sur le plan physique et virtuel, améliorent à la fois la compétitivité et la productivité. Ce type de réseaux constitue un facteur d'attraction pour les IED et favorise l'intégration économique. L'Afrique est le continent le moins intégré du monde, avec des niveaux d'échanges économiques inter et intra-régionaux relativement faibles, et la plus petite part du commerce mondial parmi toutes les grandes régions du monde. Son intégration peut être facilitée par des investissements dans des infrastructures qui, associées à des perspectives économiques stables et de bonnes institutions

nationales, pourraient attirer des IED. Inversement, des infrastructures inadéquates et de mauvaise qualité dissuadent les investissements et nuisent à l'intégration économique en augmentant les coûts des transactions et en limitant l'accès aux marchés locaux et internationaux (Rehman et coll., 2011).

Le transport terrestre est cher et lent en Afrique de l'Ouest comparé à d'autres régions africaines, en raison d'un manque d'infrastructures et d'obstacles administratifs, comme des contrôles des frontières et des procédures de dédouanement (Kuhlmann, 2011). Des investissements dans les infrastructures physiques, comme les chemins de fer, routes et ports, permettraient d'améliorer la productivité à long et de renforcer les entreprises en facilitant les transactions commerciales et les externalités positives comme une meilleure connectivité et une meilleure intégration régionale (Jimenez, 1994). Une amélioration de 10 % des infrastructures conduirait à une amélioration de 8 % des exportations et une augmentation de 10,3 % des IED (Asiedu, 2006). Malheureusement, l'état des infrastructures du couloir Lagos-Abidjan entrave sa productivité et nuit, par conséquent, à l'arrivée d'IED.

Ce point se manifeste particulièrement par l'absence d'un réseau ferroviaire régional efficace, de centres maritimes et d'aéroports régionaux solides, par la présence de routes délabrées et une alimentation électrique habituellement erratique. Ces facteurs combinés majorent de 75% le prix des marchandises fabriquées dans cette région (Trebilcock, 2015). Le simple fait de combler ces lacunes et de créer une région plus compétitive pourrait augmenter la croissance annuelle du PIB de l'Afrique de 2 %, ce qui lui permettrait d'afficher une croissance durable à long terme (Trebilcock, 2015).

L'objectif de cette étude consiste à étudier les relations qui unissent entre les IED et les infrastructures routières en Afrique. Alors que les études précédentes utilisaient des données sur la quantité ou la qualité des routes de différents pays, cette étude va un peu plus loin en examinant également le degré de connectivité du réseau routier entre les pays d'Afrique de l'Ouest ainsi que tous les autres pays d'Afrique, ou ce qu'on appelle fréquemment l'étendue continentale d'un pays. Nos recherches se fondent sur une mesure mathématique de la connectivité d'un pays avec tous les autres pays d'un continent. La technique d'analyse du réseau emploie le critère de « proximité », une mesure statistique de l'intégration d'un pays au sein du réseau routier continental. Dans les tableaux de cette partie, cette mesure est appelée « intégration ».

On constate une différence significative au niveau de la densité et de la connectivité du réseau routier en

Europe de l'ouest et en l'Afrique de l'Ouest. Malgré sa population beaucoup plus importante, la connectivité de l'Afrique de l'Ouest est très faible, à l'exception des quelques routes panafricaines qui relient la région à l'Afrique du Nord et au reste de l'Afrique subsaharienne. Cette étude soutient que la faiblesse de ces connexions affecte la capacité des pays de la région à attirer des IED.

D'un point de vue général, les IED ont progressivement repris en Afrique après la crise financière et la récession subséquente, en dépit des incertitudes économiques et des risques politiques qui persistent. Ces investissements ont augmenté de 10,9 % entre 2012 et 2013 (fDi Intelligence, 2014). Cependant, cette croissance n'a pas été uniformément répartie. En 2013, par exemple, l'Afrique a enregistré une croissance de 10,8% en matière d'IED, alors que l'Europe a au contraire affiché une baisse de 12,1 % (fDi Intelligence, 2014). Selon les données de CNUCED (2015), bien que les flux d'IED aient baissé de 16 % en 2014, on constate une augmentation de ces IED dans les pays en développement. L'Afrique représente 4,4 % de cette augmentation.

Résultats

Le tableau 5.1 présente trois degrés d'intégration routière afin de déterminer si différentes limites d'intégration régionale influencent l'attraction des IED. La plus petite limite correspond à un rayon de 3 km autour de grandes villes d'Afrique de l'Ouest (limite locale), la seconde à 30 km (limite régionale),

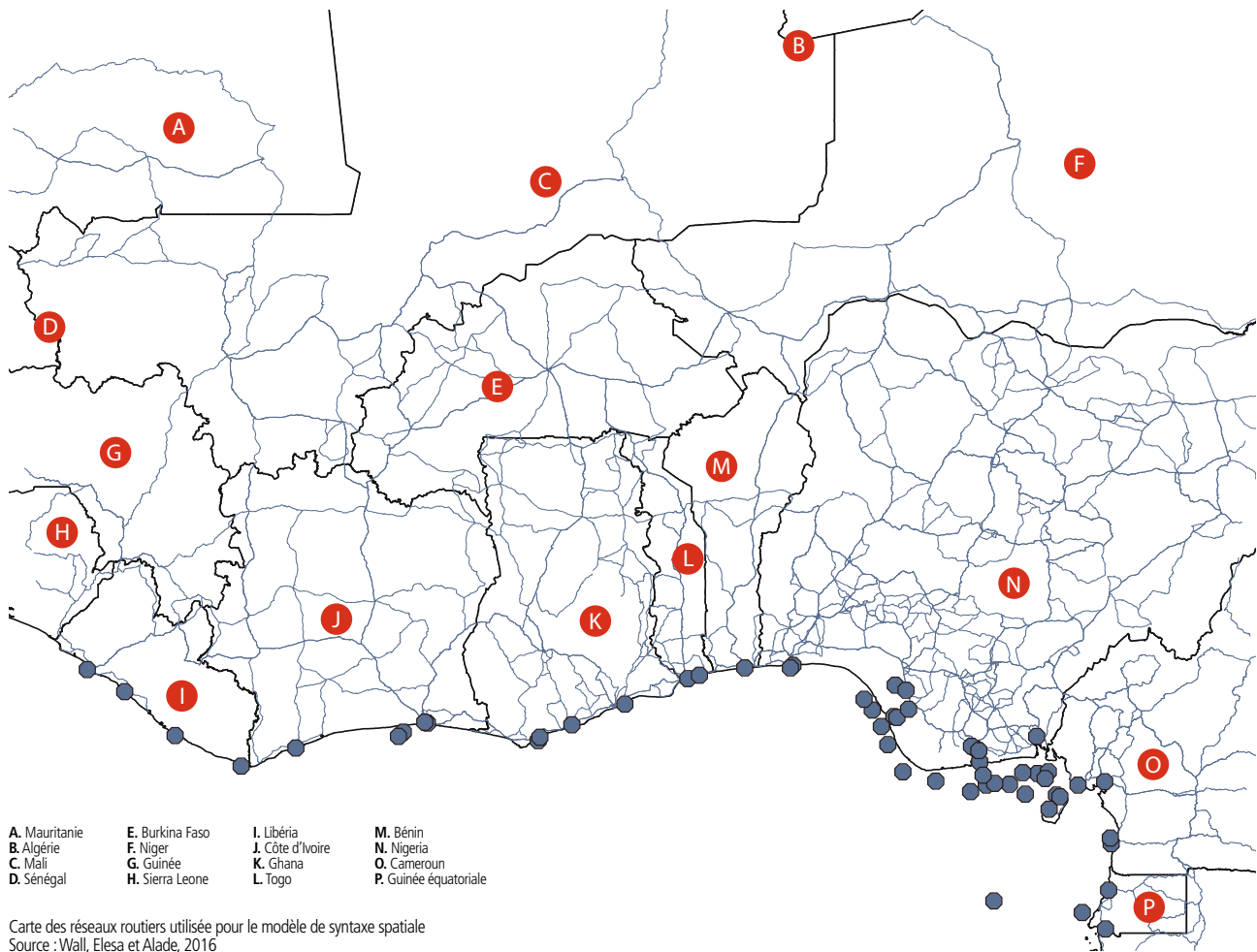
Table 5.1.
Résultats statistiques IED, intégration et indice de compétitivité mondiale

Variables	IED consacrés à de nouveaux projets	Stocks d'IED	Flux d'IED	IED consacrés à de nouveaux projets	Stocks d'IED	Flux d'IED	IED consacrés à de nouveaux projets	Stocks d'IED	Flux d'IED
Intégration (proximité- rayon N-km)	---	---	---						
Intégration (proximité-rayon de 30 km)				---	---	---			
Intégration (proximité-rayon de 3 km)							+++	+++	+++
Indice de compétitivité globale	++	+++	+++	++	+++	+++	++	+++	+++
Population totale du pays	+++	+++	+++	+++	+++	+++	+++	+++	+++

Source : Wall, Elesa et Alade, 2016. Données de fDi Markets, FEM, CNUCED, la Banque mondiale et diverses autres sources.

+++ Relation très significative et positive ++ Relation plus significative et positive + Relation significative et positive --- Relation très significative et négative
-- Relation plus significative et négative - Relation significative et négative 0+ Relation non significative, mais positive 0- Relation non significative, mais négative

Carte 5.1. Mesure de l'intégration routière du couloir Lagos-Abidjan en Afrique de l'Ouest (2016)

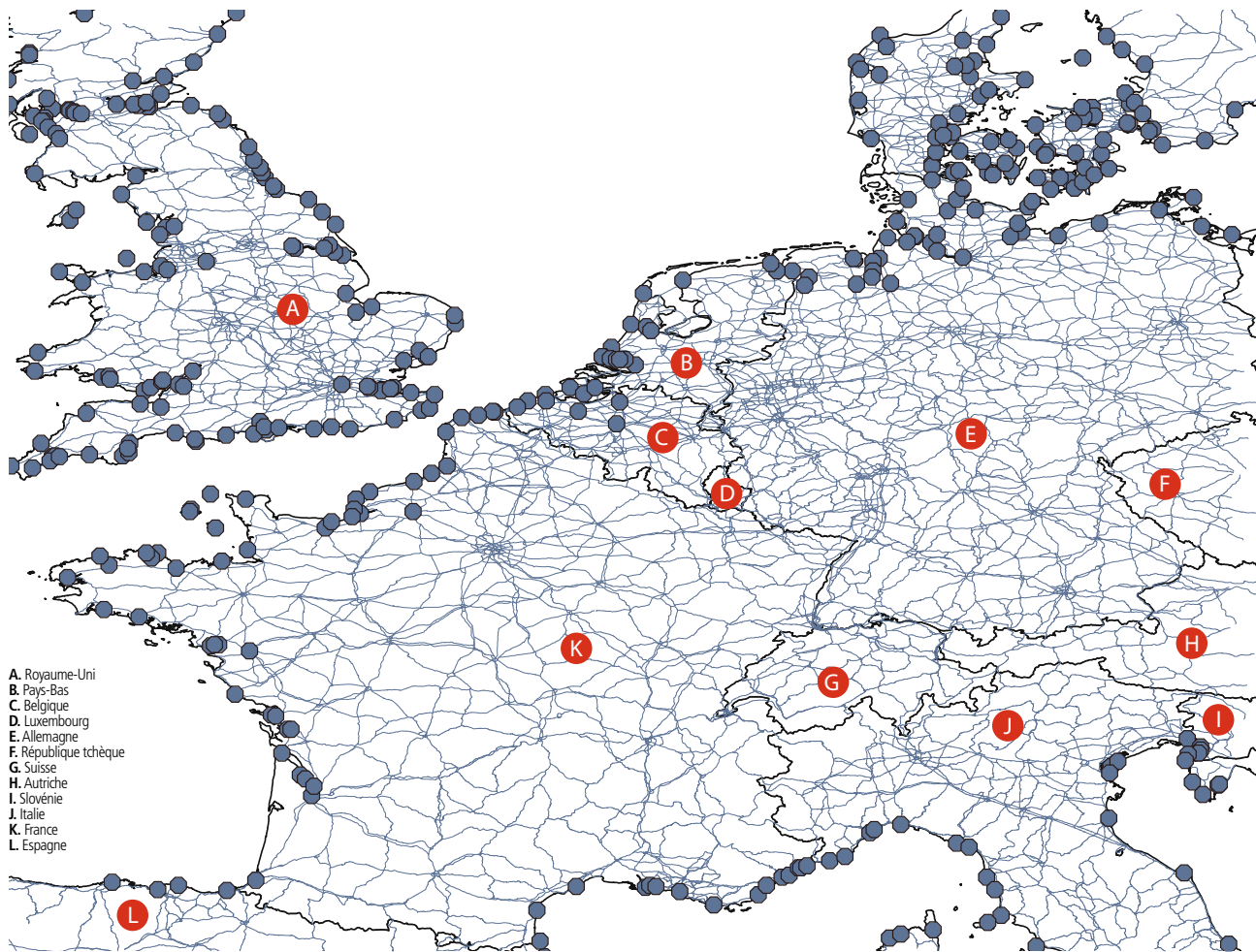


et la troisième et dernière limite (N-km) couvre tout le périmètre du continent africain (limite continentale). Nous avons évalué chaque modèle statistique sur la base de trois types d'IED (avec des données provenant de sources indépendantes afin de vérifier la cohérence des résultats, à savoir IED consacrés à de nouveaux projets, flux d'IED et stocks d'IED). Les IED consacrés à de nouveaux projets concernent les investissements dans de tout nouveaux projets et excluent les fusions et les acquisitions (F&A), tandis que les flux d'IED concernent l'arrivée nette de tous types d'IED (nouveaux projets, F&A et friches industrielles). Les stocks d'IED correspondent aux IED historiquement accumulés dans un pays. Ces différents FDIS ont été utilisés pour évaluer la robustesse des résultats.

Les résultats montrent que la plus petite mesure d'intégration routière, à savoir un rayon de 3km (voir la colonne 3 du tableau 5.1) a un impact très

important et positif sur les IED. Autrement dit, une forte connectivité routière au niveau local dans les villes d'Afrique de l'Ouest est un facteur important pour inciter les entreprises étrangères à s'installer dans ces zones. Ces résultats suggèrent aussi que quand une ville améliore son intégration routière locale dans une région urbaine, elle peut s'attendre à une augmentation des IED. Comme l'indique le tableau 5.1, ce principe s'applique aux trois différents types d'IED. La conclusion la plus importante, toutefois, est que plus un système routier est intégré (indépendamment de son rayon géographique), plus il attire des investissements. Ceci est particulièrement évident dans les 1^{re} et 2^e rangées. La 2^e rangée, qui correspond à un rayon de 30 km autour de la ville, révèle un effet très important, mais négatif de l'intégration routière sur l'attraction d'IED. Lorsque l'on s'éloigne d'une ville d'origine, on constate que les liaisons routières

Carte 5.2. Mesure d'intégration routière du couloir du Nord-Mer Méditerranée en Europe (2016)



Carte des réseaux routiers utilisés pour la modélisation de la syntaxe spatiale.
Source : Wall, Eleasa et Alade, 2016

deviennent de plus en plus clairsemées. La portée du réseau routier d'une ville s'étend du noyau urbain à la grande région. À mesure que l'envergure du réseau routier d'une ville s'étend pour englober la région périphérique, le niveau d'intégration s'inverse et commence à avoir un effet négatif sur les capacités de la ville d'attirer des IED. Autrement dit, dans le cas des villes ouest-africaines, les IED ciblent l'agglomération urbaine immédiate, mais ne s'intéressent ni à la région périphérique ni au continent.

Dans le cas de l'Europe, les IED sont attirés à l'échelle locale, régionale et continentale, car les entreprises cherchent à élargir leur pénétration du marché. Une conclusion importante est que moins les villes sont intégrées à d'autres villes par le biais de réseaux routiers, plus ceci décourage l'attraction des

IED. On peut donc en conclure que lorsqu'une ville améliore sa connectivité routière au sein de sa région urbaine immédiate pour permettre aux entreprises de mieux atteindre des marchés lointains, elle a de meilleures chances d'attirer des investissements et des multinationales. Cette théorie est soutenue par les raisons qui poussent les multinationales à investir en Afrique, en Europe et dans le reste du monde (voir le tableau 6.3 de la partie A), où l'on constate que la proximité des marchés constitue un facteur clé pour les entreprises qui souhaitent investir dans les villes. Par ailleurs, les données montrent que les villes du Ghana et du Nigeria sont celles qui sont le mieux intégrées à d'autres villes en termes de connectivité locale (rayon de 3km) et qui reçoivent également les plus importants volumes d'IED de la

région. Inversement, les villes de Gambie qui sont les moins bien connectées reçoivent les flux d'IED les plus faibles. Ces résultats sont également visibles dans la carte 5.1. Les villes africaines présentent des déficits élevés en matière d'infrastructures. Or, de mauvaises infrastructures de transport représentent 40 % des coûts de logistique dans les zones côtières et 60 % dans les pays enclavés. Les réseaux routiers sont clairement inefficaces, tandis que les réseaux ferroviaires sont clairsemés et mal entretenus (ONU-Habitat, 2014).

La 1^{re} rangée du tableau 5.1 montre le même résultat. Ce modèle utilise le rayon le plus extrême (la connexion des pays de l'Afrique de l'Ouest à tout le continent africain (rayon N-km)). Là encore, on constate un effet très significatif, mais négatif de l'intégration continentale sur l'attraction des IED. On peut en déduire que les pays d'Afrique de l'Ouest ne sont pas fortement reliés au reste du continent et que si on

améliorerait la connectivité routière continentale, on pourrait s'attendre à une augmentation des IED.

À titre d'exemple, la ville du Caire, qui est reliée à d'autres villes égyptiennes grâce à un bon réseau routier, attire d'importantes valeurs d'IED, alors que Kigali, qui n'a pas de connectivité régionale, particulièrement vers les ports maritimes, a du mal à attirer des IED (voir aussi la Partie C de ce rapport). À l'inverse, la région urbaine de Gauteng en Afrique du Sud, qui renferme plusieurs villes dans un rayon approximatif de 100 kilomètres autour de Johannesburg, possède un réseau routier dense ainsi que de nombreuses autres infrastructures et services partagés, et est aussi bien reliée aux villes de Durban, Maputo, Richards Bay et Harare (ONU-Habitat, 2008 ; Anon 2015). Non seulement ce degré de connectivité offre aux entreprises étrangères et nationales un accès nettement mieux efficace à des marchés plus



Si les chemins de fer présentent des coûts initiaux élevés, il s'agit souvent de la meilleure option à long terme

lointains, mais il multiplie également les échanges au sein des pays et d'un pays à un autre, contribuant ainsi à la croissance économique. Néanmoins même si l'intégration a une forte incidence sur les IED, ce facteur n'explique que partiellement pourquoi une région (en l'occurrence le couloir L-A) est en mesure d'attirer des investissements. Pour répondre à cela, le tableau 5.1 analyse le degré d'importance de l'intégration lorsque l'Indice de compétitivité mondiale (l'Indice de compétitivité mondiale) est inclus dans le modèle, en tenant compte de la population pour contrôler l'effet de la taille du pays.

On constate que cet indice a un effet très significatif et positif sur l'attraction des IED. Vu que la compétitivité se définit comme les capacités d'un pays à rivaliser au sein de l'économie mondiale, ce facteur joue un rôle clé dans l'attraction des IED. Cette mesure englobe la gouvernance et certaines variables

économiques, comme la croissance économique, l'éducation, l'innovation et les TIC. Dans la partie portant sur les IED du savoir (partie B), nous avons déjà constaté que l'Indice de compétitivité mondiale était un facteur important pour attirer des IEDS dans les pays africains.

Ces résultats montrent également que la taille de la population d'un pays est également un facteur important dans l'attraction des IED, particulièrement dans les rayons de 3km à 30km. Ces conclusions sont en phase avec celles d'études précédentes selon lesquelles pays à plus forte démographie attirent davantage d'IED (Checchi et Faini, 2007 ; Yu et Walsh, 2010) dans la mesure où des populations plus importantes présentent des marchés plus importants pour les investisseurs. Selon les Perspectives économiques en Afrique (OCDE, 2017), l'augmentation de la consommation provoquée par la croissance démographique et l'expansion des classes moyennes est une source importante de la croissance économique en Afrique.

Une analyse plus détaillée de l'Indice de compétitivité mondiale dans le tableau 5.1 révèle les sous-indicateurs essentiels pour attirer des IED tout en conservant les mêmes variables d'intégration routière et de population. Les sous-indicateurs les plus importants semblent être la taille du marché et un meilleur niveau d'éducation. Ces résultats plus détaillés montrent aussi que les trois échelles d'intégration routière restent très importantes et que leurs signes restent identiques. En Afrique de l'Ouest, on constate que le Ghana et le Nigeria présentent la plus forte association en matière d'IED et de taille du marché, tandis que la Guinée et la Sierra Leone, qui possèdent des tailles de marché plus modestes, attirent moins d'IED.

Comme le montre aussi le tableau 5.1, l'enseignement supérieur est un facteur clé pour attirer des investissements, ce qui suggère que plus les niveaux d'éducation d'un pays sont élevés (avec des travailleurs bien éduqués), plus ce pays devient intéressant aux yeux des entreprises étrangères. Cet indicateur montre que les entreprises étrangères recherchent des pays qui possèdent une main-d'œuvre à la fois instruite et bon marché, pour développer des activités de fabrication et de services. L'étude de cas du Caire montre par ailleurs que la disponibilité de travailleurs bon marché et éduqués rend cette ville particulièrement attractive pour les IED (Mahdi et coll., 2018). Borensztein et coll. (2008) ont également prouvé qu'il existe une forte relation entre le capital



©Industryandtravel



Les pays doivent surmonter leurs obstacles administratifs, tels que les contrôles frontaliers, en instaurant des politiques économiques et commerciales unifiées

©Zhukovsky

humain (notamment l'enseignement supérieur) et les IED, et montré que l'interaction entre les IED et un niveau d'enseignement supérieur conduit à une croissance économique plus élevée dans les pays bénéficiaires. Dans le couloir de l'Afrique de l'Ouest, les IED sont effectivement associés à de meilleurs niveaux d'enseignement supérieur. On citera plus particulièrement les exemples du Bénin, du Burkina Faso, du Ghana, du Mali, du Nigeria et du Sénégal. On constate par ailleurs que dans ces résultats détaillés, la taille de la population continue à expliquer l'attraction des IED, ce qui souligne la pertinence des économies d'échelle. Ainsi, plus la population, la taille du marché, le niveau d'éducation et l'intégration locale, régionale et continentale d'un pays augmentent, plus ce dernier attirera d'IED.

Conclusion et recommandations

Dans le cas du couloir de l'Afrique de l'Ouest, il est clair qu'une extension de l'intégration du réseau routier vers la région immédiate et l'Afrique dans son ensemble pourrait améliorer ses capacités à

attirer des IED. Il lui faudra toutefois surmonter plusieurs obstacles, comme de profondes différences linguistiques, culturelles, ethnolinguistiques et économiques (CEN-SAD, COMESA, CCE, CEEAC, CEDEAO, IGAD, SADC et UMA), des questions de frontières et de douanes, un manque de vision et de politique en matière d'intégration régionale, ainsi que l'hétérogénéité du marché situé le long du couloir. Tous ces facteurs entravent le développement et l'attraction des IED. Par conséquent, des politiques unifiées en matière de commerce et d'économie sont nécessaires, pour éventuellement regrouper plusieurs communautés économiques au sein d'un plus large ensemble et exploiter le potentiel que présente la taille du marché du couloir ouest-africain.

Dans ce contexte, et à la différence études précédentes, le message clé de cette étude est qu'un pays doit améliorer sa propre connectivité routière nationale, mais aussi sa connectivité avec les pays de sa région immédiate et de tout le continent.

Plus les infrastructures routières du continent intègrent des nations, plus cela stimulera le développement économique africain. Bien que cette

étude ne s'intéresse qu'aux connexions routières, il est probable qu'en améliorant également les infrastructures ferroviaires, aériennes, portuaires et de services publics, on créera un environnement plus accessible où les entreprises nationales pourront rivaliser favorablement avec les marchés internationaux. Les investissements dans les transports routiers, ferroviaires et énergétiques les réseaux sont essentiels aux économies urbaines, car ils permettent de relier les zones éloignées aux villes afin d'optimiser leurs potentiels en matière d'agriculture et de fabrication. Ceci permettra aussi de faciliter les flux de personnes, de produits et de services et de relier les pays enclavés de la région au reste du monde tout en garantissant la sécurité de l'eau, des aliments et des approvisionnements énergétiques (ONU-Habitat, 2014).

Un système de villes africaines diversifié et connecté pourrait par ailleurs accélérer le processus d'industrialisation en créant de nouveaux sites pour l'industrie et en facilitant l'accès à de plus grands marchés (Banque africaine de développement, 2016; CENUA, 2017b). Un bon exemple de ceci est la connexion de la ville du Caire à toutes les villes égyptiennes grâce à un réseau de routes, dont l'autoroute de la Mer rouge qui relie le Caire à la côte de l'Est de l'Égypte et à la péninsule du Sinaï. Plusieurs pays africains ont bien compris le potentiel que présente le développement de couloirs urbains et de couloirs transnationaux. On citera plus particulièrement le couloir de développement de Maputo qui relie le cœur industriel sud-africain de Gauteng au port maritime de Maputo au Mozambique, le couloir de Kenitra-Casablanca, et le couloir d'Thika-Nairobi-Machakos (ONU-Habitat, 2008).

En raison du manque de données disponibles, cette étude s'est concentrée sur l'intégration des routes, même si d'autres modes de transport comme les transports ferroviaires, aériens et maritimes jouent également un rôle important dans la connectivité des villes. Par conséquent, les gouvernements africains devraient se concentrer sur l'amélioration de tous leurs modes de transport pour renforcer l'intégration à travers le continent. La plupart des pays africains possèdent des systèmes ferroviaires médiocres et inefficaces. Or, ce mode de transport est particulièrement efficace pour déplacer de gros volumes à travers les villes, les pays ou vers l'étranger, qu'il s'agisse de produits bruts ou semi-finis ou de personnes. Il est vivement recommandé que

l'Afrique mette en place des systèmes ferroviaires efficaces pour relier les villes portuaires aux terres intérieures et aux pays enclavés. Si les chemins de fer nécessitent généralement des investissements initiaux très importants, ils s'avèrent être la meilleure option à long terme. Comme l'a souligné le nouvel agenda urbain de ONU-Habitat, il est essentiel que les villes soient connectées par des liens économiques, sociaux et des moyens de transport afin de former un système de villes efficace, à l'échelle nationale et internationale. Ceci permettra de renforcer l'économie au niveau local, régional et national et d'attirer également des investissements. De nouveaux modes de transport axés sur la technologie et des énergies propres devraient par ailleurs être encouragés afin de réduire la pollution et la congestion dans les villes (Nations Unies, 2017) et d'intégrer plus efficacement la mobilité urbaine grâce à un meilleur transport des biens et de services (ONU-Habitat, 2014 ; Lall et coll., 2017; CENUA, 2017b). Des recherches supplémentaires devraient également être effectuées sur l'intégration des infrastructures, avec notamment des simulations de scénarios sur la portée commerciale optimale des villes sur le reste du continent. Ces données pourraient permettre d'identifier les régions où il serait plus judicieux d'investir pour améliorer la connectivité et optimiser le développement économique. Un accent particulier devrait être mis sur la qualité et l'efficacité des réseaux d'infrastructures, et notamment les infrastructures routières, ferroviaires, de communications et électriques pour renforcer à la fois l'intégration régionale et continentale. Pour cela, des politiques économiques et commerciales seront nécessaires, à l'instar du programme de Réseaux de transports transeuropéens de l'Union européenne (RTE-T). Par ailleurs, l'Afrique de l'Ouest se caractérise par une dualité ethnolinguistique et une multitude d'institutions axées sur l'intégration et la coopération régionales. Ces institutions pourraient justement orienter les processus d'élaboration de politiques et de stratégies pour parvenir à des meilleurs niveaux d'intégration et de coordination. Les pays membres de la CEDEAO ou de l'UEMOA pourraient par ailleurs renforcer ces institutions et ces cadres pour favoriser le financement d'infrastructures à travers des projets de couloir intégrés. Ces derniers pourraient être créés en partenariat avec des institutions de développement et de financement comme la Banque africaine de développement (BAD) ou la Banque européenne d'investissement.

Partie B | Chapitre 6

L'attraction des investissements étrangers directs pour de nouveaux projets immobiliers en Afrique subsaharienne

Par Max van Gils, Jeroen van Haaren et Ronald Wall







Les avantages de l'agglomération ne l'emportent sur les coûts que lorsque la majorité des populations urbaines a accès à l'eau, à l'électricité et à des installations sanitaires

©Joshua Wanyama.

De nombreux centres urbains en Afrique subsaharienne (ASS) ne fonctionnent pas actuellement comme les moteurs de croissance que l'on aurait pu espérer (Banque mondiale, 2008 ; ONU-Habitat, 2012 ; Castells Quintana, 2015). Ceci est en partie dû au phénomène « d'urbanisation sans croissance » (Fay et Opal, 1999) et aux échecs institutionnels associés à l'« urbanisation des pays pauvres » (Glaeser, 2014). Dans ces zones urbaines, les externalités négatives de l'agglomération l'emportent sur le positif (Castells-Quintana, 2015 ; Glaeser, 2014) et réduisent le potentiel de croissance économique qui accompagne normalement l'agglomération urbaine. Dans la mesure où l'immobilier joue un rôle particulièrement crucial dans les économies modernes, cette étude soutient que les investissements immobiliers étrangers (IIE) peuvent enrayer la dynamique urbaine négative. Dans de nombreux pays, le logement constitue la plus grande part de la richesse nationale, et les fonctions immobilières représentent un important atout anticyclique pour le secteur financier (Lowe, 2015 ; Harvey, 2014 ; Banque mondiale, 2008).

Le secteur de la construction représente souvent aussi une part importante du PIB et donne lieu à un nombre relativement important d'emplois, de manière directe ou indirecte, en raison de son fort effet multiplicateur (Tibaijuka, 2009). Ainsi, si l'ASS présente actuellement de graves déficits en matière de services et de logements urbains dans un contexte d'urbanisme galopant, le développement urbain pourrait favoriser de grands avantages en termes de croissance économique tout en fournissant des emplois à beaucoup.

Les IIE pourraient potentiellement jouer un rôle important dans le développement urbain africain en améliorant la croissance économique et l'environnement bâti et en créant un grand nombre d'emplois (Dasgupta et coll., 2014; Harvey, 2014 ; EY, 2015). Des réglementations inappropriées en matière de planification urbaine et de construction, combinées à des services urbains inadéquats pourraient toutefois nuire à la croissance économique normalement associée au développement immobilier (Collier et Venables, 2013; Brueckner et Lall, 2015;

Castells-Quintana, 2015). Bien que l'on constate un intérêt croissant pour les IIE en Afrique (Watson, 2013 ; KnightFrank, 2015 ; JLL, 2015 ; PWC, 2015), il convient de garder à l'esprit que la quantité d'IIE qu'attire l'Afrique subsaharienne reste encore très faible.

Si les facteurs déterminants des IED ont fait l'objet de nombreuses recherches, les IIE en revanche ont reçu beaucoup moins d'attention (Rotherberger, 2010). Comme on pourrait s'y attendre, les facteurs géographiques qui attirent les IIE diffèrent de ceux qui déterminent l'attraction générale des IED (Laposa et Lizieri, 2005 ; Holsapple et coll., 2006; Rodríguez et Bustillo, 2010 ; Fereidouni et Masron, 2013 ; Salem et Baum, 2016 ; Rotherberger, 2010). L'un des facteurs que l'on a souvent tendance à négliger est l'impact des mesures législatives, réglementaires et procédurales. Cette étude vise à explorer ce point de manière générale et dans le contexte spécifique de l'ASS.

Les facteurs déterminants des IIE

Depuis les années 90, les flux de capitaux internationaux vers le secteur immobilier affichent une croissance rapide (Moshirian et Pham, 2000 ; Sassen, 2014 ; Rotherberger, 2010). L'augmentation de la connectivité mondiale et son impact financier sur l'immobilier ont rendu ce bien traditionnellement non échangeable (Bardhan et coll., 2004 ; Bardhan et Kroll, 2007; Harvey, 2014 ; Sassen, 2014) et les IIE font désormais office de stockage anticyclique du capital excédentaire (Harvey, 2014). On remarque par exemple qu'il existe une forte corrélation entre la baisse du marché boursier américain et l'augmentation des IIE (Moshirian et Pham, 2000). Comme les flux des IED généraux, les IIE sont déterminés par certains facteurs macroéconomiques et institutionnels tels que le PIB par habitant, l'inflation, la taille de la population, la stabilité politique et le taux d'intérêt (Selma Kurtishi-Kastrati, 2013, Lieser et Groh, 2013 ; Fuerst et coll., 2015 ; Moshirian et Pham, 2000 ; Rodríguez et Bustillo, 2010 ; Fereidouni et Masron, 2013 ; Salem et Baum, 2016). Les IED sont un autre facteur déterminant pour les IIE (Masron et Fereidouni, 2012), ce qui souligne l'interdépendance qui existe entre l'immobilier et l'activité économique internationale. De plus, les IIE sont également influencés par des déterminants tels que le tourisme, le développement d'infrastructures, l'accès à des installations sanitaires, et bien sûr, le prix du logement (Rodríguez et Bustillo, 2010; Fereidouni et Masron, 2013). Contrairement aux IED,

le développement du secteur financier revêt une moindre importance pour les IIE vu que ce secteur est moins dépendant des finances et des marchés de capitaux locaux. Ceci est particulièrement vrai en ASS, où les biens immobiliers sont rarement utilisés en tant que garantie (Rotherberger, 2010).

Le contexte géographique de l'Afrique urbaine

Bien que la vague d'urbanisation post-indépendance en Afrique subsaharienne ait été, en partie, déclenchée par des différences salariales entre les salaires ruraux et les salaires urbains (Fay et Opal, 1999) et la levée des restrictions imposées aux zones urbaines, d'autres facteurs tels que le passé colonial, le manque de productivité des secteurs industriels et agricoles, la croissance des ressources et les conflits ont créé des dynamiques urbaines qui se démarquent beaucoup de celles du reste du monde (Henderson et coll., 2013 ; Jedwab et coll., 2014 ; Obeng-Odoom, 2015). La majorité des villes de l'ASS n'ont pas été en mesure de profiter du potentiel des externalités positives de l'agglomération. On constate aussi que dans de nombreuses villes de l'ASS, le modèle d'équilibre que constituent la production et la consommation est déformé et que les externalités négatives de l'agglomération l'emportent sur les avantages que présente la densité urbaine. C'est la raison pour laquelle de nombreuses villes d'ASS ne fonctionnent pas comme des moteurs de croissance à l'heure actuelle (Henderson, 1974 ; Glaeser, 2014 ; Banque mondiale, 2008), et affichent au contraire une « dynamique urbaine malthusienne », où elles sont incapables de profiter des économies d'agglomération en raison des effets de congestion et de la faiblesse de leur productivité économique (Castells-Quintana, 2015). En effet, les avantages de l'agglomération ne l'emportent sur les coûts que lorsque la majorité des populations urbaines a accès à l'eau, à l'électricité et à des installations sanitaires (Henderson, 1974 ; Castells-Quintana, 2015).

Les déficits actuels que l'on observe en matière de logements et de services urbains combinés à la prolifération de zones de peuplement informelles (bidonvilles) constituent d'importants obstacles aux marchés immobiliers formels. Les marchés immobiliers informels affectent les marchés formels en ASS (et vice versa) en limitant l'offre foncière, en érodant les bases fiscales municipales et en proposant une solution alternative abordable et profitable face

au développement du secteur formel (Marx et coll., 2013 ; Brueckner, 2013 ; Brueckner et Lall, 2015). La concurrence du marché informel et du marché formel creuse l'écart « d'informalité » qui existe en matière de prix (Brueckner, 2013). Bien que la taille globale du marché formel en ASS soit relativement modeste, le manque d'élasticité de ces marchés, combiné à une demande croissante, a permis aux investisseurs d'obtenir des rendements très élevés. Bien que les agences de développement international aient préconisé un renforcement de la privatisation et de la formalisation des terres et des logements, les tentatives de formalisation des transactions immobilières n'ont obtenu qu'un succès limité, à tel point d'ailleurs que certains remettent en doute leurs effets positifs (Rakodi et Leduka, 2002 ; Payne et coll., 2009 ; Mooya, 2011 ; Marx et coll., 2013 ; Brueckner et Lall, 2015).

Aujourd'hui, beaucoup de villes d'ASS présentent un mélange étonnant de terres et de logements détenus par droit coutumier, privé et public (ONU-Habitat, 2010), souvent côte à côte au sein de la même ville (Selod et Tobin, 2013 ; Brueckner et Lall, 2015) ou du même quartier. Cette opacité des marchés de l'immobilier, associée à des systèmes de droits ambigus et aux inefficiences notoires des terres publiques, est susceptible de limiter la quantité potentielle d'IIE. Par ailleurs, les procédures souvent excessivement longues et complexes liées à l'enregistrement de biens immobiliers et à l'obtention

de permis de construire dissuadent davantage les IIE, notamment dans les pays où le risque de change est élevé (Malpezzi et Mayo, 1997 ; De Soto, 2000). De Soto a d'ailleurs constaté qu'en Égypte, il faut parfois suivre 77 étapes bureaucratiques, impliquant un total de 31 entreprises privées et organismes publics, pour développer un projet sur des terres publiques (De Soto, 2000). Outre ces obstacles, les réglementations de nature restrictive de l'offre, comme les périmètres de croissance urbaine et les contrôles de densité, bien que rationnelles à grande échelle, ajoutent des frais indirects aux coûts de construction, limitant ainsi davantage la quantité des investissements susceptibles d'être reçus (Cheshire et coll., 2012 et 2014 ; Brueckner et Lall, 2015). Ces « taxes implicites » peuvent diminuer l'élasticité de l'offre et gonfler les prix (La Cava, 2016 ; Buckley et Mathema, 2007 ; Cheshire et coll., 2014).

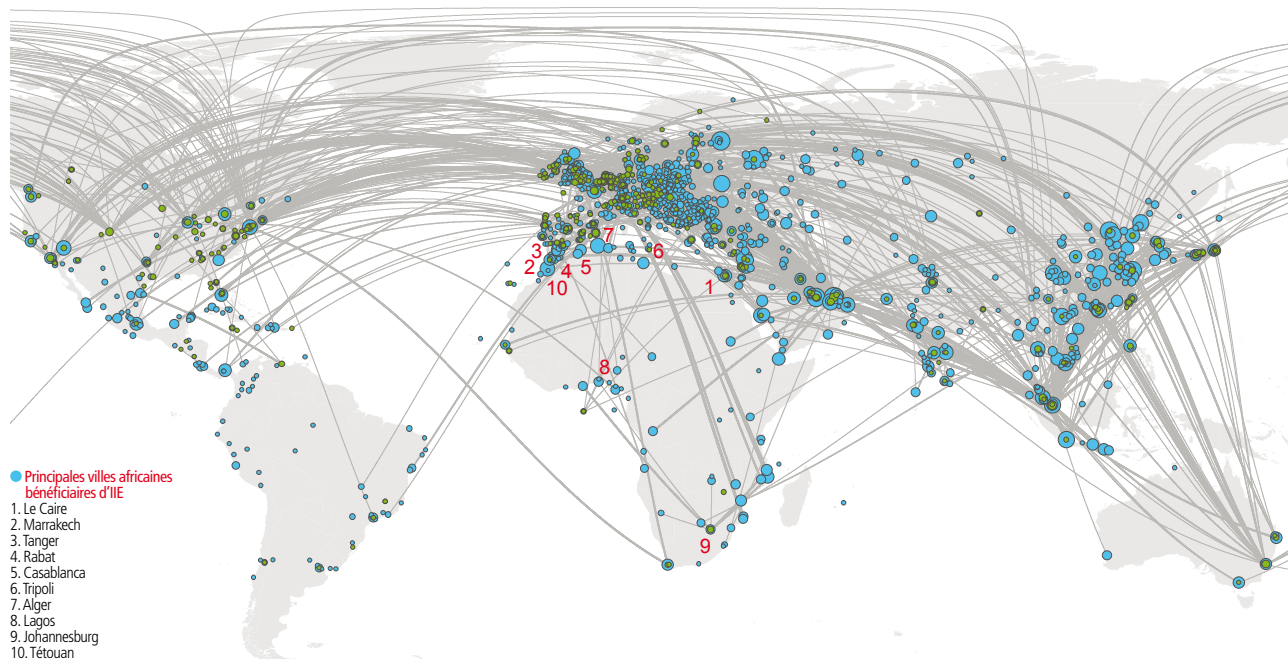
Il faut toutefois nuancer ceci avec le fait que différents aspects de l'urbanisme peuvent avoir un impact différent en fonction des régions concernées. À titre d'exemple, dans les zones urbaines à faible densité d'Europe de l'Ouest, les restrictions de densité ont un impact négatif sur l'attraction des IIE en raison de taxes implicites (Cheshire et Hilber, 2008). Ceci a peut-être un effet inverse en ASS, où une densité démographique excessive peut provoquer des externalités négatives en matière d'agglomération, limiter l'offre des terres développables, et, au final, dissuader les investissements (Castells-Quintana, 2015 ; Brueckner



Londres, le Caire et Tunis sont les principaux bénéficiaires d'IIE, Londres représentant 15 % des capitaux investis à l'échelle mondiale

©Lowerkase

Carte 6.1. Le réseau géographique mondial des investissements immobiliers étrangers (IIE) (2006 - 2014)



Ronds bleus : IIE au niveau de la ville Ronds verts: IIE vers l'étranger au niveau de la ville
 Source : Van Gil, Van Haaren et Wall, 2017, données de fDi Markets et indicateurs de développement mondial de la BM

et Lall, 2015). Quoiqu'il en soit, la régulation de l'urbanisme devrait avoir un impact sur les modèles d'investissement. De ce point de vue, les facteurs des IIE peuvent avoir des impacts différents dans différentes régions, et les caractéristiques locales ont typiquement une influence relativement importante sur leurs flux (Laposa, 2007; Holsapple et coll., 2006 ; Fereidouni et Masron, 2013 ; Rotherberger, 2010). En résumé, on peut en conclure que l'activité économique internationale, l'environnement macroéconomique, les facteurs géographiques, les facteurs institutionnels et les mécanismes d'urbanisme ont tous une influence sur les IIE d'une manière ou d'une autre.

La répartition géographique des IIE

En termes de dollar américain, la répartition des flux d'IIE dans les villes mondiales est inégale (voir la figure 6.1). On constate par exemple que Londres attire à elle seule près de 15 % des capitaux mondiaux d'IIE et que les 30 villes du monde représentent environ 90 % du total des flux d'IIE. Londres, Le Caire et Tunis sont les trois principaux bénéficiaires d'IIE à l'échelle mondiale, dans un ordre décroissant. Ces trois villes attirent près de 33 % des IIE. Les quatre villes d'ASS

de notre échantillon attirent une quantité d'IIE relativement modeste, et représentent moins de 1 % du total des flux d'IIE. En ce qui concerne la création d'emplois toutefois, il est généralement préférable à l'échelle mondiale d'attirer un plus grand nombre d'investissements, qu'une plus forte valeur. Bucarest a, par exemple, reçu plus de 104 investissements (valeur totale : 15,6 milliards de dollars) ayant généré plus de 210 000 emplois directs. Au cours de la même période, Tunis n'a reçu que six investissements dont la valeur combinée correspond à 20,4 milliards USD ; ces derniers n'ont généré qu'environ 10 000 emplois.

La distribution des IIE à travers le continent africain est fortement biaisée en faveur de l'Afrique du Nord (voir la figure 6.1). De 2006 à 2014, l'Algérie, l'Égypte, le Maroc et la Tunisie ont collectivement attiré près de quatre fois plus d'IIE que les 49 autres pays africains combinés. Une inégalité similaire a été révélée par d'autres études, avec une concentration des IIE dans les couloirs Casablanca-Tripoli et le couloir du Nil (Adb et coll., 2016). Non seulement cette région bénéficie d'une position avantageuse en termes d'IIE, mais elle reçoit également la valeur d'IED la plus élevée. Ceci s'explique sans doute par son affinité culturelle avec les États arabes et sa proximité à l'Europe, et le fait que ces pays

Tableau 6.1.
Déterminants des investissements immobiliers étrangers (IIE) dans les pays africains (2006-2014)

Variables	Modèle binominal négatif (Afrique) totalité des IIE
Qualité réglementaire	++
Option de propriété foncière en tenure libre	0-
Politiques d'urbanisme rigides	---
Jours pour obtenir le permis de construire	---
Taille de la population urbaine	++
Taux de croissance urbaine	+
Totalité des IED	+++
Contrôle de la corruption	++
Zone économique spéciale	++

Source : Van Gil, Van Haaren et Wall, 2017, données de fDi Markets et autres indicateurs

+++ Relation très significative et positive	-- Relation plus significative et négative
++ Relation plus significative et positive	- Relation significative et négative
+ Relation significative et positive	0+ Relation non significative, mais positive
--- Relation très significative et négative	0- Relation non significative, mais négative

d'Afrique du Nord possèdent tous des économies fortes, des infrastructures bien développées et un bon capital humain, des facteurs très attractifs pour les investisseurs. Une forte démographie et une forte demande en logements donnent par ailleurs lieu à la construction de nouvelles villes qui stimulent les IIE (voir l'étude de cas sur Le Caire dans la partie C de ce rapport).

Il est clair que les flux de capitaux en termes de dollars américains (la valeur) sont plus concentrés que le nombre réel d'investissements (le nombre). S'agissant des IIE, le nombre d'investissements est plus largement réparti dans d'autres couloirs d'investissement africains, comme le couloir Gauteng-Maputo et le couloir Accra-Lagos. La répartition et la concentration du nombre d'IIE in ASS montrent une concentration plus particulière dans les couloirs Accra-Lagos et Gauteng-Maputo. Le nombre de IIE est regroupé de façon similaire et on constate aussi l'émergence d'un nouveau couloir qui s'étend de Pemba jusqu'au lac Victoria. Par ailleurs, les deux villes d'ASS affichant le plus haut niveau d'IIE, à savoir Luanda et Djibouti, se situent en dehors des principaux couloirs d'investissement en Afrique (Adb et coll., 2016). Le cas de Luanda peut s'expliquer par la hausse des prix de l'immobilier due à l'exploration pétrolière. Les IIE de Djibouti sont sans doute dus au tourisme, l'un des principaux secteurs économiques du pays à afficher une croissance, avec près de 63 000 arrivées par an pour profiter de ses plages, ses îles et son climat. Par ailleurs,

Djibouti se situe sur l'une des plus intensives voies maritimes au monde et possède un port important qui exige des types d'immobilier spécifiques.

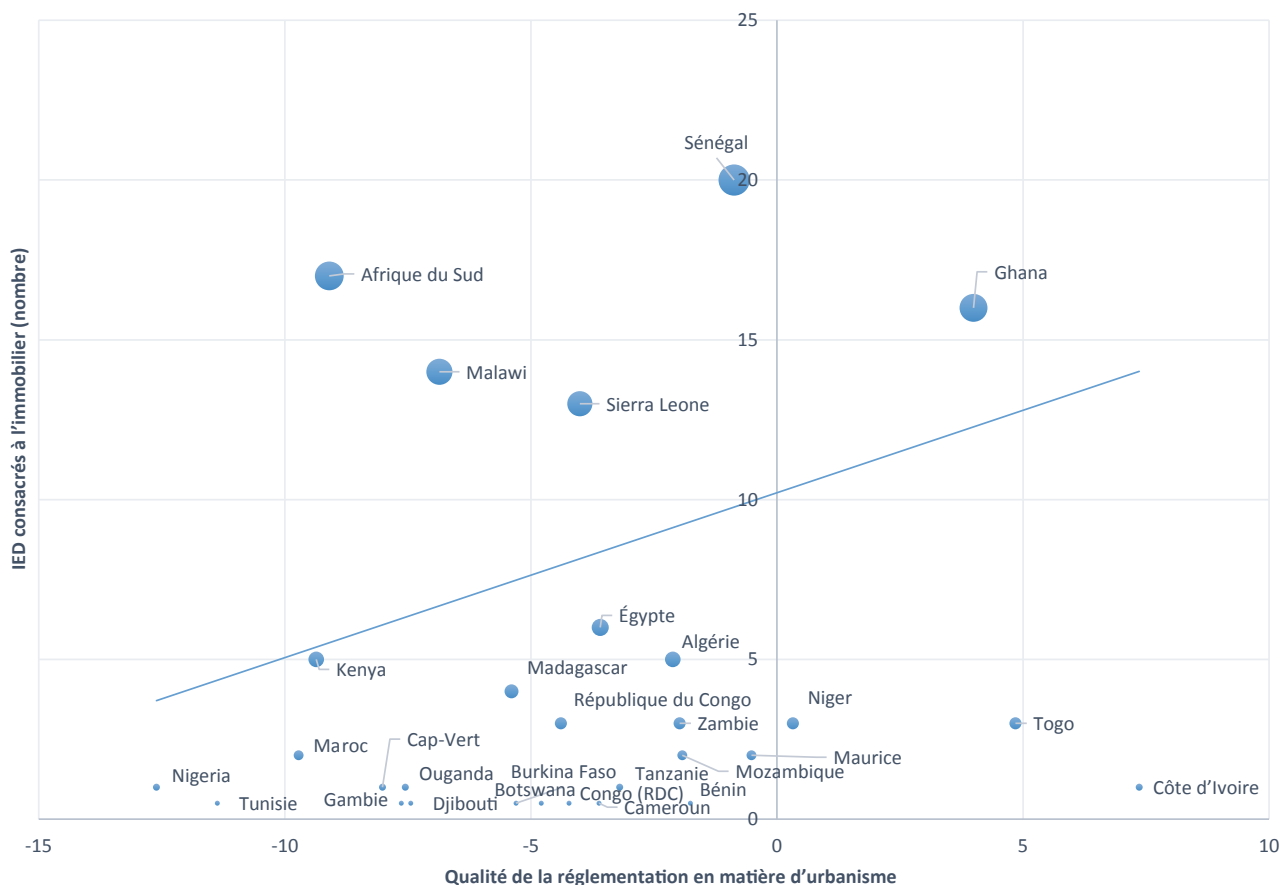
Les facteurs déterminants des IIE

Les résultats de nos recherches sur l'Afrique et le reste du monde montrent que les IED constituent un facteur très déterminant pour attirer des IIE, tandis que les barrières commerciales ont au contraire un impact négatif (voir la carte 6.1). Ces résultats soulignent l'importance de l'internationalisation et l'intégration économiques pour les IIE. Ce point appuie les conclusions de certaines théories comme le modèle d'Uppsala (Vahlne et Johanson, 2013), les concepts de réseaux urbains mondiaux (Friedmann, 1986 ; Sassen, 2005 ; Wall et van der Knaap, 2011), ainsi que différentes théories liées aux effets de la compétitivité et de l'agglomération (Jacobs, 1969 ; Duranton et Puga, 2004 ; Cheshire et coll., 2014). Comme prévu, notre analyse confirme que la taille de la population urbaine alliée à une bonne croissance a une influence positive l'attraction des IIE en augmentant la demande en logements et en proposant aux investisseurs un marché de plus grande taille (voir aussi l'étude de cas sur la ville du Caire dans la partie C de ce rapport).

Par ailleurs, une meilleure qualité réglementaire favorise les chances d'attirer des IIE comme l'indiquent les signes négatifs très significatifs des politiques d'urbanisme rigides ainsi que le nombre de jours requis pour obtenir un permis de construire. Ainsi, des processus bien établis relatifs aux terres et aux titres de propriété sont plus importants que le fait de pouvoir acquérir des terrains en tenure libre.

Des politiques d'urbanisme rigides et le délai nécessaire pour obtenir un permis de construire ont un impact négatif sur la quantité des IIE attirée (voir la figure 6.1). Ceci correspond aux conclusions d'auteurs qui soutiennent que les lois d'urbanisme imposent des normes trop élevées au regard des niveaux de revenus à travers l'Afrique et que cette disjonction de planification est liée à une mauvaise performance économique et à la formation de zones de peuplement informelles (bidonvilles) (Mabogunje, 1990 ; Obeng-Odoom, 2015 ; Collier et Venables, 2013 ; Brueckner et Lall, 2015). En Afrique, l'enregistrement foncier est un processus complexe et onéreux. L'appropriation des terres, l'inefficacité de l'administration foncière, la documentation de mauvaise qualité, le manque de transparence, le manque de demande et de capacités

Figure 6.1. IIE (nombre) et qualité de la réglementation en matière d'urbanisme en Afrique (2006-2014)



Source : Van Gil, Van Haaren et Wall, 2017, données de fDi Markets et indicateurs de développement mondial de la BM

pour des arpenteurs-géomètres sont les principaux obstacles à l'amélioration de la gouvernance foncière (Lall et coll., 2017). L'étude de cas de Kigali exposée dans la partie C de ce rapport montre que les réformes institutionnelles et administratives ont placé le Rwanda parmi les meilleurs pays en matière de facilité à faire des affaires et qu'en conséquence, ce pays a attiré des quantités croissantes d'investissements au cours des dernières années. Le Conseil de développement du Rwanda a été créé en septembre 2008 pour accélérer les activités de développement et aider les investisseurs étrangers à monter des entreprises au Rwanda en proposant des informations utiles et en assouplissant les barrières administratives.

Il semble très plausible qu'un équilibre précaire au niveau de la régulation du développement urbain soit nécessaire pour attirer des investissements. Si des règlements de planification élémentaires permettent de réduire le risque de ne recevoir aucun

investissement, ces dernières peuvent également limiter la quantité attirée. Autrement dit, il est important que ces règlements soient moins complexes, plus transparents, plus adaptés au contexte local et qu'ils se limitent au minimum nécessaire. Les institutions africaines chargées de la planification et de l'urbanisme sont souvent inefficaces, car elles utilisent, pour la plupart, des codes de réglementation et des modèles de planification provenant de régimes coloniaux ou importés par d'autres pays développés et ces modèles ne sont pas toujours appropriés pour l'Afrique d'aujourd'hui. Dans plusieurs villes africaines, il est économiquement impossible pour les ménages et les entreprises d'acquérir officiellement des terres en raison de l'inefficacité de la réglementation. D'autres terres doivent par conséquent être trouvées dans les secteurs informels (Lall et coll., 2017).

Cette recherche s'est concentrée sur l'attraction des IIE car ce facteur peut constituer une source de



Le port de Djibouti et les atouts touristiques du pays expliquent ses capacités à attirer des IIE en termes de villes d'Afrique subsaharienne

capital important pour le développement immobilier urbain en ASS. Les IIE créent un nombre relativement élevé d'emplois, peuvent améliorer la croissance et constituent un investissement direct dans l'environnement bâti. Les IED dans d'autres secteurs ont l'impact le plus positif et le plus significatif sur l'arrivée d'IIE, à la fois dans les villes mondiales et les villes d'ASS. Les barrières commerciales ont en revanche un effet négatif sur l'attraction d'IIE, ce qui souligne l'importance d'une activité économique internationale pour attirer des IIE. Contrairement aux théories générales sur les IED, notre étude des villes mondiales a révélé que des environnements relativement moins transparents, associés à des niveaux de développement technologique et financier plus faibles, peuvent avoir un impact positif sur l'attraction directe d'IIE. Ces résultats indiquent que contrairement aux IIE indirects (Lieser et Groh, 2013), les IIE directs, sont plus attirés par les imperfections du marché (Kusiluka, 2012 ; Rotherberger, 2010). Des niveaux de transparence moins élevés pourraient en effet offrir un accès préférentiel à certains marchés plus rentables (Salem et Baum, 2016). Ceci étant, nos résultats indiquent également qu'un manque de transparence et d'autres imperfections du marché dissuadent l'attraction des IIE et qu'il y a donc une limite à l'effet favorable de ces imperfections.

Dans nos analyses africaines, des niveaux de revenus plus élevés ont un impact très faible, mais négatif sur le quantité d'IIE attirée, ce qui contredit la littérature disponible sur les IED en général et les IIE indirects (Lieser et Groh, 2013). Des niveaux de revenus plus élevés réduisent toutefois sensiblement les chances de ne recevoir aucun investissement. Autrement dit, les IIE directs sont attirés par des marchés de niche et d'assez bons niveaux de développement en matière d'institutions, d'infrastructures et d'économie lorsque les IIE indirects ne constituent pas (encore) un modèle fiable ou fonctionnel, en raison des limitations du développement technologique et financier.

En règle générale, on constate que le modèle de développement de zones économiques spéciales (ZES) semble bien fonctionner pour de plus en plus d'IIE et d'IED (Zeng, 2015). Ces ZES sont des domaines désignés où les réglementations diffèrent des autres domaines au sein d'un même pays. Ces réglementations concernent l'extension de mesures incitatives de nature fiscales et autre pour attirer les IED. Ce modèle semble bien fonctionner en ASS où les ZES offrent aux investisseurs un environnement attractif et bien régulé dans des pays où la réglementation tend généralement à être opaque. D'autres approches stratégiques intégrées seraient



© Derejeb

toutefois souhaitables. Les ZES devraient être intégrées à la ville hôte de manière complémentaire, pour éviter d'aspérer les investissements vers cette dernière et les autres régions (Watson, 2013 ; Zeng, 2015). Les gouvernements devraient notamment formuler des politiques et des réglementations plus exhaustives en matière d'allocation des terres ZES de manière à compenser les occupants existants de ces terres. Trop souvent, les populations pauvres sont simplement déplacées avec peu, voire aucune compensation, pour accommoder d'importantes transactions foncières et créer des ZES. Les pays affichant des taux de croissance urbaine élevés pourraient booster leurs investissements au moyen de ZES, en se méfiant toutefois des gains à court terme posant un risque aux intérêts à plus long terme de la ville.

La qualité réglementaire s'est avérée être un facteur plus important dans notre analyse sur l'Afrique. Ce résultat appuie la nécessité de « démarrer sur de bonnes bases » quand il s'agit d'attirer des investissements (Angelopulo, 2015 ; Tibaijuka, 2009 ; Dasgupta et coll., 2014 ; Glaeser, 2014). Cependant, les environnements d'urbanisme restrictifs semblent limiter la quantité d'IIE attirée, même dans les zones présentant de « bonnes bases ». Ceci est confirmé par d'autres recherches (Mabogunje, 1990 ; Cheshire et

Hilber, 2008 ; Alterman, 2013 ; Collier, 2013 ; Cheshire et coll., 2014 ; Obeng-Odoom, 2015). Ainsi, même si des réglementations élémentaires sont nécessaires pour favoriser l'attraction d'IIE, des réglementations de planification trop rigoureuses peuvent limiter la quantité attirée, et ces réglementations devraient donc s'en tenir à un strict minimum. Selon l'État des villes africaines de 2010, un assouplissement des normes de planification permettrait d'améliorer les marchés fonciers formels en Afrique, au minimum en réduisant le nombre de personnes qui recherchent des solutions alternatives dans les marchés informels. Ce rapport recommande une planification urbaine efficace, des marchés fonciers formalisés et des droits de propriété clairs pour mener à un développement efficace des villes africaines (ONU-Habitat, 2010). L'État des villes africaines 2010 indique par ailleurs que les règlements les plus importants sont la taille minimum des terrains, le zonage foncier visant à limiter le type et l'intensité de l'utilisation des sols, les limitations du rapport sol-surface, et les rapports de subdivision des terrains concernant les terres développables et commercialisables destinées à des nouveaux projets. Des audits de planification urbaine pourraient être utilisés pour identifier les réglementations à modifier afin de parvenir à une densité et une forme urbaines adaptées au taux d'urbanisation (Banque mondiale, 2010).

Conclusion

Les résultats de nos recherches soulignent l'importance de la planification et de la régulation de la croissance urbaine et le fait que, pour stimuler l'attraction d'IIE, les centres urbains doivent investir dans des infrastructures de base avant de passer à des infrastructures plus techniques, comme un accès à Internet haut débit. Plus important encore, les centres urbains affichant des taux de croissance élevés doivent aussi « construire pour accommoder la croissance » (Angel et coll., 2011) et éviter d'appliquer de manière excessive le concept de la « ville compacte ».

Une ville efficace coordonne les investissements dans les infrastructures, les investissements des entreprises dans le capital productif et les investissements des ménages dans le logement (Collier, 2013). Afin de faciliter ces processus d'investissement, une ville doit posséder des réglementations et des procédures claires, minimales, efficaces et transparentes qui favorisent les processus de développement urbain.

Partie B | Chapitre 7

Le paradoxe des IED et de la sécurité alimentaire en Afrique

Par Ronald Wall, Dorcas Nyamai
et Akua Asubonteng

L'Afrique souffre d'un paradoxe en matière de sécurité alimentaire où les denrées alimentaires sont insuffisantes sur un continent présentant un très fort potentiel de production alimentaire
© Djembe







Un tiers de tous les décès d'enfants à l'échelle mondiale sont dus à la malnutrition

© Francvolpato

On parle de sécurité alimentaire quand toutes les personnes ont un accès physique, social et économique à des aliments sûrs, suffisants et nutritifs à tout moment pour répondre à leurs besoins et préférences alimentaires dans le cadre d'une vie active et saine (Sommet mondial de l'alimentation, 1996). Ce concept couvre quatre dimensions : a) la disponibilité matérielle d'aliments (approvisionnement et demande) ; b) l'accès économique et physique (abordabilité et préférence) ; c) l'utilisation des aliments (nutrition) ; et d) la stabilité alimentaire (durabilité) au fil du temps. Plusieurs facteurs, tels qu'un manque de productivité, des chocs économiques, une instabilité politique et des conditions météorologiques défavorables peuvent influencer sur ces dimensions (FAO, 2008).

L'insécurité alimentaire est l'un des fléaux qui affectent l'Afrique depuis plusieurs décennies, parallèlement à des niveaux de pauvreté élevés et des problèmes de santé. Reconnaisant le manque de ressources dans le secteur alimentaire, les gouvernements africains sont de plus en plus encouragés à attirer des IED pour améliorer leur sécurité alimentaire. Cette partie de nos études explore le paradoxe de la sécurité alimentaire en Afrique où les denrées alimentaires sont insuffisantes sur un

continent présentant pourtant un très fort potentiel de production alimentaire. Nous avons examiné l'impact qu'ont les IED sur l'indice de sécurité alimentaire (ISA) en comparant leurs effets au niveau mondial et celui de l'Afrique. L'ISA est un score normalisé qui englobe 28 indicateurs uniques développés par l'Economist Intelligence Unit, en se basant sur trois paramètres clés : la disponibilité, l'abordabilité et la qualité des aliments (nutrition). Ces trois paramètres de sécurité alimentaire sont généralement reconnus par la littérature sur la sécurité alimentaire des pays africains.

Nous avons évalué l'effet de la totalité des IED et des IED spécifiquement consacrés à l'alimentation (investissements dans le secteur alimentaire) sur l'ensemble de l'ISA en employant ces deux échelles géographiques. La même analyse a été effectuée à un niveau plus détaillé pour les sous-indicateurs d'abordabilité, de disponibilité et de qualité/ sécurité de l'ISA. Dans le cas de tous les modèles statistiques, des variables de contrôle ont été incluses, à savoir les exportations agricoles, l'amélioration des installations sanitaires, les taxes d'importation de produits agricoles et les Indices de production alimentaire.

L'Afrique possède un avantage comparatif par rapport à l'économie mondiale grâce à ses très vastes

zones de terres arables, ses précipitations saisonnières et sa main-d'œuvre semi-qualifiée dans le secteur de l'agriculture. Mais malgré ces avantages, le continent tout entier souffre d'insécurité alimentaire depuis plusieurs décennies. Les menaces émergentes et pressantes à la sécurité alimentaire sont amplifiées par d'importants taux de pauvreté, une urbanisation rapide, une forte croissance démographique, une hausse des prix des denrées alimentaires, des conflits et troubles civils, des politiques inadaptées, des institutions faibles, des marchés défaillants, le changement climatique et un manque de productivité et d'investissements (Kwasek, 2012 ; *Rapport sur le développement humain en Afrique*, 2012 ; SFIW, 2015).

Face aux prix élevés des denrées alimentaires, les familles pauvres sont obligées de consommer des aliments moins chers, mais souvent moins nutritifs. Ceci peut avoir des impacts graves sur le bien-être social, physique et mental de millions de personnes, notamment des enfants. Aujourd'hui, un tiers de tous les décès infantiles à l'échelle mondiale est dû à la malnutrition (Banque mondiale, 2010). Ce constat est particulièrement alarmant sachant que les jeunes représentent plus de la moitié de la population entière de l'Afrique. Comme dans d'autres régions du monde, la sécurité alimentaire en Afrique nécessite une amélioration soutenue et durable de la productivité agricole, de la génération de revenus et de la production d'une nourriture saine et abordable. Pour répondre à cette problématique, la Banque africaine de développement a lancé en 2015 une stratégie intitulée « Nourrir l'Afrique » qui vise à assurer l'autosuffisance alimentaire africaine d'ici 2025 par le biais d'une transformation de l'agriculture (CENUA, 2016).

Au cours des dernières décennies, l'économie africaine a entamé une transition depuis une économie à prédominance agraire vers une économie davantage axée sur les services. Dans un même temps, l'Afrique est devenue une destination d'investissement privilégiée pour les investisseurs d'Europe, d'Amérique du Nord, le Moyen-Orient et les économies émergentes d'Asie comme la Chine et l'Inde. Ce phénomène devrait d'ailleurs s'intensifier à l'avenir (McMichael et Schneider, 2011).). Pourtant, l'impact des IED sur la sécurité alimentaire est incertain. Correctement gérés, ces investissements pourraient potentiellement offrir une solution durable pour sécuriser les aliments tout en générant de nouveaux emplois et en créant de la richesse.

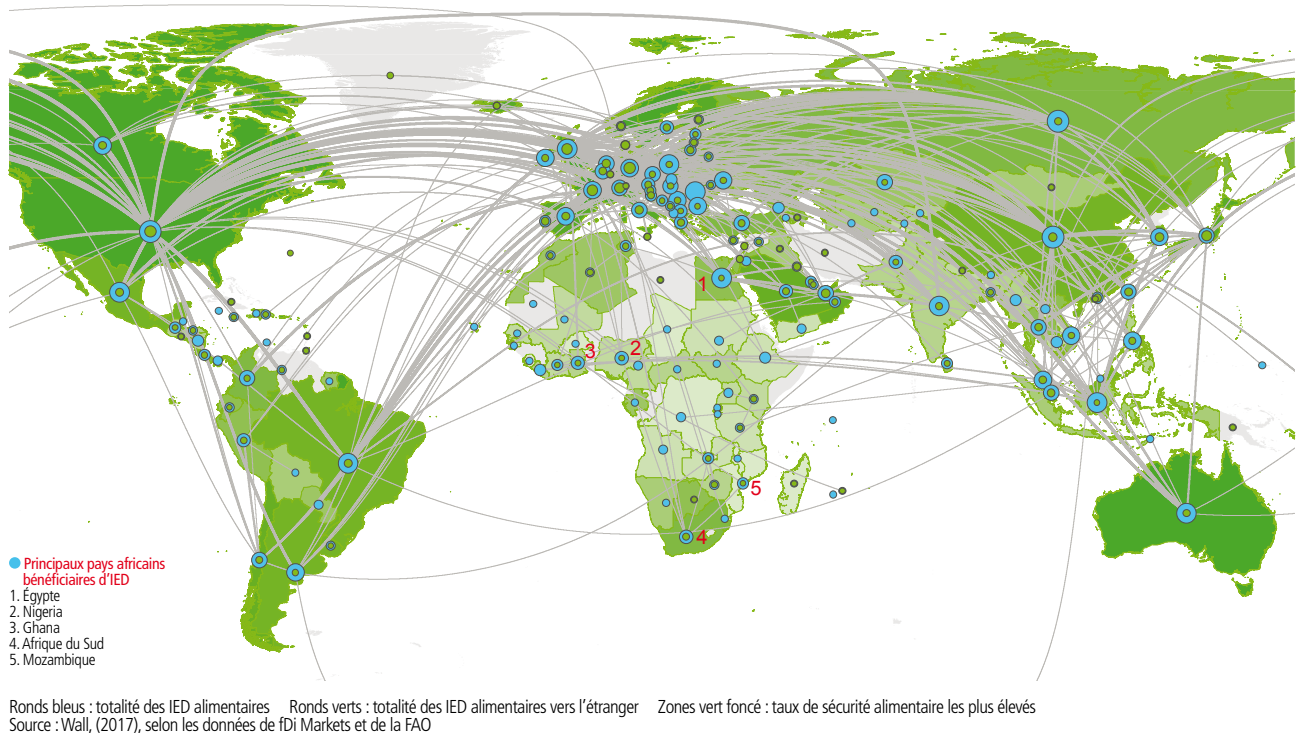
Or, on constate que le nombre de personnes sous-alimentées en Afrique est en constante augmentation, ce qui semble contredire la direction positive de la croissance des IED en Afrique. Cette situation remet en question l'impact réel des activités des sociétés multinationales et des IED sur la disponibilité, l'abordabilité et la qualité des denrées alimentaires. Pour tenter de trouver des réponses à cette problématique, plusieurs études empiriques ont été réalisées en évaluant les relations qui existent entre la sécurité alimentaire (dépendante variable), et les IED (variable indépendante), dans des modèles de régression.

Distribution des IED et sécurité alimentaire dans les pays africains

Les IED constituent une bonne mesure de l'intégration d'un pays au niveau mondial et de son degré d'attraction pour les entreprises internationales. En Afrique, les variations régionales sont particulièrement marquées. L'Afrique du Nord reçoit la plus grande part de la totalité des IED, bien que le taux de conversion d'emplois (emplois générés par chaque million de dollars d'IED) à 1,43 soit inférieur à la moyenne africaine qui est de 1,91. L'Afrique du Nord est suivie par l'Afrique de l'Ouest l'Afrique de l'Est, cette dernière affichant de meilleurs taux de conversion d'emplois comparés à d'autres régions africaines, à l'exception de l'Afrique australe. Bien que l'Afrique australe reçoive le moins de capitaux, cette région affiche le taux de conversion d'emplois le plus élevé (2,84).

La carte 3,1 présente les IED alimentaires et les niveaux de l'Indice de sécurité alimentaire (ISA) à travers le monde. On constate que la majorité des pays africains ont de faibles niveaux d'ISA, tandis que les pays d'Amérique du Nord, d'Australie et de l'UE bénéficient de la meilleure sécurité alimentaire à l'échelle mondiale. En Afrique, l'Égypte est le plus grand bénéficiaire d'IED alimentaires, devant, dans un ordre décroissant, le Nigeria, le Ghana, l'Afrique du Sud et le Mozambique. Il n'est peut-être pas surprenant que l'Égypte affiche également le plus haut niveau de sécurité alimentaire en Afrique. Pourtant, d'autres facteurs entrent clairement en jeu, sachant que le Nigeria et le Ghana, qui ont également reçu d'importantes quantités d'IED alimentaires, figurent parmi les pays ayant la plus mauvaise sécurité alimentaire en Afrique. Les autres pays ayant une sécurité alimentaire relativement élevée sont

Carte 3.1. Répartition des IED alimentaires moyens et sécurité alimentaire dans l'ensemble des pays (2012-2014)



le Maroc, l'Afrique du Sud et la Tunisie. La majorité des pays africains souffrent d'insécurité alimentaire, comme notamment la République démocratique du Congo, la Tanzanie, le Mozambique, Madagascar, la Guinée, la Côte d'Ivoire et le Togo, par ordre décroissant. Ces pays sont suivis par le Mali, le Niger, le Tchad, le Soudan, l'Angola, la Zambie et le Malawi.

La sécurité alimentaire à l'échelle mondiale

La sécurité alimentaire est un enjeu mondial. Après la pauvreté, il s'agit du deuxième Objectif de développement durable des Nations Unies (ODD). Ces deux sujets sont d'ailleurs étroitement liés. La sécurité alimentaire est à la fois une cause et un effet de conflits, de croissance démographique, de sécheresses, de la hausse des prix et de pratiques agricoles inadéquates (Maxwell, 1999 ; Naylor et Falcon, 2010 ; Altman et coll., 2009). Dans la mesure où la croissance économique peut changer la donne en matière de pauvreté et d'insécurité alimentaire, beaucoup de pays adoptent aujourd'hui des politiques ciblées telles qu'une ouverture ou une libération du commerce afin de promouvoir la croissance. Les IED sont perçus comme un moyen efficace pour améliorer cette croissance.

Il est également utile d'examiner la relation qui unit les IED à la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale. Premièrement, on constate que la totalité des IED et les IED alimentaires n'ont pas d'influence significative sur l'ISA, ni sur les sous-indicateurs que sont l'abordabilité, la disponibilité et la qualité. Cela peut être dû à l'hétérogénéité des données (trop d'influences spécifiques à chaque pays comme des politiques, langues et cultures différentes). Néanmoins, d'autres facteurs tels que les exportations agricoles, l'amélioration des installations sanitaires (hygiène liée à la manutention, au traitement et au conditionnement des denrées alimentaires), les tarifs des importations agricoles et l'indice de production alimentaire, ont un impact significatif sur la sécurité alimentaire au niveau mondial.

Deuxièmement, de meilleures installations sanitaires sont un facteur très important pour améliorer la sécurité alimentaire. Une plus grande propreté et des niveaux d'hygiène plus élevés sont en effet liés à de meilleurs niveaux de sécurité alimentaire étant donné qu'une amélioration des conditions sanitaires est associée à une meilleure santé, une meilleure productivité et des revenus plus élevés. Ce point est particulièrement important pour l'industrie

agroalimentaire, qu'il s'agisse du conditionnement de produits laitiers, de viande, de légumes ou de fruits. Quand on examine de plus près les sous-indicateurs de l'ISA, on observe que de meilleures installations sanitaires sont particulièrement importantes pour la disponibilité et la qualité / sûreté des aliments, mais que ce facteur n'affecte pas leur abordabilité.

Troisièmement, les taxes sur les importations agricoles ont une influence positive et importante sur l'ISA en règle générale. Autrement dit, les pays qui dépendent le moins d'importations dans ce domaine (en produisant leurs propres aliments) affichent une sécurité alimentaire supérieure. Ceci est appuyé par le fait que l'abordabilité est le seul sous-indicateur significatif positif. Cela suggère que les taxes imposées sur les denrées alimentaires agricoles dissuadent les produits concurrents étrangers et stimulent au contraire la concurrence locale en matière de production alimentaire ce qui rend le prix des denrées plus abordables. Les taxes sur les importations agricoles n'ont aucune importance particulière du point de vue de la disponibilité et de la qualité / sûreté de la sécurité alimentaire.

Quatrièmement, l'Indice de production alimentaire ne semble pas avoir d'effet significatif sur l'ISA, alors qu'en revanche les exportations alimentaires diminuent clairement la disponibilité des aliments, augmentant ainsi l'insécurité alimentaire. Ceci s'explique par le fait que les exportations alimentaires se sont souvent au détriment des denrées alimentaires locales, comme les cultures vivrières qui sont exportées pour servir de biocarburants ou d'aliments pour

animaux. Cette conclusion est également appuyée par les sous-indicateurs de l'abordabilité, de la disponibilité et de la qualité / sûreté qui révèlent tous des impacts négatifs significatifs. Depuis les années 80, les importations agricoles ont augmenté plus rapidement que les exportations, atteignant 47 milliards de dollars américains, et entraînant un déficit de 22 milliards de dollars (FAO, 2011). On peut en conclure que plus un pays exporte ses cultures de façon disproportionnée, moins ses aliments sont abordables et disponibles au niveau local. Cette situation a bien sûr un impact sur la qualité et la sécurité des produits alimentaires. Ces résultats ne suggèrent pas que les exportations alimentaires sont mauvaises en soi, mais que les pays ne doivent pas exporter leurs produits alimentaires au détriment de leurs populations. Cela suggère aussi qu'une fois que les populations locales auront été adéquatement approvisionnées, l'exportation des aliments excédentaires aura un effet positif sur la prospérité future de ces pays.

La sécurité alimentaire à l'échelle continentale africaine

Nous avons ensuite exploré l'impact des IED sur la sécurité alimentaire en Afrique. Le tableau 3,1 indique que la totalité des IED a un impact significatif et positif sur l'ISA en Afrique, même si du point de vue des sous-indicateurs de l'ISA, cet impact se rapporte spécifiquement à l'abordabilité, et, à un moindre degré, à la qualité / sûreté. Cela appuie la perception généralement acceptée qu'une augmentation des

Tableau 3.1.
Relation entre les IED et la sécurité alimentaire en Afrique

Variables	Indice de sécurité alimentaire	Indice de sécurité alimentaire	Abordabilité	Abordabilité	Disponibilité	Disponibilité	Qualité et sécurité	Qualité et sécurité
Totalité des IED	++		++		0-	0-	+	
IED alimentaires		0-		0-		0-		0+
Exportations agricoles	0-	0-	0+	0+	-	--	0-	0-
Meilleures installations sanitaire	+++	0+	++	0+	++	++	+++	+++
Taxes sur les importations agricoles	++	0+	+++	+++	0+	0+	0-	0+
Indice de production alimentaire	0+	++	0+	0+				

Source : Wall, Nyamai et Asubonteng (2016)

+++ Relation très significative et positive ++ Relation plus significative et positive + Relation significative et positive --- Relation très significative et négative
 -- Relation plus significative et négative - Relation significative et négative 0+ Relation non significative, mais positive 0- Relation non significative, mais négative

IED dans les pays africains contribue à améliorer la productivité dans l'ensemble et à augmenter les revenus, ce qui, à son tour, permet aux populations d'acheter des aliments et d'exiger des niveaux plus élevés en matière de qualité et de sécurité des aliments. À l'échelle continentale, l'Égypte affiche la meilleure abordabilité alimentaire ce qui n'est peut-être pas surprenant sachant que ce pays est celui qui reçoit la plus grande quantité d'IED en Afrique en termes de valeur. Elle est suivie par le Nigeria, l'Angola, l'Afrique du Sud et le Kenya (voir la figure 3,1). Inversement, des pays comme le Niger, le Burundi et la Guinée reçoivent des quantités minimales d'IED, et ont les niveaux d'abordabilité les plus faibles d'Afrique.

On constate par ailleurs que les IED alimentaires en Afrique ont un effet insignifiant sur l'ISA. Ceci est probablement dû au fait que les investissements alimentaires s'intéressent davantage à l'exportation de ces produits vers des destinations situées en dehors de l'Afrique, plutôt qu'à la stimulation de la sécurité alimentaire locale. Cette constatation est confirmée par l'indicateur des exportations agricoles, lequel influence négativement le sous-indicateur de la disponibilité de l'ISA. Il ressort également du tableau 3,1 qu'une amélioration des installations sanitaires a un effet positif, comme la totalité des IED, sur

l'ISA et ses sous-indicateurs que sont l'abordabilité, la disponibilité, et la qualité / sûreté. On peut par conséquent affirmer qu'un meilleur niveau de propreté et d'hygiène contribue à améliorer la sécurité alimentaire. Comme avec les résultats de notre analyse globale, les taxes sur les importations agricoles contribuent aussi de manière à l'amélioration de la sécurité alimentaire. Ceci s'explique sans doute par le fait que ces taxes dissuadent l'arrivée de produits concurrents étrangers et stimulent la concurrence locale en matière d'alimentation. Comme le montrent les sous indicateurs de l'ISA, cet aspect affecte particulièrement l'abordabilité des aliments.

Pour vérifier la mesure selon laquelle les pays africains importent et exportent des denrées alimentaires, une analyse supplémentaire est incluse dans cette étude. Celle-ci examine les importations et les exportations de dix produits alimentaires entre différents pays du monde. On constate que, comme beaucoup d'autres régions du monde, l'Afrique importe de grandes quantités de blé (ronds verts), mais n'exporte pratiquement pas, tandis que dans les régions où l'alimentation est très sécurisée, comme l'Europe et l'Amérique du Nord (voir la carte 3,1), les exportations et les importations de blé sont fortement présentes. Ceci est sans doute dû au fait que le secteur agricole africain



La propreté et l'hygiène favorisent la sécurité alimentaire dans la mesure où un manque d'assainissement provoque des maladies et affecte la productivité de la main-d'œuvre

©Riccardo Lennart Niels Mayer

n'est pas suffisamment avancé pour être compétitif au niveau mondial. On notera aussi qu'il est souvent plus coûteux d'organiser une production alimentaire au niveau national et que, dans beaucoup de cas, l'importation d'aliments revient moins cher.

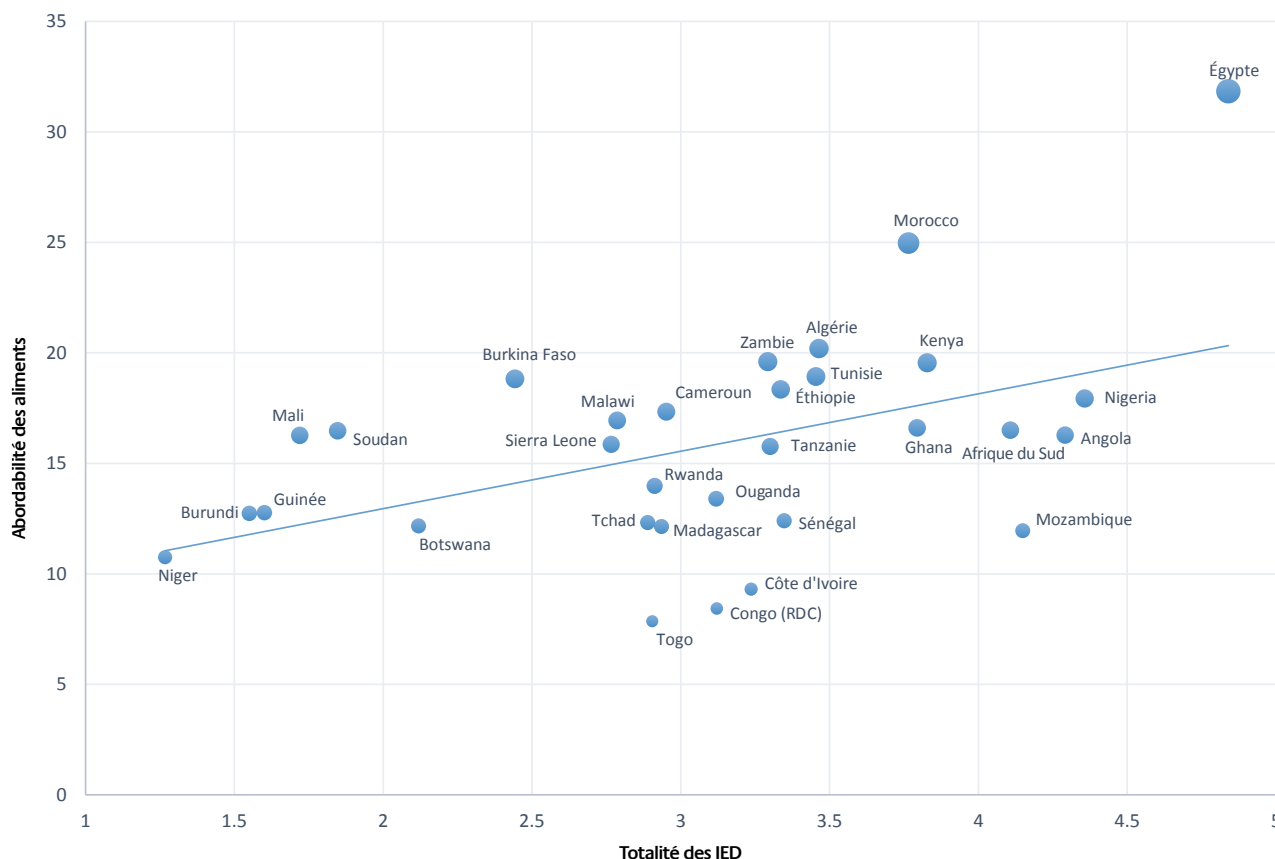
Sur la base de ce qui précède, on pourrait avancer que de plus modestes variations entre les importations et les exportations favorisent la sécurité alimentaire. Outre le blé, les pays africains dépendent généralement d'importantes importations de produits comme le riz et le maïs, et de viande (protéines essentielles) comme le poulet, le bœuf et le porc. Les importations disproportionnées de ces glucides et produits protéiques essentiels sont clairement un élément déterminant de la dépendance, de la vulnérabilité et de l'insécurité alimentaires. Par ailleurs, comme on le constate au niveau de l'Afrique (tableau 3.1), mais aussi à l'échelle mondiale, les taxes d'importations de produits agricoles améliorent positivement la sécurité

alimentaire, notamment du point de vue du sous-indicateur de l'abordabilité. En d'autres termes, des réglementations plus strictes en matière d'importation permettraient de protéger les producteurs alimentaires à l'échelle nationale, de stimuler la production alimentaire au niveau local et d'assurer une meilleure abordabilité des aliments. Cette situation pourrait aboutir à la production d'excédents et stimuler les exportations. La sécurité alimentaire de nombreux pays africains devrait s'améliorer dès qu'un bon équilibre sera obtenu en matière de commerce.

Conclusions

La sécurité alimentaire est un sujet très pertinent pour l'Afrique, d'autant que le nombre de personnes sous-alimentées continue d'augmenter (FAO, 2015). L'Afrique est également confrontée à une demande croissante pour des aliments nutritifs et abordables en raison de

Figure 3.1. La relation entre l'abordabilité des denrées alimentaires et la totalité des IED en Afrique (2012-2014)



Source : Wall, Nyamai et Asubonteng, 2016, fDi Markets et Indicateurs de développement dans le monde de la BM

sa rapide croissance démographique. Non seulement le continent africain souffre aujourd'hui d'insécurité alimentaire, mais ses générations futures seront encore plus à risque. Bien que les gouvernements et les agences internationales aient beaucoup influencé la sécurité, la réduction des ressources accordées par les partenaires nationaux et internationaux a entraîné une baisse de la priorité du secteur agricole en matière de dépenses publiques en faveur d'autres secteurs (Forum économique mondial, 2015). Les IED pourraient combler ce manque d'investissement.

Cette étude explore les impacts qu'ont les IED sur la sécurité alimentaire aux niveaux mondial et africain. Nous avons trouvé des impacts positifs, ambigus et même négatifs des IED sur les économies des pays bénéficiaires. Ce type de contradictions a également révélé par d'autres études. Les études sur les IED alimentaires et leurs impacts sur la sécurité alimentaire ont montré des résultats tout aussi contradictoires. Nos résultats montrent qu'au niveau mondial, ni la totalité des IED ni les IED alimentaires ont un impact significatif sur la sécurité alimentaire ou ses sous-composants que sont l'abordabilité, la disponibilité et la qualité / sûreté des aliments. Les variables de contrôle, telles que les exportations agricoles, l'amélioration des installations sanitaires, les taxes sur les importations agricoles, et l'Indice de production alimentaire ont tous un impact important sur la sécurité alimentaire.

L'amélioration des installations sanitaires a un impact important et positif sur l'amélioration de l'ISA au niveau mondial. La propreté et l'hygiène favorisent la sécurité alimentaire, car un manque d'assainissement provoque des maladies et influence la productivité de la main-d'œuvre et les revenus. L'hygiène est également très importante pour le secteur du conditionnement des aliments. De meilleures installations sanitaires améliorent également la disponibilité et qualité / sûreté des aliments sans toutefois n'affectent pas l'abordabilité des aliments. Cette étude montre également que les taxes sur les importations agricoles augmentent la sécurité alimentaire dans la mesure où une moindre dépendance sur les aliments importés favorise la production alimentaire domestique et conduit à une plus grande sécurité alimentaire.

D'autre part, l'augmentation des exportations agricoles a un effet négatif sur la sécurité alimentaire et ses sous-indicateurs que sont l'abordabilité, la disponibilité et la qualité / sûreté des aliments.

Autrement dit, une augmentation des exportations alimentaires par des entreprises étrangères ne mène pas à la disponibilité de nourriture au niveau local et affecte l'abordabilité des denrées, avec des implications négatives en matière de qualité et de sécurité de ces produits pour les populations locales. À l'avenir, les IED alimentaires devraient par conséquent se concentrer davantage sur les partenariats et l'inclusion économique en ciblant plus particulièrement les marchés locaux.

Dans le cas de l'Afrique, la totalité des IED a un impact important et positif sur l'ISA, notamment en termes d'abordabilité, mais affecte moins la qualité et la sûreté de ces produits. Des résultats similaires ont été obtenus dans diverses municipalités locales de l'Afrique australe où il est clairement démontré que la totalité des IED réduit la famine et l'insécurité alimentaire (Dunstan et coll. 2018). Dans certains pays comme l'Angola, l'Égypte, le Kenya, le Nigeria et l'Afrique du Sud, on note la présence d'une relation plus solide entre les IED et l'abordabilité avec des valeurs d'IED plus élevées et une plus grande abordabilité des aliments (voir la figure 3,1). Vu que le secteur de la production (qui comprend la transformation des aliments) attire la plus grande part des IED en Afrique, ce secteur génère également le plus grand nombre d'emplois. On peut donc en conclure que plus les IED sont élevés dans les pays africains, plus les aliments sont abordables et plus la demande pour des aliments sûrs et de meilleure qualité augmente, en raison de l'augmentation des niveaux productivité et des revenus que génèrent ces niveaux. Les IED de différents secteurs ont aussi des impacts indirects sur la sécurité alimentaire, tandis que les IED dans le secteur de l'agriculture améliorent la sécurité alimentaire dans les pays en développement en augmentant la production. Ils permettent également d'améliorer les connaissances locales et les transferts de technologie.

Dans le cas de l'Afrique, l'étude a révélé des résultats contradictoires dans la mesure où les IED alimentaires n'affectent pas l'ISA de manière significative. Cependant, les signes négatifs indiquent que si la relation était importante, l'impact serait probablement négatif. La logique ici est qu'une grande part des IED alimentaires de l'Afrique est consacrée à l'acquisition de terres agricoles, un facteur qui a un impact négatif sur les économies locales en raison des conflits sociaux, économiques et politiques qu'il soulève. Les études ont montré que 115 millions d'acres de terres agricoles ont été loués à des investisseurs du



Quand l'alimentation est sécurisée au niveau local, les IED alimentaires peuvent permettre au secteur agroalimentaire de contribuer de façon majeure au PIB comme l'ont prouvé l'Argentine et d'autres pays

© Martín Otero

monde entier (externalisation internationale de terres destinées aux exportations alimentaires) et que la majeure partie de ces terres se situent en Afrique (Land Matrix, 2016). Les investissements alimentaires en Afrique sont ainsi devenus une activité de « recherche, de production et d'exportation des ressources » qui ne soutient pas généralement la disponibilité alimentaire locale. La production alimentaire organisée par les investisseurs (multinationales) cible essentiellement des cultures qui revêtent une forte valeur économique sur les marchés mondiaux (p. ex. fruits, oléagineux, café et cacao). Or, ces cultures ne sont généralement pas des aliments de base du pays hôte. Cela explique le paradoxe des pénuries alimentaires dans un continent à haut potentiel de sécurité alimentaire.

De nombreux agriculteurs de subsistance africains déplacés par l'externalisation internationale des terres se voient obligés de migrer vers des centres urbains afin de trouver d'autres moyens de subsistance (ONU-Habitat 2008, 2010 et 2014). Étant donné que ces migrants n'ont généralement pas les compétences requises pour travailler dans les industries manufacturières ou les services en milieu urbain, ils sont plus susceptibles de rejoindre les cohortes de chômeurs urbains ou de finir dans le secteur informel plutôt que de trouver du travail dans des activités urbaines productives. Par ailleurs, les IED alimentaires ont généralement tendance à exporter

les produits alimentaires en dehors de l'Afrique ce qui a un impact négatif sur la sécurité alimentaire locale. Ce point est confirmé par nos résultats qui montrent que les exportations agricoles peuvent avoir un fort effet négatif sur la disponibilité alimentaire. Une augmentation des exportations alimentaires depuis l'Afrique vers le reste du monde entraîne inévitablement une baisse de la disponibilité des aliments sur les marchés locaux et peut influencer sur la sécurité alimentaire dans l'ensemble.

Par conséquent, la politique africaine sur les exportations alimentaires doit encourager des formes de commerce plus durables qui ne nuisent pas aux communautés locales. Il convient toutefois de noter que cette constatation contredit les conclusions d'autres études qui affirment au contraire que les investissements dans le secteur agricole augmentent sensiblement la sécurité alimentaire dans les pays en développement. Nos résultats soutiennent la théorie selon laquelle les IED alimentaires, et notamment dans le secteur agricole, ne profitent pas à l'agriculture locale, car ces investissements se caractérisent trop souvent par des modes de production hautement mécanisés qui ne créent que très peu d'emplois, des mauvaises conditions de travail, un manque de droits du travail, l'épuisement des ressources en eau, une utilisation généralisée de produits chimiques (dont certains sont depuis longtemps interdits dans

d'autres l'économie) et la contamination associée de l'environnement. Il est donc essentiel que les nations africaines apportent un grand soin à la formulation de leurs politiques alimentaires afin de réduire les risques inhérents cités ci-dessus et que les pays hôtes possèdent des capacités suffisantes pour intégrer de nouvelles technologies et connaissances afin de mieux profiter des IED alimentaires

Recommandations

Généralités

Bien qu'il soit recommandé aux pays africains d'encourager l'arrivée d'IED, un certain degré de prudence est toutefois justifié. En effet, les IED alimentaires n'ont aucune relation significative avec la sécurité alimentaire dans la mesure où les multinationales spécialisées dans le secteur alimentaire contrôlent étroitement ces marchés et consacrent typiquement la majorité de leur production à l'exportation avec très peu d'effets indirects en matière de développement local. Par conséquent, toute politique visant à attirer ce type de multinationales doit aussi englober les marchés locaux, l'intégration de la technologie, la coopération avec les entreprises locales et l'inclusion sociale.

Les résultats de notre étude recommandent l'élaboration d'une stratégie bidirectionnelle pour améliorer le secteur agricole des pays africains. Premièrement, le secteur africain de l'agriculture doit être renforcé et modernisé en adoptant des pratiques plus commerciales, mais inclusives à l'aide de méthodes durables afin de produire des aliments dignes d'exportation.

Deuxièmement, la politique de promotion des industries agricoles et leur collaboration avec les multinationales sont essentielles pour tisser des liens entre les secteurs de l'agriculture et de la production à l'échelle corporative.

Si les IED doivent être un investissement complémentaire qui comble les lacunes de financement du secteur alimentaire en Afrique, les IED non dirigés ne doivent pas être utilisés pour garantir la sécurité alimentaire. La sécurité alimentaire doit être visée en encourageant le secteur alimentaire tout entier, depuis la production agricole jusqu'à la transformation des denrées et les chaînes de valeur associées.

Une fois que la sécurité alimentaire sera garantie au niveau local et que les aliments produits seront de bonne qualité, les IED liés à l'alimentation pourront

faciliter les exportations. L'Afrique pourrait tirer d'importants enseignements de l'Argentine, du Brésil et du Chili, où le secteur agroalimentaire contribue de manière significative au PIB, à l'emploi et aux exportations. Les pays africains doivent se concentrer sur l'amélioration de leur productivité agricole, la qualité des aliments, ainsi que la diversité des produits agricoles. Les produits agricoles devraient être transformés en divers produits alimentaires conformément aux normes internationales et exportés vers des marchés internationaux pour faire progressivement évoluer les pays africains vers des produits d'exportation de plus grande valeur (consommé par les marchés mondiaux développés). Cette transition encouragera une croissance économique, la compétitivité et l'intégration de ces pays dans l'économie mondiale. Pour cela, le développement d'institutions et d'infrastructures appropriées et l'attraction d'IED sont essentiels.

L'agriculture urbaine et l'agriculture périurbaine non polluantes devraient également être encouragées dans les villes africaines en exploitant les compétences des travailleurs agricoles déplacés.

Les pays africains doivent augmenter leurs capacités d'intégration des technologies et des connaissances en termes de capital humain, d'infrastructures, de développement technique et d'innovation, de gouvernance et de qualité institutionnelles afin d'améliorer leur production agricole et d'assurer leur sécurité alimentaire.

Étant donné que l'amélioration des installations sanitaires contribue à améliorer l'ISA du point de vue de l'abordabilité, la disponibilité et la qualité / sûreté, il est par ailleurs recommandé que la propreté, la promotion de l'hygiène et la prévention des maladies soient encouragées par la mise en place de bonnes conditions sanitaires pour les aliments, les manipulateurs d'aliments, le conditionnement des aliments, les installations de préparation et le matériel tout au long du processus de production et conformément aux normes de qualité et de sécurité internationalement acceptées. Pour élargir les marchés des aliments transformés et non transformés à l'extérieur du continent africain, des taxes sur les importations agricoles devraient contrôler l'importation de produits alimentaires de base et permettent la concurrence au niveau local.

Il est également important que les pays bénéficiaires veillent à ce que les contrats d'investissement et les modèles commerciaux



Une ferme de café en Zambie. La production alimentaire organisée par les investisseurs étrangers cible sur des cultures à forte valeur économique sur les marchés mondiaux qui ne sont pas des aliments de base pour les marchés locaux

©Marek Poplawski

respectent les cadres législatifs et politiques pour maximiser les avantages et minimiser les risques afin que les investissements étrangers puissent combler les lacunes en investissement des pays africains à moindre risque.

Il est essentiel que les institutions régionales et nationales jouent un rôle de médiation en veillant notamment à ce que les multinationales s'engagent à être coresponsables de la sécurité alimentaire de la nation, comme dans les exemples récents du Libéria et de Madagascar, et que tous les acteurs de l'alimentation, et plus particulièrement les petits fermiers, participent à ce processus.

La sécurité alimentaire urbaine

Les zones rurales doivent être mieux reliées aux marchés urbains par une meilleure proximité, en développant notamment l'agriculture et l'horticulture périurbaines, les liens de longue distance et des chaînes de valeur.

La politique africaine en matière de sécurité alimentaire devrait être plus sensible au risque de crises de sécurité alimentaire qui affecte les villes en tenant mieux compte des facteurs que sont les entreprises locales et internationales, les petits exploitants, l'innovation alimentaire, la technologie alimentaire, les services alimentaires, le transport alimentaire et la

logistique. Cette approche ne devrait pas traiter les villes comme des entités isolées, mais au contraire, comme des éléments d'un concept plus large afin d'intégrer leur développement au sein de réseaux urbains régionaux, voire mondiaux (marchés et zones de production).

Les politiques urbaines régionales doivent traiter plus efficacement les dimensions sécuritaires de l'abordabilité, la disponibilité et la qualité par la promotion de modèles commerciaux urbains et périurbains pratiques et résilients, comme notamment des groupes alimentaires concurrents (production et services, co-implantation sectorielle, production alimentaire à valeur ajoutée, transformation, conditionnement, logistique, transport, vente en gros, vente au détail, stockage, installations de la chaîne de froid, développement portuaire et stimulation de la R&D).

Enfin, il convient de noter que les recherches menées sur l'Afrique sont entravées par le manque de données disponibles. Un meilleur accès à des informations essentielles sur le secteur alimentaire permettrait de mieux informer les investisseurs, les producteurs et les commerçants, à propos notamment des lacunes qui existent actuellement au niveau de la nature et des besoins de ce secteur. L'accès aux données ouvertes devrait par ailleurs être systématiquement mis à jour.

Partie B | Chapitre 8

Instrument politiques capables d'attirer des IED dans le secteur des énergies renouvelables

Par Ronald Wall, Stelios Grafikos,
Alberto Gianoli et Spiros Stavropoulos

Le Président Lungu a lancé le Programme solaire de la Zambie en 2016 avec l'IFC afin d'encourager les investissements privés et éviter de dépendre de financements de donateurs
© IFC







Parcs éoliens en Afrique du Sud: les investissements éoliens ont connu une croissance stable, car l'énergie éolienne constitue la technologie la plus viable d'un point de vue commercial © Geoffrey Sperring

Le réchauffement climatique est une question de plus en plus importante pour les décideurs des pays de l'hémisphère Sud en développement qui souhaitent améliorer leur durabilité environnementale et économique. Les pays industrialisés se sont engagés à soutenir ces derniers en fournissant des 100 milliards de dollars américains par an par le biais du Fonds vert pour le climat (FVC), créé par la 16e Conférence des parties (COP16). Bien que les investissements étrangers présentent un grand potentiel pour mitiger la menace qui pèse actuellement sur l'environnement au niveau mondial, leur véritable rôle n'a pas encore été bien exploré (Mahews et coll., 2010 ; Peake et Ekins, 2016). Cette étude examine par conséquent les investissements étrangers directs verts (IEDV), qui, dans le cas présent, font référence au secteur des énergies renouvelables.

La CNUCED (2010) définit les IEDV comme le transfert de technologies, pratiques ou produits de

la part de sociétés transnationales (STN) vers les pays bénéficiaires par le biais de capitaux propres (IED) et d'une participation sans capitaux, de manière à ce que leurs activités génèrent considérablement moins d'émissions de gaz à effet de serre qu'elles ne le feraient dans des circonstances normales. Les IEDV affichent déjà de bons résultats en matière de contribution aux industries, pratiques, technologie et compétences respectueuses de l'environnement. De plus en plus de preuves indiquent d'ailleurs qu'il serait plus efficace de promouvoir les investissements privés dans les pays en développement, plutôt que le financement de projets individuels par des donateurs en matière d'énergie propre (Buntaine et Pizer, 2015). Le manque d'investissement public dans les énergies renouvelables pourrait notamment être comblé par des investissements privés. Non seulement ce type d'investissement permet de créer des emplois, mais il

peut aussi conduire au transfert de connaissances, de compétences et d'expertise. Dans cette optique, il est utile d'identifier les politiques les plus efficaces pour attirer ces IEDV.

On constate toutefois un manque de recherche sur ce sujet, particulièrement en ce qui concerne les études à perspective mondiale basées sur de nombreux pays. Cette étude vise par conséquent à démontrer la mesure selon laquelle les politiques d'énergie durable nationales ont affecté l'attraction des IEDV dans différentes économies avancées et en développement. Elle s'intéresse plus particulièrement à la géographie des réseaux d'IEDV mondiaux et aux instruments politiques qui les influencent.

La croissance verte

La croissance verte est un phénomène qui gagne actuellement en visibilité en tant que stratégie de développement économique alternative (Sterner et Damon, 2011). Ce concept fut introduit pour la première fois en 2005 par la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) dans le but d'explorer les moyens d'encourager un modèle de développement durable à faible teneur en carbone pour les économies asiatiques à la croissance rapide (CESAP, 2005). Plus récemment, l'OCDE (2010) a défini la croissance verte comme une croissance économique qui veille à ce que les capacités des ressources naturelles existantes soient protégées. En d'autres termes, le modèle de croissance verte souligne la nécessité de politiques qui relient les défis économiques et environnementaux (Hammer et coll., 2011) et crée des bénéfices économiques qui reflètent la valeur des ressources naturelles de base (OCDE, 2011).

Les investissements étrangers directs verts (IEDV)

On manque toutefois de définition claire pour ces « investissements verts » dans la mesure où il n'existe pas encore de consensus théorique sur ce terme (Inderst et coll., 2012). Cependant, plusieurs études utilisent l'acronyme IEDV pour faire référence à des investissements propres, durables et favorables au climat. Golub et coll. (2011) ont exploré deux hypothèses dans leurs recherches sur les IED et l'environnement. La première porte sur l'effet « paradis pour les pollueurs » qui désigne les IED à la recherche de meilleurs retours sur investissement dans des pays où les lois environnementales sont faibles. La deuxième est l'effet « de halo de la

pollution » où, à l'inverse, les IED encouragent de meilleures pratiques et technologies d'un point de vue environnemental. Cette étude se concentre principalement sur la deuxième hypothèse et les relations qui existent entre différents instruments politiques et le déploiement d'énergies renouvelables.

Les facteurs déterminants qui affectent les IEDV dans le hôte bénéficiaire et, notamment, les décisions des sociétés multinationales comprennent : a) les cadres politiques généraux : politiques environnementales, énergétiques, climatiques et industrielles ; b) les facteurs économiques : les déterminants généraux des IED tels que les facteurs de recherche de marché, de recherche de ressources, de recherche d'efficacité et de recherche stratégique ; c) la facilitation des affaires : les politiques nationales et locales qui favorisent les investissements à faible teneur en carbone ; et d) les coûts de production : réduction des coûts découlant d'économies réalisées sur le matériel, les ressources et l'énergie (CNUCED, 2010 ; Hanni et coll., 2011).

Les IEDV dans les énergies renouvelables

Les énergies renouvelables peuvent potentiellement réduire les émissions de gaz à effet de serre et atténuer les changements climatiques en employant des procédés, produits et services plus propres. On constate que les IEDV dans les énergies renouvelables (comme les énergies solaires, éoliennes, hydroélectriques, géothermiques ou les énergies produites par la biomasse) ont augmenté depuis l'année 2003, suite aux interventions internationales visant à réduire les émissions de GES (CNUCED, 2010) et, car les multinationales ont pris conscience que l'écologisation de leurs activités et de leurs chaînes de valeur peut améliorer leur compétitivité et créer de nouveaux marchés pour des produits, services, technologies et innovations écologiques (Bisgaard et coll., 2012). Les multinationales sont d'ailleurs déjà des acteurs de poids dans la génération d'énergies renouvelables dans les économies avancées.

Plus de la moitié de tous les projets d'IEDV créés à ce jour ont vu le jour en Europe en raison de l'engagement de l'Union européenne pour les politiques énergétiques renouvelables. Entre 2004 et 2010, l'Europe (à savoir le Danemark, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne), l'Amérique du Nord (le Canada et les États-Unis) et l'Asie (la Chine et le Japon) ont été les plus grands investisseurs d'IEDV dans les énergies renouvelables. Ces dernières années, on observe toutefois que les économies en développement ont attiré davantage

d'IEDV que les économies développées. Entre 2003 et 2010, la Chine, l'Inde et la Malaisie sont devenues des destinations clés pour les IEDV dans les énergies renouvelables. En 2010, la Chine a d'ailleurs investi davantage dans les énergies renouvelables que l'Europe et est devenue un leader mondial dans la production de modules photovoltaïques et d'équipements éoliens. L'Amérique latine et les Caraïbes sont également devenues des destinations privilégiées pour les énergies renouvelables en 2009 et en 2010 (Eyraud et coll., 2011 ; Hanni et coll., 2011 ; CNUCED, 2010).

Entre 2004 et 2010, l'énergie éolienne représentait près de la moitié de la totalité des flux d'IEDV (Eyraud et coll. (2011). Les investissements éoliens ont connu une croissance stable pour plusieurs raisons : l'énergie éolienne est la technologie d'énergie renouvelable la plus commercialement viable qui soit, les technologies ont beaucoup évolué, les risques sont inférieurs et l'appui politique est généralisé.

Politiques pour les IEDV dans les énergies renouvelables

De nombreuses politiques internationales, nationales et locales de promotion ou de facilitation des énergies renouvelables ont été introduites pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) et atténuer le changement climatique, améliorer la sécurité énergétique, et favoriser la croissance verte en stimulant la création d'emplois verts et l'innovation écologique (Eyraud et coll., 2011). De telles politiques de promotion et de facilitation pourraient attirer des IEDV pour des projets d'énergies renouvelables combinés avec des politiques de création de marchés. Les politiques favorables comprennent des prêts de capitaux, des subventions, des mesures incitatives fiscales, et des investissements ou prêts publics (Hanni et coll., 2011).

Le choix des politiques ou des combinaisons de politiques varie selon les ressources du pays concerné, de la maturité de son marché de l'énergie



Les technologies solaires sont moins matures que l'énergie éolienne et plus dépendantes des instruments de réglementation

© Mmnovel

et de son contexte politique (Kitzing et coll., 2012). Les catégories de politiques énergétiques renouvelables les plus courantes sont réglementaires, politiques publiques (POLIMP, 2014) avec des instruments de politique connexes.

Politiques réglementaires

- Les normes du portefeuille renouvelable : en vertu de ce mécanisme, les compagnies d'électricité doivent produire un certain pourcentage d'électricité au moyen de ressources renouvelables.
- Facturation nette : ce système permet aux producteurs d'électricité d'utiliser cette électricité à tout moment, indépendamment du moment où ils ont créé des politiques de marché de l'électricité.
- Tarifs de rachat : ces politiques visent à réglementer le prix des énergies renouvelables, en veillant à ce qu'il reste stable. Les tarifs de rachat sont les mécanismes qui rémunèrent les particuliers qui produisent de l'énergie propre.
- Soutien financier : un seul paiement gouvernemental ponctuel pour promouvoir l'investissement en couvrant une part ou l'intégralité des coûts en capital.
- Mesures fiscales : des réductions fiscales pour encourager les investissements dans les énergies renouvelables.
- Paiement de production d'énergie : des paiements effectués par le gouvernement par unité d'énergie renouvelable produite.
- Certificats d'énergie renouvelable : des quotas d'énergie renouvelable échangeables entre les entreprises et les pays qui ont dépassé leurs obligations en matière de quotas et ceux qui sont en deçà. Ces CER sont émis lorsqu'un mégawattheure (MWh) d'électricité est produit et livré au réseau électrique à partir d'une ressource énergétique renouvelable.

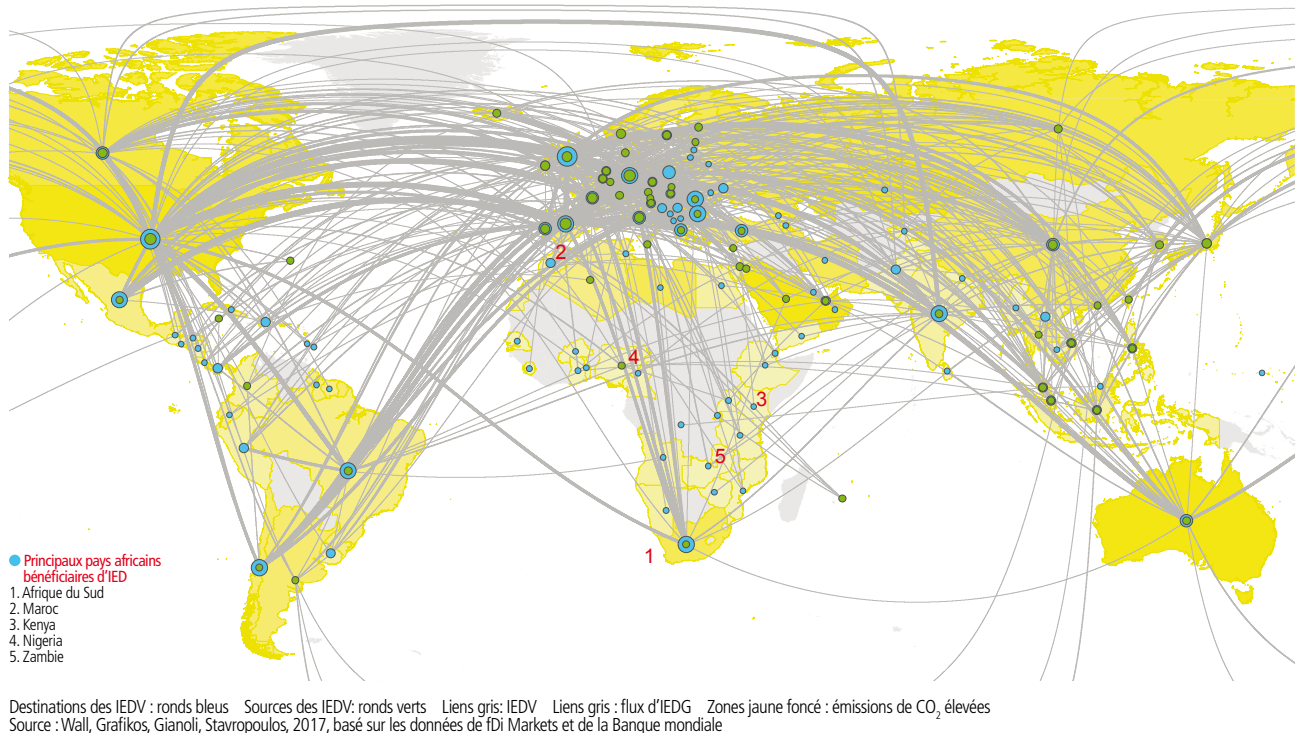
Politiques du marché

- Appel d'offres : la définition du volume d'énergie renouvelable requis en invitant les parties intéressées à soumettre une proposition.
- Investissements publics : l'investissement de l'État dans des projets d'énergies renouvelables.
- Taxe sur le carbone : une taxe imposée sur la teneur en carbone des combustibles fossiles.
- Système d'échange de quotas d'émission : ce système réglemente la production et la consommation d'énergie propre d'un marché donné.

Les obligations des politiques réglementaires sont généralement des instruments efficaces pour encourager les investissements dans les énergies renouvelables, comme le confirment différentes études (p. ex. Bolkesjø et coll., 2014) qui démontrent que ces obligations et ces appels d'offres ont eu un effet significatif et positif sur le développement de la bioénergie dans la production électrique des pays européens. Il en va de même pour les politiques conçues afin de promouvoir la production d'énergie éolienne aux États-Unis (Menz et Vachon, 2006). En matière de diffusion des technologies d'électricité renouvelable toutefois, on note que si ces politiques ont certes un effet positif, elles ne sont peut-être pas l'instrument le plus efficace (del Rio et Bleda, 2012).

Les politiques de marché telles que les taxes carbone et les certificats échangeables peuvent potentiellement favoriser les investissements et le déploiement d'énergies renouvelables (Helm, 2002 ; Rogge et Hoffmann, 2010 ; Smith et Swierzbinski, 2007). En revanche, nous avons obtenu des résultats mitigés dans le cas des mesures incitatives basées sur le marché, comme les systèmes d'échange d'émissions et les programmes de certificats verts concernant les investissements dans les énergies renouvelables (Polzin et coll., 2015). En ce qui concerne les systèmes d'échange, on observe une différenciation sectorielle. L'étude de Polzin et coll. (2015) montre par exemple une influence positive sur les secteurs du vent et de la biomasse, mais négative sur le secteur solaire. Cela pourrait être dû au fait que les technologies d'énergie solaire sont moins matures et plus diversifiées que les technologies éoliennes et donc plus fortement tributaires des instruments de réglementation. Le constat est identique avec les certificats verts dans la mesure où ceux-ci ne semblent pas forcément inciter les investissements dans les technologies d'énergie solaire en raison du manque de maturité des technologies et à la faible quantité de certificats générée par capital investi, comparé à d'autres secteurs comme l'énergie éolienne. D'après Oikonomou et coll. (2010), bien que la combinaison des diverses politiques d'énergie renouvelable offre davantage d'options et soit censé avoir un effet plus large, en réalité, la sélection de politiques combinées devrait rester prudente et prendre en considération les compromis et les différents objectifs au lieu de se baser uniquement sur des critères économiques. Par ailleurs, les politiques réglementaires ne suffisent pas à influencer les investissements dans les énergies renouvelables sans l'appui de programmes

Carte 8.1. IEDV mondiaux dans les énergies renouvelables par rapport aux émissions de CO₂ au niveau des pays (2005-2014)



financiers pour prendre en charge les coûts d'élaboration des projets et pour combler les lacunes du marché (Klessman et coll., 2013).

Résultats

La carte 8.1 montre le réseau des IEDV relatif aux énergies renouvelables pour la période 2005 à 2014. Les investissements bilatéraux entre les pays sont indiqués par des lignes grises. Plus la ligne est épaisse, plus les investissements entre ces pays sont nombreux et importants. Les ronds bleus correspondent à la globalité des investissements reçus par un pays au cours de cette période. Plus le rond est grand, plus l'investissement global est important. Les ronds verts représentent les investissements de certains pays vers d'autres. Il convient de noter ici que la majorité des investissements en énergies renouvelables se déroulent entre des régions de l'hémisphère nord, mais on trouve également des flux d'investissement relativement élevés entre l'hémisphère nord et plusieurs pays de l'hémisphère sud comme l'Australie, le Brésil, le Chili, le Maroc et l'Afrique du Sud.

La carte 8.1 révèle par ailleurs qu'à l'exception de l'Afrique du Sud, du Maroc, du Kenya, du Nigeria et de

la Zambie, l'Afrique ne reçoit pratiquement pas d'IEDV pour des énergies renouvelables. Sur ces cinq pays, quatre (à l'exception de l'Afrique du Sud) ne reçoivent que de modestes quantités d'IEDV dans les énergies renouvelables comparé au reste du monde. Les États-Unis, les pays de l'Union européenne et l'Inde sont les principaux investisseurs en énergies renouvelables en Afrique du Sud, tandis que la majorité des investissements reçus par le Nigeria provient des États-Unis. Dans le cas du Kenya, le Maroc et la Zambie sont les principaux investisseurs.

La carte 8.1 révèle également les niveaux d'émission de CO₂ des pays dans des nuances de jaune. Plus la couleur est foncée, plus les émissions sont élevées. Les émissions de CO₂ les plus élevées se situent dans les économies les plus avancées, qui reçoivent également le plus haut niveau d'IEDV en énergies renouvelables. Cela montre que non seulement les économies avancées s'engagent clairement à réduire leurs niveaux d'émission de CO₂, mais que l'investissement dans le secteur des énergies renouvelables est une option profitable pour ces économies. En d'autres termes, on peut constater que les engagements environnementaux et les intérêts des entreprises peuvent être combinés avec succès.



Les investisseurs manquent de confiance dans la politique publique, car celle-ci peut être inversée par de nouvelles administrations comme dans le cas du retrait du président américain des accords de Paris sur le climat

© R. Gino Santa Maria

Tableau 8.1.
Impact des politiques sur l'attraction des IEDV pour les énergies renouvelables de différents modes (2005-2014)

Variables	Total		Énergie éolienne		Énergie solaire		Biomasse	
	M1	S.E.	M2	S.E.	M3	S.E.	M4	S.E.
TDR (Tarifs de rachat)	++	0+	++	0+	+	0+	+++	0+
REC (Certificats d'énergie renouvelable)					-	0+		
NPR (normes de portefeuille renouvelable)	++	0+						
FACTN (facturation nette)							--	0+
SF (soutien financier)							+	0+
MF (mesures fiscales)	+	0+			++	0+		
PPE (Paiement de production d'énergie)	---	0+	--	0+				
APPEL (appel d'offres)								
PUBLIC (investissements publics)	-	0+					--	0+
SEQE (Système d'échange de quotas d'émission)							++	0+
TC (taxe carbone)	+++	0+			+++	0+	++	0+

Source : Wall, Grafikos, Gianoli, Stavropoulos, 2017, basé sur les données de fDi Markets et diverses sources de données politiques

+++ Relation très significative et positive ++ Relation plus significative et positive + Relation significative et positive --- Relation très significative et négative
 -- Relation plus significative et négative - Relation significative et négative 0+ Relation non significative, mais positive 0- Relation non significative, mais négative



Les énergies renouvelables ont l'avantage d'offrir un accès hors réseau qui favorise une meilleure inclusion sociale

©Mnovei

Le tableau 8.1 montre les résultats statistiques de l'étude, où l'on remarque que les tarifs de rachat (TDR) ont influencé de manière significative et positive l'attraction des IED, à la fois du point de vue de la totalité des IEDV renouvelables, et des sous-secteurs de l'énergie éolienne, solaire et de la biomasse. Ce résultat concorde avec des études précédentes qui ont également trouvé un impact significatif des tarifs de rachat sur le renforcement des capacités des énergies renouvelables dans ces secteurs à travers les pays de l'OCDE (Polzin et coll., 2015; Eyraud et coll., 2011). D'autres études menées dans les pays européens ont clairement démontré que les tarifs de rachat affectent de manière significative le développement de l'énergie solaire et éolienne (Bolkesjo et coll., 2014). Nos recherches confirment également les conclusions similaires de diverses autres études (comme celles de Polzin et coll., 2015 ; Verbruggen et Lauber, 2012 ; del Rio et Bleda, 2012 et Johnstone et coll., 2010).

On constate que les mesures fiscales (MF), comme des mesures incitatives fiscales, ont un impact significatif et positif sur la totalité des IEDV en énergie renouvelable, ainsi que sur le sous-secteur de l'énergie solaire. Si les résultats confirment que, en règle

générale, les instruments fiscaux ont un impact positif sur la diffusion des énergies renouvelables, cette étude va au-delà de cette conclusion en illustrant l'impact de chaque instrument fiscal sur l'augmentation des IED pour les énergies renouvelables et leurs sous-secteurs. Nos résultats montrent également que les politiques de taxe sur le carbone ont une forte influence positive sur les investissements dans les énergies renouvelables, car ces taxes augmentent les coûts unitaires de l'électricité produite par les technologies énergétiques qui utilisent des combustibles fossiles. Si ceci est particulièrement pertinent pour la totalité des IEDV et les sous-secteurs de l'énergie solaire et du biogaz, le résultat est toutefois négligeable pour le secteur éolien.

D'autres études ont montré que le prix du carbone a un effet statistiquement positif et significatif sur les investissements (Eyraud et coll., 2011). Nos recherches ont montré que les paiements de production d'énergie (PPE) ont un effet fortement négatif sur la totalité des IEDV et le secteur éolien. Autrement dit, non seulement les PPE ne permettent pas d'attirer des IED dans l'énergie éolienne et la totalité des investissements, mais ils ont une influence négative sur ces derniers. Cette conclusion apparemment paradoxale s'explique

par le fait que les investisseurs manquent généralement de confiance dans les politiques publiques, car celles-ci peuvent être inversées par de nouvelles administrations (Johnstone et coll., (2010)). Le retrait des États-Unis des accords de Paris sur le climat après les élections de 2016 illustre ce retournement de situation de la part du secteur public.

Conformément aux données empiriques existantes, les normes du portefeuille renouvelable (NPR) ont un impact positif sur l'attraction de la totalité d'IEDV, mais pas au niveau sectoriel. En revanche, les appels d'offres (APPELS) et les facturations nettes (FACTN) ne montrent aucune pertinence au niveau sectoriel et en termes de totalité, à l'exception des facturations nettes qui ont un effet négatif dans le sous-secteur de la biomasse. Les variations qui existent entre ces résultats et ceux de la littérature précédente sont peut-être dues à notre focalisation sur les investissements étrangers et l'omission des autres types d'investissements dans les énergies renouvelables.

Enfin, les certificats d'énergie renouvelable (CER) et les systèmes d'échange de quotas d'émission (SEQE) ne montrent aucune importance statistique dans l'attraction de la totalité des IED. Dans les sous-secteurs, les certificats d'énergie renouvelable n'ont aucun effet sur l'énergie éolienne et la biomasse, mais ont en revanche une influence négative sur l'énergie solaire alors que les systèmes d'échange de quotas d'émission n'ont aucun effet sur l'énergie éolienne et l'énergie solaire, mais ont un effet positif sur la biomasse. Pour les raisons exposées ci-dessus, ces conclusions contredisent les preuves empiriques existantes qui montrent que les certificats d'énergie renouvelable et les systèmes d'échange de quotas d'émission ont un impact positif sur les investissements en énergies renouvelables, notamment dans le secteur éolien.

Dans le cas des pays non membres de l'OCDE, la taxe carbone (TC) n'a pas d'impact sur l'attraction des IEDV tandis que les systèmes d'échange de quotas d'émission (SEQE) semblent être un important instrument politique ayant un impact significatif et positif sur les investissements dans les énergies renouvelables. Les résultats des pays non membres de l'OCDE sont clairement très importants pour les pays africains dans la mesure où ils jettent la lumière sur les politiques potentiellement les plus efficaces en Afrique. D'autre part, les résultats du tableau 8,1 montrent que les politiques efficaces dans les pays de l'OCDE pourraient également intéresser les

pays africains qui cherchent à attirer des IEDV pour développer leurs énergies renouvelables.

La performance des pays africains en termes d'investissements dans les énergies renouvelables est beaucoup plus faible que celle des autres pays du monde, ce qui souligne le fait que les pays africains pourraient tirer des enseignements importants de l'expérience des pays non africains. Par ailleurs, on constate que la croissance verte du secteur de l'énergie permet non seulement de fournir de l'énergie propre, mais aussi de créer des emplois. Il est donc recommandé que les pays africains tiennent compte des politiques citées plus haut, comme les tarifs de rachat, les taxes carbone, les normes de portefeuille renouvelable et les systèmes d'échange de quotas d'émission, pour attirer des IED dans le secteur des énergies renouvelables et stimuler la croissance verte et l'emploi (Wall, R., Grafikos, S., Gianoli, A., & Stavropoulos, S. (2018). Which policy instruments attract foreign direct investments in renewable energy? *Climate Policy*, 1-14). Conscients à la fois de la nécessité et des avantages que présente une évolution vers des énergies plus renouvelables, les dirigeants africains ont lancé en 2015 l'Initiative pour les énergies renouvelables en Afrique afin de promouvoir le potentiel du continent africain en matière de production d'énergies renouvelables. Ce programme vise à ajouter des capacités de 10 gigawatts d'ici 2020 et à passer à 300 gigawatts d'ici 2030 (Groupe de la banque africaine de développement, 2017 ; CENUA, 2016).

Bien que les infrastructures permettant de produire et de distribuer ces énergies renouvelables soient encore limitées comparé à celles de l'énergie carbone, elles offrent néanmoins l'avantage d'une production décentralisée et d'accès hors réseau qui favorise une plus grande inclusion sociale et la sécurité de l'approvisionnement. Cet aspect pourrait être particulièrement utile pour les villages éloignés qui ne sont pas desservis par le réseau électrique.

Le secteur des énergies renouvelables crée également davantage d'emplois que le secteur des énergies traditionnelles. Plus important encore, les investissements dans les infrastructures d'énergies renouvelables vertes réduisent la dépendance sur les ressources et favorisent une meilleure résilience face au changement climatique (CENUA, 2016). La réussite de cette transformation structurelle en Afrique exige cependant des progrès significatifs dans les capacités technologiques et institutionnelles des pays, notamment dans le secteur informel urbain qui regroupe une grande partie de la population active.

Partie B | Chapitre 9

Les smart cities au sein des réseaux des villes mondiales

Par Ronald Wall et Spiros Stavropoulos

La définition d'une Smart City doit refléter l'impératif pour les villes de comprendre leur position changeante dans un système économique très mondialisé
© Busakorn Pongparmit







Johannesburg affiche une position de leader en termes d'IED parmi les villes africaines intelligentes

© Ulrich Mueller

La « Smart City » (ou ville intelligente) est un concept multidimensionnel sans véritable définition universelle. On constate aujourd'hui de plus en plus de programmes et de politiques visant à développer des villes intelligentes dans différents pays du monde pour améliorer l'efficacité et parvenir à une croissance durable. Dans un même temps, les villes du monde entier rivalisent pour attirer des volumes d'IED plus élevés, et nécessitent des caractéristiques urbaines spécifiques pour devenir plus compétitives et plus résilientes. Dans le cadre de ce développement, les performances de l'Afrique sont encore modestes, notamment dans les domaines de l'innovation urbaine et de la compétitivité des IED. Cette étude analyse la façon dont le concept de Smart City pourrait être mieux intégré au développement social et économique de l'Afrique.

S'il existe une multitude de définitions du concept de « Smart City », aucune n'est toutefois universellement reconnue. Ces définitions comprennent des termes tels que la « ville intelligente », la « ville des connaissances », la « ville omniprésente », la « ville durable » ou la « ville numérique » (Cocchia, 2014). En termes de contenu, on constate de fortes différences au niveau de l'importance du rôle que joue la technologie pour relier les personnes et les institutions (Belissent et Giron, 2013 ; IBM, 2013 ; Nam et Pardo, 2011 ; Coe

et coll., 2000) ; de l'importance du capital humain pour combler le fossé qui existe entre l'éducation et la productivité (Florida et Mellander, 2012 ; Storper et Scott, 2009 ; Shapiro, 2005) ; ou de la nécessité de mieux tenir compte de l'aspect environnemental en matière d'urbanisme (Fitzgerald, 2010). Les technologies de l'information sont un élément essentiel que partagent les différentes interprétations du concept de la Smart City (ONU-Habitat). La plupart des définitions se fondent sur des indicateurs standard tels que les niveaux d'éducation, la classe créatrice, la mobilité, les TIC et la qualité de l'environnement (Caragliu et coll., 2011) et s'écartent peu des conceptions précédentes de certaines avancées urbaines comme le concept de ville durable. Or, toutes ces définitions semblent incapables de refléter l'impératif pour les villes de comprendre leur position changeante dans un système économique très mondialisé. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles il n'existe pas encore de définition unique et universelle de la Smart City (Hemment et Townsend, 2013).

L'intention de cette étude est d'apporter une définition plus claire de ce concept en proposant d'amalgamer la littérature disponible sur les villes intelligentes à celle sur les réseaux de villes du monde. On pourrait par exemple établir un lien provisoire en traitant les villes intelligentes comme des systèmes

Figure 9.1. Carte SIG des flux de la totalité des IED entre 126 Smart cities (2005-2013)



Source : Wall et Stavropoulos, 2017, basé sur les données de fDi Markets

territoriaux à plusieurs couches qui cherchent à optimiser leurs capacités de résolution de problèmes (Komninos, 2002 ; Komninos, 2006). Si la littérature sur les villes intelligentes estime dans l'ensemble que les caractéristiques sociales, économiques, technologiques, politiques et environnementales rendent une ville plus intelligente que d'autres (Caragliu et coll., 2011), la littérature sur les réseaux mondiaux des villes en revanche souligne plutôt le fait que la réussite d'une ville dépend de plus en plus de sa position relative au sein des réseaux mondiaux qui relient les villes et leurs économies par le biais de divers flux mondiaux englobant notamment les mouvements de capitaux, de personnes, de connaissances et d'idées (Sassen, 1991 ; Knox et Taylor, 1995 ; Alderson et Beckfield, 2004 ; Coe et coll., 2004 ; Derudder et coll., 2010 ; Wall et v.d. Knaap, 2011).

Les IED mondiaux constituent l'un des principaux réseaux mondiaux dans lesquels les villes peuvent exceller en matière de concurrence (Grimwade, 2000 ; Rugman et Verbeke, 2005). En effet, plus les capacités d'une ville à attirer des IED sont élevées, plus son économie est stable, et plus les investisseurs continueront à y investir (Wall and Burger, 2013 ; Wall et coll., 2014). Les études menées sur les réseaux appellent cette caractéristique un « attachement préférentiel » (Barabási, 2003; Boschma et Ter Wal, 2009) et l'évaluent à partir des mesures de centralité du réseau (comme

expliqué ci-dessous). Parallèlement à ces mesures de réseau, le degré d'« intelligence » dépend également de certaines caractéristiques territoriales comme des facteurs géographiques d'ordre social, économique, technologique, politique et environnemental (Kitson et coll., 2004 ; Wall et Burger, 2013).

Les investissements dans les villes intelligentes sont plus économiques et plus simples à organiser sur le moyen terme, car ils reposent sur un système de contrôle unique pour gérer diverses caractéristiques urbaines comme les réseaux de transport, d'eau et d'électricité (qui sont des systèmes mieux coordonnés et plus flexibles). Ceci permet d'améliorer l'efficacité, la transparence et la sécurité publique, de réduire la congestion et la pollution, et d'améliorer la gestion de la circulation et des itinéraires. Les grandes entreprises spécialisées dans les TIC investissent fortement à l'heure actuelle dans des technologies qui permettent aux responsables des villes de relever leurs défis urbains de façon novatrice. Dans cette optique, l'appartenance à un réseau mondial est une occasion qu'il ne faut pas manquer (Anderton et Akinola, 2011).

La durabilité économique est un enjeu essentiel pour les villes, et plus particulièrement pour les villes africaines, dans la mesure où beaucoup de villes ne possèdent pas de stratégies d'urbanisme et socio-économiques adaptées face à l'explosion

démographique de leurs populations. La durabilité économique est un pilier majeur du développement d'une ville intelligente. Outre l'amélioration du contexte économique local, il est par conséquent impératif d'améliorer cet aspect pour promouvoir l'attraction des investissements et des entreprises (Commission électrotechnique internationale, 2014). Dans ce chapitre, nous soutenons donc qu'outre les facteurs géographiques, le positionnement régional et mondial des villes (caractéristiques de réseau) au sein de réseaux d'IED mondiaux est tout aussi important pour promouvoir l'intelligence des villes.

Données et méthodologie

Les données annuelles sur les caractéristiques des villes que nous avons utilisées dans le cadre de cette étude se fondent sur les données d'Euromonitor Passport et les données d'investissement de nouveaux projets de la base de données du Financial Times et fDi Markets. Notre échantillon se compose d'IED entre 126 villes mondiales « intelligentes » sur la période 2005-2013 (voir la carte 9.1) et se répartit en quatre catégories : ville très intelligente, ville intelligente, ville modérément intelligente, et ville moins intelligente, conformément à la procédure de classement établie par le Centre pour la mondialisation et la stratégie (IESE). Ces villes sont classées par ordre d'intelligence, et vont de 1 (faible) à 4 (élevée). Les mesures de réseau utilisées dans notre analyse utilisent des « degrés internes » qui représentent le nombre relatif d'investissements reçus par chacune des 126 villes (souvent appelées « prestigieuses ») et des « degrés externes » (normalisés) qui concerne le nombre relatif d'investissements faits par ces 126 villes vers d'autres villes, afin d'exprimer le « pouvoir » qu'exercent ces villes sur les autres. Nous avons également utilisé la « différence », une mesure de réseau plus complexe qui reflète la position stratégique ou le degré de « courtage » que détient une ville à travers tout le système des villes (Alderson et Beckfield, 2004). Enfin, nous avons appliqué la « distance intérieure ». Il s'agit d'une mesure de la distance géographique totale des investissements faits entre ces 126 villes intelligentes afin de refléter la portée internationale de chacune. Les caractéristiques territoriales des villes (locales) comprises dans notre analyse sont le PIB, la force de leurs droits légaux, leur coefficient de Gini, l'ouverture de la ville, leur superficie, la taille de leur population et leur taux de chômage.

Résultats

Le tableau 9.1 présente les résultats du modèle global et l'influence de chacune des quatre catégories d'intelligence. Les résultats des indicateurs de réseau suggèrent que plus une ville est en mesure d'attirer des IED grâce à de nombreuses sources urbaines (degrés internes), plus son niveau d'intelligence est élevé. De même, les villes ayant une portée géographique plus large (distance interne) seront généralement plus intelligentes. Comme le montre la partie A de ce rapport (partie 3,5 et figure 3.7), plus la distance moyenne entre la ville et les sources d'IED est importante, plus la ville sera à même d'attirer des investissements. Cet aspect est clairement reflété dans la carte 9.1 par le grand nombre de villes intelligentes d'économies avancées qui attirent d'importants volumes d'IED de régions très éloignées. On constate également que les villes des pays en développement bénéficient de beaucoup moins d'investissements intérieurs (degrés internes) et présentent une portée géographique beaucoup plus faible (distance interne). Notre analyse comprend sept villes africaines intelligentes : Le Caire, Le Cap, Casablanca, Johannesburg, Lagos et Nairobi. Ces villes obtiennent des scores relativement faibles en termes d'intelligence (elles entrent dans les catégories « Villes moins intelligentes » et « Villes modérément intelligentes ») et présentent des volumes d'IED beaucoup plus faibles que ceux d'autres villes intelligentes au niveau mondial. Johannesburg affiche clairement une position de leader en termes d'IED parmi ces villes africaines intelligentes.

Paradoxalement, la position stratégique d'une ville au sein du système (différence) ne semble pas conduire à de meilleurs niveaux d'intelligence. Cela peut être dû au secteur ou à l'effet biaisé de la catégorisation d'intelligence inhérente. Quand on examine l'impact qu'ont les caractéristiques de la ville sur l'intelligence, on constate que le PIB (c'est-à-dire la taille du marché), la force légale (c'est-à-dire le degré de démocratie) et l'ouverture (c'est-à-dire le niveau d'internationalisation) sont des facteurs associés de manière positive à l'intelligence. En revanche, on observe une relation négative avec d'autres indicateurs comme l'Indice Gini (c'est-à-dire le degré d'inégalités), le taux de chômage (c'est-à-dire la situation économique), la population (c'est-à-dire le nombre de citoyens) et la superficie (c'est-à-dire la taille du territoire urbain). Ces caractéristiques statistiques expliquent dans une large mesure l'intelligence modeste des villes africaines. Ces dernières se caractérisent effectivement par diverses combinaisons

Tableau 9.1.
Caractéristiques des villes intelligentes, réseau et localisation

Variabes	Globalement	Ville moins intelligente	Ville modérément intelligente	Ville intelligente	Ville très intelligente
Différence (position stratégique globale)	---	+++	+++	---	---
Distance interne (portée géographique)	+++	---	--	+++	++
Degré externe (puissance d'investissement)	---	+++	+++	---	---
Degré interne (degré de prestige en matière d'investissements)	+++	---	---	+++	+++
Population (nombre de citoyens)	---	+++	+++	---	---
PIB (taille du marché)	+++	---	---	+++	+++
Force des droits légaux (niveau de démocratie)	+++	---	---	+++	+++
Coefficient de Gini (niveau d'inégalités)	---	+++	+++	---	---
Ouverture (niveau d'internationalisation)	+++	---	---	+++	+++
Superficie (km ²) (taille urbaine)	0-	0+	0+	0-	0-
Taux de chômage (situation économique)	---	+++	++	---	---

Source: R. S. Walla, and S. Stavropoulos, 2018 based on fDi Markets and Euromonitor Passport data

+++ Relation très significative et positive ++ Relation plus significative et positive + Relation significative et positive --- Relation très significative et négative
 -- Relation plus significative et négative - Relation significative et négative 0+ Relation non significative, mais positive 0- Relation non significative, mais négative



Les villes émergentes connectées à l'échelle mondiale comme Lagos devraient élargir leur base d'investissement continentale et mondiale par le biais d'institutions régionales comme la CEDEAO © Misansamuel

de facteurs tels qu'une forte démographie, d'importantes inégalités en termes revenus et des taux de chômage élevés (notamment chez les jeunes et dans les économies urbaines plus faibles présentant d'importants secteurs informels). Les résultats des différents groupes d'intelligence exposés dans les colonnes 2 à 5 de ce tableau confirment la théorie selon laquelle le niveau de réactivité de l'intelligence d'une ville par rapport aux caractéristiques des réseaux et des villes varie entre les quatre groupes. On remarque en effet que les signes des coefficients des deux premiers groupes à faible intelligence sont à la fois similaires et opposés à ceux des villes des deux groupes à forte intelligence.

Conclusions

Cette étude visait avant tout à définir une méthodologie plus moderne pour les prochaines analyses des villes intelligentes en fusionnant les méthodes employées par la littérature du réseau des villes et celles de la littérature sur les villes intelligentes (Wall, R. S., et Stavropoulos, S. (2016). *Smart cities within world city networks. Applied Economics Letters*, 23 (12), 875-879). Nos résultats montrent que, parallèlement aux caractéristiques territoriales habituelles, les caractéristiques du réseau jouent également un rôle important dans l'intelligence des villes. Ceci remet en question l'approche classique et essentiellement territoriale des recherches sur les villes intelligentes en soulignant l'importance d'appréhender les villes comme des éléments d'un réseau au sein d'un vaste système de villes regroupant une intégration de réseaux transnationaux. En s'appuyant sur ces bases, on peut en conclure que les municipalités complètent leur compréhension de la façon d'améliorer les caractéristiques urbaines « endogènes » des villes intelligentes avec une compréhension « exogène » de l'importance relative que revêtent leurs villes au sein du système économique mondial. D'une certaine façon, il s'agit de faire correspondre le développement d'une ville aux changements systémiques du réseau mondial des villes. En d'autres termes, il est important que les responsables municipaux, et notamment ceux des pays en développement, comprennent bien l'importance que revêt l'amélioration de leurs caractéristiques urbaines spécifiques pour mieux répondre aux exigences du système économique mondial, et améliorer ainsi leur degré d'intelligence.

L'apprentissage auprès des agences étrangères de promotion des technologies et des investissements



Les villes de taille moyenne comme Durban pourraient bénéficier le plus de l'amélioration de leur base d'investissement nationale et régionale



© Kierran Allen

pour élaborer des conditions plus diversifiées, plus expansives et plus efficaces pour attirer des IED est un enjeu essentiel pour les villes africaines. Ce type d'apprentissage leur permettra notamment de relever certains défis majeurs comme la promotion d'une urbanisation durable. Les villes doivent par ailleurs tenter d'améliorer leur position au sein du réseau mondial des villes. Les villes africaines peuvent s'inspirer des villes des économies plus avancées pour développer les caractéristiques d'une ville intelligente. L'Afrique présente par exemple un énorme potentiel en matière d'énergies renouvelables et d'IED consacrés à ce type d'énergies. Les technologies intelligentes introduites par ces IED peuvent jouer un rôle important pour contribuer à une croissance durable et créer des emplois.

Enfin, en se fondant sur les résultats économétriques, on peut conclure que les villes intelligentes sont celles qui : a) affichent un bon bilan en matière d'attraction d'IED provenant de sources géographiquement lointaines et diverses ; b) sont ouvertes au reste du monde d'un point de vue social et économique ; c) possèdent des niveaux élevés en matière de production économique et d'emploi ; d) favorisent l'égalité entre leurs citoyens ; et e) ont des populations et des tailles géographiques relativement petites.

Ces différents aspects représentent des défis de taille pour les autorités locales, les gouvernements nationaux, les alliances régionales et le continent africain dans son ensemble. Des politiques et des stratégies adaptées seront nécessaires pour permettre aux villes destinataires d'attirer des IED provenant du plus grand nombre de villes sources possible (diversité), et des régions les plus éloignées de la planète (étendue). Pour cela, les municipalités doivent développer les stratégies d'internationalisation commerciale que recherchent les investisseurs mondiaux, par le biais d'agences de promotion des investissements (API), d'agences de passation de marchés intelligents (APMI) et de commissions de la concurrence. L'objectif devrait ici être d'accroître le portefeuille d'investisseurs étrangers des villes mondiales et régionales.

Les villes nouvellement connectées à l'échelle mondiale comme Le Caire, Johannesburg, Lagos et Nairobi devraient élargir leur portée africaine, continentale et mondiale par l'intermédiaire de leurs institutions régionales comme la CDAA et la CEDEAO. Les villes de taille moyenne comme Durban et Mombasa pourraient quant à elles bénéficier le plus de l'amélioration de leur base d'investissement nationale et régionale.

Partie B | Chapitre 10

L'impact de la « compétitivité verte » sur les IED

Par Ronald Wall, Dorcas Nyamai
et Meera Malegaonkar





Dial *310#

tigo

Live it. Love it.

OPENING SOON

100 OFFER BOOKING

IMB Bank JAVA Ecobank

Wine & More

Chalaba bok

SOU

TECH

We have access to more capital for your business.

bpr

atasmara

Your Bank. Your Future.

Bank. Your. Top. Heza

www.bpr.co



Les pays qui présentent un indice de performance environnementale élevé, comme la Tunisie, attirent des valeurs plus élevées d'IED

©Valery Bareta

Pour répondre au double défi que présentent l'intégration économique et le changement climatique au niveau mondial, les villes et les pays doivent être à la fois compétitifs sur le plan économique et durables sur le plan environnemental. Or, on constate que les théories sur la coexistence de ces objectifs tendent à être contradictoires. Cette étude vise à contribuer au débat actuel en proposant le concept de « compétitivité verte » (CV), dans l'esprit de l'Indice de compétitivité mondiale du Forum économique mondial, (ICM) et de l'*Environmental Performance Index* (EPI) de l'Université de Yale. Pour cela, nous avons évalué l'impact de trois indicateurs : a) l'attraction des IED vers les pays du monde entier ; et b) l'attraction des IED vers les pays africains en comparant les résultats et élaborant des recommandations politiques pour l'Afrique.

Par le passé, les objectifs du développement se concentraient traditionnellement sur la satisfaction de besoins fondamentaux et le maintien de bons niveaux de vie et de bien-être, sans tenir vraiment compte de l'impact du développement sur l'environnement. La détérioration de l'environnement et le changement climatique ont toutefois forcé le monde à reconnaître la nécessité de suivre des voies de développement plus écologiquement durables et équitables. Dans le contexte économique mondial actuel, la voie vers le progrès économique des entreprises, des villes et des nations est beaucoup plus déterminée par la compétitivité qu'auparavant, dans la mesure où la libéralisation du commerce a favorisé l'intégration économique des villes et des entreprises à travers le monde. Bien que la compétitivité économique et les avancées environnementales constituent désormais

des concepts de développement reconnus, leur signification varie en fonction de différentes régions géographiques, comme l'Europe, l'Asie ou l'Afrique. Le principal enjeu des économies en développement consiste à réduire la pauvreté en stimulant la croissance économique. Dans cette optique, les aspects environnementaux du développement passent souvent en second lieu. Inversement, dans les économies avancées, la richesse excédentaire à la base du changement climatique a permis à ces pays d'accorder une plus grande attention aux questions climatiques et environnementales. Vu que 90 % de la population et de la croissance économique mondiale proviendra à l'avenir des économies en développement, l'importance des questions environnementales ne doit toutefois pas être ignorée par les régions avancées comme celles en développement.

Pour relever le double défi de la croissance économique et du changement climatique, les entreprises, les villes et les pays doivent se concentrer simultanément sur des objectifs souvent contradictoires en matière de croissance et de durabilité. Les politiques climatiques tendant à être onéreuses, on constate que celles-ci incitent de nombreux pays à « se développer d'abord et nettoyer plus tard » (Hallegatte et coll., 2012 ; Dasgupta et coll., 2006). Les théories du domaine de l'économie environnementale soulignent quant à elles l'effet néfaste du développement humain sur les écosystèmes et affirment que la propension d'une destination à devenir un « paradis pour les pollueurs » est un facteur qui attire les IED (Wheeler, 2001 ; Dasgupta et coll., 2002 ; Meadows et coll., 1972). Inversement, les approches de développement durable préconisent le concept de « développement compétitif durable » fondé sur des politiques environnementales bien conçues qui n'affectent pas négativement les écosystèmes (Porter et Van Der Linde, 1995).

Au XXI^e siècle, les différentes régions du monde sont encore à des stades différents en matière de développement et de compétition (Rostow, 1956 ; Narula et Dunning, 2000). Les économies les plus avancées ont terminé leur processus d'industrialisation et d'accumulation de richesses lequel a donné lieu à des villes polluées, bondées et fortement tributaires des voitures. L'évolution récente de ces villes vers des économies axées sur le service et intrinsèquement moins polluantes les a incitées à créer des environnements plus durables

(Glaeser, 2011). Au lieu d'émuler le modèle de développement non durable initialement appliqué par les économies avancées actuelles, les pays en développement pourraient privilégier la compétitivité verte pour gagner une longueur d'avance et éviter de passer par les phases intermédiaires néfastes pour l'environnement.

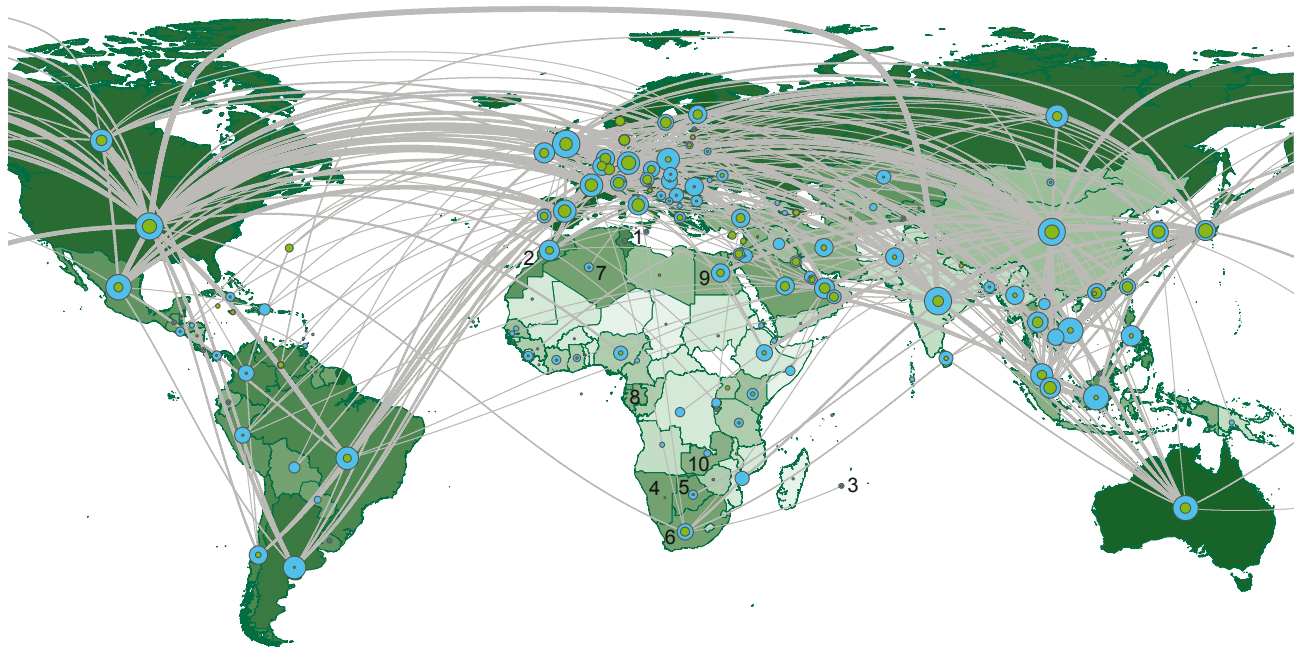
Le Nouveau programme urbain comprend un objectif de développement urbain durable et résilient (Nations Unies, 2017) qui encourage les pays à être très compétitifs pour attirer des investissements nationaux et des IED tout en veillant à ce que ces investissements facilitent la création d'emplois et l'égalité sociale en ayant un impact moins destructeur sur l'environnement.

Dans ce contexte, les principales données environnementales de notre étude portent sur l'IPEV, une mesure qui classe les pays en fonction de leurs performances en matière de protection de la santé humaine et des écosystèmes. Ces catégories se basent sur les variables que sont la santé, la qualité de l'air, l'eau et les conditions sanitaires, les ressources en eau, l'agriculture, la foresterie, la pêche, la biodiversité, le climat et l'énergie. Par ailleurs, plus de 20 indicateurs sont associés à ces variables.

L'autre mesure importante utilisée dans le cadre de cette étude est l'Indice de compétitivité mondiale. Cet indice quantifie l'impact d'un certain nombre de facteurs qui contribuent à créer des conditions propices à la compétitivité des pays, avec un accent particulier sur l'environnement macroéconomique, la qualité des institutions et l'état de la technologie et des infrastructures connexes.

Cette étude examine les relations qu'entretient le concept de compétitivité verte (CV) avec l'attraction des IED à l'échelle mondiale et à l'échelle africaine afin de déterminer s'il existe des différences particulières. Nous avons calculé un indice global de la compétitivité verte en employant des techniques statistiques, et les données de l'Indice de compétitivité mondial du Forum économique mondial (FEM), de l'Indice performance environnementale (IPEV) élaboré par l'Université de Yale (Yale Center for Environmental Law and Policy) et de l'Université de Columbia (Center for International Earth Science Information Network) en collaboration avec le FEM et le Centre de recherches conjointes de la Commission européenne. Notre analyse s'articule en trois étapes. La première vise à identifier si la compétitivité mondiale entretient, à elle seule, une relation significative avec l'attraction d'IED.

Carte 10.1. Indice de performance environnementale (IPEV) et flux d'IED consacrés à de nouveaux projets entre les pays (2006-2014)



Ronds bleus: totalités des IED Ronds verts : IED vers l'étranger Zones vert foncé : Indice de performance environnementale le plus élevé
 Source : Wall, 2017, basé sur les données de FDI Markets, de l'Université de Yale, de l'Université de Columbia, du Forum économique mondial et de la Commission européenne

La deuxième étape évalue le degré d'influence de chacun des sous-composants de l'Indice de compétitivité mondiale et de l'IPEV sur l'attraction des IED. La troisième étape explore de façon plus détaillée les effets des sous-indicateurs de l'IPEV sur les IED.

Nous avons inclus la population dans tous nos modèles afin de tenir compte de la taille du pays.

Les IED et la compétitivité verte en Afrique

Au niveau mondial, les principales destinations de la totalité des IED sont les États-Unis, suivis par la Chine, le Royaume-Uni, le Canada, la Russie, la Belgique, le Brésil, Singapour et l'Australie. Ce classement reflète l'importance générale que revêtent la taille du pays et sa démographie, même si des pays comme le Royaume-Uni, Singapour et presque tous les pays européens reçoivent de grandes quantités d'IED, malgré la taille relativement faible de leur territoire et de leur population. On constate aussi de grandes quantités d'IED circulent vers les économies émergentes, notamment en Asie et en Amérique latine. Bien que l'Afrique ne soit pas

l'un des principaux bénéficiaires d'IED en termes de volume, ce continent représente toutefois l'une des régions à afficher la plus forte croissance en matière d'investissements (tant du point de vue du nombre d'investissements que de la valeur de ces derniers). On remarque aussi que l'Afrique affiche des variations très marquées en matière de répartition des investissements selon ses régions et pays.

Au niveau régional, l'Afrique du Nord reçoit les valeurs les plus élevées d'IED, devant l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique australe. L'Afrique centrale et l'Afrique de l'Est reçoivent des valeurs d'investissement relativement faibles. Plusieurs pays africains, situés notamment dans le Nord, comme l'Algérie, l'Égypte et la Libye, ainsi que l'Angola, le Nigeria et l'Afrique du Sud sont clairement bien intégrés dans le réseau mondial des IED (voir la carte 10,1). Il existe peu de variations au niveau des indices de Compétitivité verte, de Compétitivité mondiale et de Performance environnementale dans les régions africaines, si ce n'est que l'Afrique du Nord et l'Afrique australe sont des territoires moyennement plus compétitifs.

Les résultats de l'IPEV montrent que l'Afrique du Nord obtient de meilleurs résultats que les autres régions africaines en termes de performance environnementale (protection de l'environnement et de la santé humaine), devant l'Afrique australe et l'Afrique centrale. L'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest affichent un retard en matière de protection de l'environnement et de la santé humaine, même si ces deux régions ont accompli des progrès relativement plus importants comparé à leurs performances entre 2006 et 2016.

On note également des variations claires et distinctes au niveau des pays en matière d'IPEV comme le montre la carte 10,1. L'Afrique semble afficher un retard par rapport aux autres continents, en termes de protection de l'environnement et de la santé sans doute à cause d'un manque de gouvernance et de politiques adaptées (Hsu, 2016). On remarque d'autres variations claires entre les pays africains, les pays d'Afrique du Nord et d'Afrique australe étant généralement les plus performants. La Tunisie, par exemple, obtient le meilleur score en matière d'IPEV devant le Maroc, Maurice, la Namibie, le Botswana, l'Afrique du Sud, l'Algérie, le Gabon, l'Égypte et la Zambie. Non seulement ces pays affichent le meilleur IPEV, mais ils attirent également les valeurs plus élevées en matière d'IED. Cela indique que les économies qui accordent une priorité à l'environnement et à la santé humaine ont tendance à attirer davantage d'investissements.

Résultats

Notre analyse mondiale révèle que la CV a un impact positif et significatif sur l'attraction des investissements étrangers lorsque l'on tient compte de la taille de la population. Cela signifie que plus un pays développe ses « capacités vertes », plus il sera en mesure d'attirer des IED. Ce point est confirmé par les pays du nord de l'Europe où des politiques plus écologiques ont contribué à attirer plus d'IED que dans d'autres pays. La taille de la population est un autre facteur qui contribue positivement à attirer des IED : plus la population est importante, plus les IED le sont aussi. Certains auteurs suggèrent d'ailleurs que la taille d'un pays et de sa population sont des facteurs déterminants pour attirer des IED, car ces aspects reflètent la taille du marché et les facteurs de production, deux facteurs que recherchent les investisseurs (Checchi et Faini, 2007 ; Yu et Walsh, 2010).

Tableau 10.1.
Les IED et la compétitivité verte à l'échelle de l'Afrique (2016)

Variabes	Modèle 1 : IED consacrés à de nouveaux projets	Modèle 2 : IED consacrés à de nouveaux projets	Modèle 3 : IED consacrés à de nouveaux projets	Modèle 4 : IED consacrés à de nouveaux projets
Compétitivité verte (CV)	++			
Indice de compétitivité mondiale (ICM)		++		
Environmental Performance Index (EPI)			+++	
Accès à des installations sanitaires				+++
Intensité carbone				-
Population	+++	+++	+++	++

Source: Wall et Nyamai, 2017, basé sur les données de fDi Markets, du Forum économique mondial et de l'Université de Yale

+++ Relation très significative et positive
 ++ Relation plus significative et positive
 + Relation significative et positive
 --- Relation très significative et négative
 -- Relation plus significative et négative
 - Relation significative et négative
 0+ Relation non significative, mais positive
 0- Relation non significative, mais négative

Notre analyse de l'Afrique exposée dans le tableau 10,1 et la figure 10,1 montrent aussi que la CV a un important effet positif sur l'attraction des IED en Afrique. Ainsi, plus les pays africains améliorent leur compétitivité verte, plus ils peuvent s'attendre à attirer des IED. Cette conclusion souligne le fait que la durabilité environnementale peut aller de pair avec la compétitivité économique. Là encore, les niveaux de population en Afrique ont un effet positif et significatif sur les IED, comme nous l'avons expliqué plus haut.

Au niveau des pays, Maurice, le Maroc, la Tunisie, l'Afrique du Sud et le Botswana sont les cinq principaux pays africains en matière de CV. Ces pays figurent également parmi les principaux bénéficiaires d'IED consacrés à de nouveaux projets (voir la figure 10,1). Ce diagramme de dispersion montre aussi une forte relation positive entre la CV et les IED en Afrique. Dans les modèles 2 (colonne 3) et 3 (colonne 4), on constate des résultats similaires. Des résultats encore plus étonnants sont observés à l'échelle mondiale dans la mesure où l'IPEV et l'Indice de compétitivité mondiale sont tous les deux importants et positifs pour attirer des IED en Afrique (voir le tableau 10,1). En ce qui concerne l'IPEV, cela signifie que lorsque l'on tient

compte de la population, cet indice reste important pour attirer des IED. Cela implique aussi que les facteurs environnementaux jouent un rôle dans la détermination de l'attractivité d'un pays africain en matière d'investissement. Autrement dit, plus un pays africain améliore cette qualité, plus il pourra augmenter ses niveaux d'IED. De même, l'Indice de compétitivité mondiale montre une influence très importante et positive sur l'attraction des IED à l'échelle mondiale. Cette constatation rejoint celle faite par l'étude de ce rapport sur les IED du savoir qui a également révélé que plus la compétitivité d'un pays est élevée, plus ce pays est plus attrayant pour les IED (Wall et coll., 2018).

La majorité des pays africains ont amélioré leur compétitivité mondiale de 2011 à 2016 et plusieurs d'entre eux occupent désormais une position plus élevée que certaines destinations d'IED populaires comme le Cambodge, l'Indonésie et Myanmar (Groupe de la Banque africaine de développement, 2017). Pour l'Afrique, ce résultat est moins significatif (voir le tableau 10,1) ce qui indique que l'Afrique n'a pas encore atteint le niveau de compétitivité de la plupart des autres pays le monde. Nos résultats montrent par ailleurs que les pays qui possèdent de meilleures « capacités vertes » et politiques de « compétitivité » sont également dotés de meilleures caractéristiques en matière de CV, ce qui leur permet d'attirer davantage d'IED.

La dernière partie de cette analyse évalue les sous-indicateurs de l'IPEV par rapport aux IED à l'échelle mondiale et du point de vue de l'Afrique (voir le tableau 10,1). Dans les deux cas, les résultats sont similaires, même si, au niveau mondial, ce modèle final explique 50 % de la variance de l'attraction des IED, alors qu'en Afrique il représente 65 %. En Afrique (voir le tableau 10,1), la disponibilité des services de base est un facteur important pour déterminer l'attraction des IED vers les pays. Ce point est sans doute mieux expliqué par le fait que « plus un pays a accès à des installations sanitaires, plus il est développé, ce qui le rend plus attrayant pour les investisseurs ».

L'intensité carbone (c'est-à-dire les émissions de CO₂) a un impact très important et négatif sur les investissements (voir le modèle 4). Ce résultat peut être interprété par le fait que « plus un pays est propre, plus il est vivable et, par conséquent, plus il est susceptible d'attirer des investisseurs ». Ce point se rapporte probablement davantage aux



Parce que l'Afrique en est encore aux premiers stades de l'industrialisation, elle peut favoriser sa croissance tout en préservant son environnement en privilégiant des sources d'énergie alternatives



© Byvalet

investissements axés sur les connaissances intensives que sur les investissements dans la fabrication dans la mesure où les industries du savoir ont tendance à s'installer dans les villes proposant une meilleure qualité de vie. Là encore, cet indicateur pourrait peut-être davantage servir de substitut pour les niveaux de développement des pays. Cela signifie que les pays devraient augmenter leur productivité de manière durable, sans nuire à l'environnement. L'intensité carbone concerne à la fois le contrôle des émissions de carbone et le degré de transition d'un pays vers d'autres formes d'énergie. Le Bénin, le Soudan et le Togo, par exemple, qui présentent des niveaux d'intensité de carbone beaucoup plus élevés que ceux d'autres pays, ne reçoivent que de modestes quantités d'IED. Ces pays sont, par ordre décroissant, l'Algérie, la Tanzanie, l'Angola, le Niger et le Zimbabwe en termes d'intensité carbone, tous reçoivent des parts plus élevées d'IED. Cela indique la nature des IED reçus par ces pays (avec de plus fortes intensités carbone), laquelle se situe probablement dans les industries extractives et des industries lourdes qui sont généralement nocives en termes d'environnement ou de pollution de l'air.

Conclusions

La conclusion de cette étude est que, dans le cas de tous les pays du monde, et plus particulièrement dans le cas de l'Afrique, la compétitivité verte est un facteur important pour attirer des IED. Étant donné que l'Afrique en est encore à la première étape de l'industrialisation, le continent pourrait saisir cette opportunité pour s'industrialiser et stimuler sa croissance tout en préservant ses ressources naturelles et son environnement en privilégiant des sources d'énergie alternatives. À des niveaux plus détaillés, on constate également que l'IPEV et l'Indice de compétitivité mondiale affectent tous deux l'attraction des IED à travers les différents pays du monde et au sein de l'Afrique. Cela signifie que l'indice de compétitivité mondiale et l'IPEV sont complémentaires et qu'ils sont plus à même d'attirer des investissements ensemble que séparément.

Ces résultats montrent par ailleurs que les pays qui appliquent des politiques très strictes en matière de progrès environnementaux et de compétitivité économique sont plus susceptibles d'obtenir des investissements étrangers et sont donc mieux intégrés au sein de l'économie mondiale. Notre analyse plus

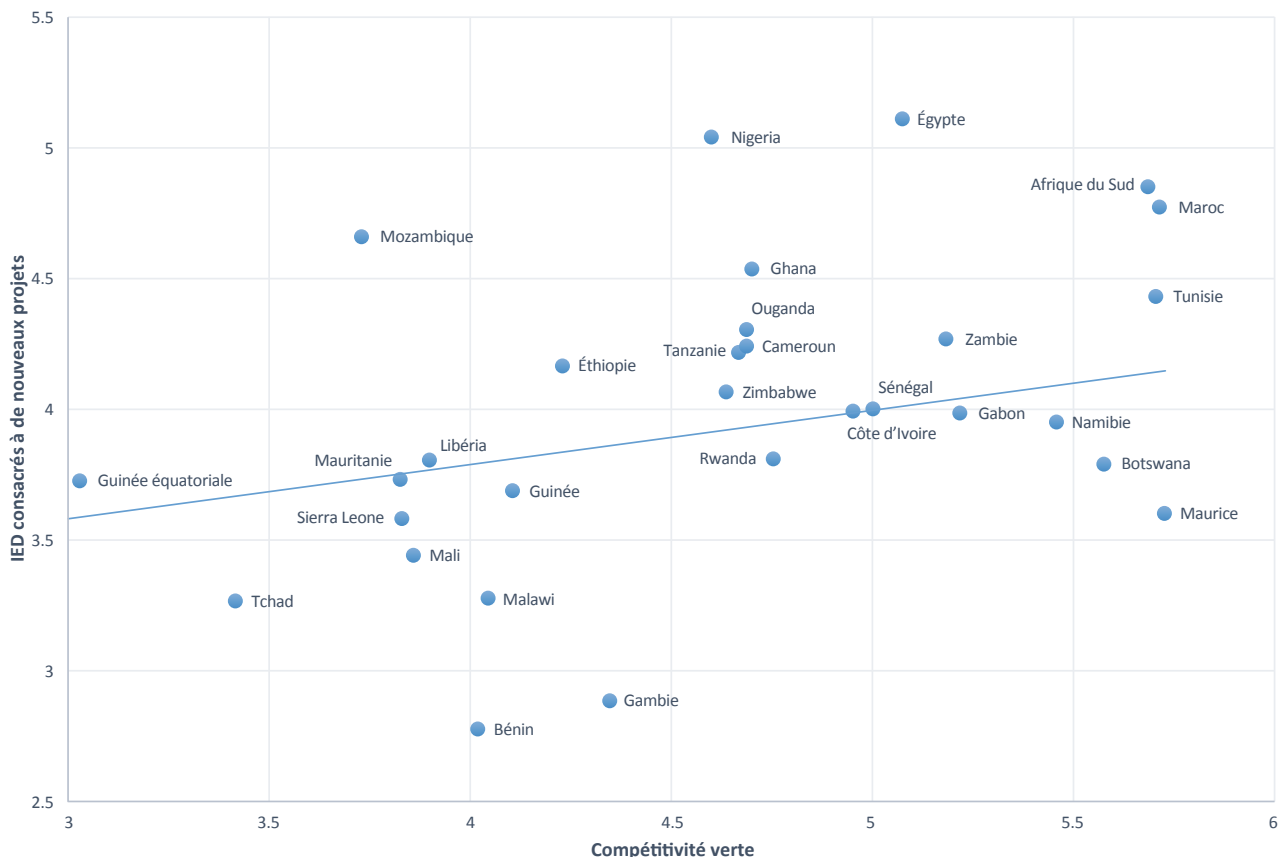
détaillée des sous-indicateurs de l'IPEV montre qu'au niveau mondial, l'accès des pays à des installations sanitaires influence fortement l'attraction des investissements. Autrement dit, les pays qui manquent de services de base sont moins attractifs aux yeux des investisseurs étrangers. Un autre important facteur négatif pour l'attraction d'IED est le niveau d'émissions de CO₂ dans la mesure où un air plus propre est associé à des environnements vivables dans les économies avancées. Ces résultats s'appliquent également au reste du monde et en Afrique. Ils renforcent la théorie selon laquelle, en termes d'attractivité des investissements, l'Afrique devrait adopter les mêmes principes économiques que le reste du monde.

Cette étude montre par ailleurs que l'Afrique peut atteindre un bon degré d'industrialisation tout en protégeant son environnement. Des politiques efficaces seront essentielles pour atteindre les trois

principaux objectifs que sont la croissance durable, la réduction de la pauvreté et l'atténuation des changements climatiques. La technologie financière et les énergies renouvelables sont deux secteurs clés pour parvenir à ce type d'industrialisation écologique en Afrique. En raison de son retard dans le processus d'industrialisation, l'Afrique a la possibilité de prendre une longue d'avance en évitant les étapes très polluantes de l'industrialisation qu'ont traversées d'autres grandes régions et en adoptant des stratégies novatrices d'industrialisation écologique.

Ce type de stratégies pourrait conduire à une croissance durable, soutenue et inclusive et créer des emplois sans nuire à l'environnement. Les gouvernements nationaux sont les principaux acteurs capables de mener à bien une industrialisation verte en appliquant des politiques adaptées qui garantissent l'utilisation la plus efficace

Figure 10.1. IED vs compétitivité verte en Afrique (2016)



Source : Wall et Nyamaj, 2017, basé sur les données de fDi Markets, du Forum économique mondial et de l'Université de Yale



En termes d'IED, il est urgent que les pays africains améliorent leurs conditions environnementales

© Juan Vilata

de l'énergie et des ressources. Voir aussi le chapitre sur la façon dont les politiques environnementales attirent les IED consacrés aux énergies renouvelables.

Recommandations

Parce que 65 % de l'attraction des IED en Afrique s'explique par la compétitivité verte (CV), les pays africains devraient intégrer des cadres de CV à leur planification afin d'évaluer, de comparer et d'améliorer leurs performances à travers tous les paramètres de compétitivité verte. Bien que le score de compétitivité verte soit certes important dans son ensemble, il convient toutefois de noter que cette importance varie d'un secteur à un autre. Les sites cherchant à attirer des IED dans les services devraient se concentrer sur l'amélioration leurs capacités vertes et sur leur qualité environnementale. Il est par conséquent urgent que les pays africains améliorent leurs conditions environnementales et leur santé publique. De nombreux pays affichent

aujourd'hui des niveaux de pollution atmosphérique élevés et manquent d'eau potable, deux aspects qui constituent une menace majeure en matière de santé publique (Hsu, 2016). Les secteurs de la fabrication et des hautes technologies, qui génèrent généralement un plus grand nombre d'emplois, nécessitent des réglementations environnementales qui limitent les paramètres environnementaux aux niveaux repères. Des réglementations appropriées permettront de protéger l'environnement et d'augmenter l'attractivité d'un site donné aux yeux des investisseurs afin de stimuler l'innovation dans les technologies, produits et services écologiques.

Vu que la population et la qualité des ressources humaines constituent aussi des facteurs déterminants pour les IED, les pays devraient par ailleurs investir dans des programmes d'éducation et de développement des compétences. Ce type de programmes leur permettrait en effet d'améliorer la qualité des IED reçus et de renforcer l'économie locale en attirant davantage d'investissements nationaux et d'IED.